

**ACQUISITION DES CONNAISSANCES
DANS LE SYSTEME EDUCATIF ALGERIEN :
PROCESSUS MAÎTRISE OU ALEATOIRE?**

Djamel **FEROUKHI** *
Tarek **BELMAHDI** **
Amina **MERAH** ***
Maléka **MOUHOUNI** ****

RESUME

Des réformes successives ont été apportées à notre système éducatif en vue d'en améliorer les performances. Le passage en revue du taux de réussite, au niveau national, aux examens du BEF et du baccalauréat sur la période 1995/9-2004/05 montre, en effet, une nette amélioration de la situation par rapport aux années 70 et 80. Le présent travail a pour objectif de tenter de saisir la façon dont ces progrès se redistribuent entre les différentes régions (wilayas) du pays et s'ils s'accompagnent, en même temps, d'une réduction des disparités entre les enseignés. Pour répondre à ces questions, un modèle markovien d'évolution des performances des différentes wilayas à ces deux examens est proposé.

MOTS CLEFS

Algérie Education

JEL CLASSIFICATION : I21

* Chercheur au CREAD.
** Chargé de cours ISE Alger.
*** Chargé de cours ISE Alger.
**** Chargé de cours ISE Alger.

1 - PROBLEMATIQUE

Le système éducatif algérien a subi une succession de réformes depuis l'accession de notre pays à l'indépendance. La première a concerné l'université en 1971 (RES), suivie, quelques années plus tard (1981), par celle des enseignements primaire et moyen (école fondamentale de neuf ans). Quant à l'enseignement secondaire, deux réformes (1984 et 1991) ont touché son architecture globale pour l'adapter à l'évolution de la situation du pays.

Tout récemment, enfin, une restructuration de l'ensemble du système éducatif a été entreprise et mise en œuvre dès la rentrée de 2003/04. Pour ce qui concerne les premiers paliers, l'ex-école fondamentale de neuf ans est scindée en deux niveaux d'études dorénavant distincts: l'école primaire de 5 ans (contre six pour l'ex-1^{er} /2^{ème} cycle fondamental) et l'enseignement moyen d'une durée de quatre ans (contre 3 pour l'ex-3^{ème} cycle fondamental). Le palier secondaire recentre, à cette même occasion, ses missions autour des filières de l'enseignement général et se dessaisit définitivement des baccalauréats techniques. L'innovation majeure de cette dernière réforme est l'approche par les compétences, dans l'élaboration des cursus de formation. Quant à l'université, l'architecture globale de l'organisation de l'enseignement supérieur des pays anglo-saxons (système LMD) est transposée au cas algérien.

L'objectif de notre travail est de situer l'impact des réformes successives sur le rendement du système éducatif, appréhendé à travers les examens nationaux que sont le BEF et le baccalauréat. En effet, le passage en revue des scores réalisés à ces deux épreuves au cours de ces 10 dernières (1995/96-2004/05) années révèle une progression continue de la performance de l'institution scolaire comme l'indiquent les tableaux 1 et 2 ci-dessous. Si des progrès certains et même très appréciables, en ce qui concerne le cas de l'épreuve du baccalauréat, sont effectivement enregistrés à travers ces deux examens, la question centrale qui se pose alors est de savoir si ces améliorations bénéficient à l'ensemble des régions (et donc des enseignés). Si cette hypothèse venait à se confirmer, et c'est l'objet justement de ce travail, alors cela signifierait que l'expérience acquise a été capitalisée et les réformes introduites indiqueraient, par conséquent, que notre système est entré dans une véritable phase d'accumulation. Dans le cas contraire, les démarches entreprises

jusqu'à aujourd'hui auront eu alors un impact relativement limité sur l'amélioration du système dans son ensemble.

Pour ce faire, nous allons tenter de répondre à deux questions essentielles, à savoir :

- les performances des différentes wilayas se consolident-elles dans le temps?
- l'amélioration continue du taux global de réussite à ces deux examens s'accompagne-t-elle d'une moindre dispersion des wilayas autour de la moyenne nationale ?

Tableau 1 : Evolution du taux de réussite à l'examen du baccalauréat et amplitude de l'écart entre les wilayas extrêmes

Année scolaire	1996**	2001	2005
Taux de réussite (%)	19.63 (20.43) ***	32.74 (32.83)	42.48 (44.54)
Ecart entre wilayas extrêmes (%)	21.08	28.83	33.60

Source : Indicateurs statistiques 1995/96, 2000.01 et 2004/05

** non incluses les : wilayas de Bejaia et de Tizi-Ouzou

*** (filles)

Tableau 2 : Evolution du taux de réussite à l'examen du BEF et amplitude de l'écart entre wilayas extrêmes* Filles

Année scolaire	1996	2001	2006
Taux de réussite (%)	35.16 (39.71)	41.74 (44.34)	41.54 (45.46)
Ecart entre wilayas extrêmes (%)	41.58 (47.37).	45.39 (42.42)	53.82 (47.93)

Calculés à partir des Bulletins statistiques relatifs aux années scolaires : 1996/9, 2000/0 et 2006/07

Le choix porté sur les épreuves du BEF et du baccalauréat pour aborder la question centrale de cette étude se fonde sur les quatre considérations suivantes :

- L'évaluation (externe) des acquis scolaires s'effectue actuellement par le biais du BEF et du baccalauréat;
- Le poids de ces deux examens à la poursuite des études a été considérablement renforcé au cours des dix dernières années;
- l'absence de tests périodiques d'évaluation de type sommatif qui permettent de mesurer les progrès réalisés par les enseignés tout au long de leur scolarité;
- les sujets au programme de ces deux épreuves sont communs à l'ensemble des candidats.

Dans une première partie de l'étude nous tenterons de caractériser les principales tendances de l'évolution du score réalisé au BEF et au baccalauréat pour chacune des 48 wilayas sur la période 1995/96-2005/06. La seconde partie traitera de la dynamique d'évolution des performances des wilayas au cours de cette même période et éventuellement de la loi qui la sous-tend.

2 - PRINCIPALES TENDANCES

Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons reconstitué, pour la période allant de 1995/96 à 2004/05 et sur la base des données des bulletins statistiques du MEN¹, pour chacune de 48 régions issues du dernier découpage administratif du pays de 1984, les séries relatives au taux de réussite à l'examen du baccalauréat et du BEF. Pour chacune des années scolaires composant cette période, il a été procédé au classement des 48 wilayas selon leur taux de réussite respectif à chacune de ces deux épreuves. Sur la base de la courbe de distribution du score réalisé à chacun de ces deux examens, chaque wilaya est caractérisée par son appartenance à l'un des quatre niveaux de performance, appelé «état», ainsi définis:

- A : une wilaya «i» appartient à cet état si son taux de réussite pour l'année t la situe dans le 1^{er} quartile entre 00 et 25 de la distribution des performances au niveau national;

- B : une wilaya «i» appartient à cet état si son taux de réussite pour l'année t la situe dans le 2^{ème} quartile entre 25 et 50 de la distribution des performances au niveau national;

- C : une wilaya «i» appartient à cet état si son taux de réussite pour l'année t la situe dans le 3^{ème} quartile entre 50 et 75 de la distribution des performances au niveau national;

- D : une wilaya «i» appartient à cet état si son taux de réussite pour l'année t la situe dans le 4^{ème} quartile entre 75 et 100 de la distribution des performances au niveau national.

Par ce procédé on peut reconstituer la trajectoire de chacune des régions à travers les états successifs qu'elle a occupés au cours des 11 années d'observation.

Ainsi, et si on prend le cas de la wilaya d'Adrar (annexe 1), ses performances la classent successivement dans les positions suivantes :

¹ Bulletins statistiques de l'éducation, séries 1995/96-2004/05, MEN

D (la plus forte performance) pendant les 2 premières années (D2) auxquelles se sont succédées 2 années avec la plus faible performance (A2). Par la suite, la wilaya a occupé les positions successives suivantes: D, B, A, D, A, D et A, la durée du séjour dans chacun de ces états étant de douze mois.

01-ADRAR	D2	A2	D1	B1	A1	D1	A1	D1	A1		
----------	----	----	----	----	----	----	----	----	----	--	--

2.1 - Nombre de positions successives différentes occupées

Le tableau de l'annexe 1 permet de calculer le nombre moyen de positions successives différentes occupées par une wilaya. Il est de **7.58** pour le baccalauréat et de 7.34 pour le BEF. Ces chiffres traduisent ainsi la très grande mobilité des différentes régions, quant à leur position dans le classement national par rapport à leur score respectif à chacune de ces deux épreuves.

2.2 - Positions extrêmes

Nous nous intéressons maintenant à identifier les régions qui se situent aux extrémités de la mobilité moyenne nationale.

A. BACCALAUREAT

Moindre mobilité

Deux wilayas (04.17% du total) n'ont connu que 5 changements de niveau de performance (quartile), c'est-à-dire une mobilité relativement faible, au cours des 11 années d'observation. Il s'agit des régions suivantes: Ouargla et Boumerdès. Sept wilayas (14.58%) ont eu à changer six fois de statut au cours de cette même période: Batna, Blida, Tamanrasset, Tizi-Ouzou, Mostaganem, Khenchela et Mila.

Mobilité extrême

Les wilayas de Biskra, d'Alger et de Constantine (06.24%) n'ont, par contre, jamais séjourné plus d'une année au sein d'un même niveau de performance (quartile) (10 transitions consécutives).

Enfin, huit wilayas (16.7%) se sont maintenues une seule fois pendant deux années consécutives dans un même état (9 transitions). Il s'agit des régions suivantes: Bejaia, Tlemcen, Sétif, Saida, Annaba, Mascara, B.B. Arreredj et Tipaza.

B. BEF

Faible mobilité

La wilaya d'Illizi (02.03%) a connu le plus faible nombre (4) de transitions au cours de cette période suivie par Skikda (5 changements) et El Oued, Annaba, Boumerdès et El Bayad (6 changements).

Mobilité extrême

Tebessa et Oum-El-Bouaghi (06.25%) n'ont jamais passé plus d'une année de suite dans un même état au cours de ces onze années d'observation (10 mutations successives). Quant aux régions suivantes : Laghouat, Tiaret, Souk-Ahras, Tipaza et Ghardaia (08.33%), elles ont séjourné une seule fois pendant deux années consécutives au sein d'une même classe de performance (9 changements d'état) au cours de ce parcours.

2.3 - Situations (états) non vécues par les régions au cours de la période

A . BACCALAUREAT

40 régions sur 48 (soit 83%) ont transité au moins une fois par l'un des quatre niveaux de performance retenus sur la période 1995/96-2000/06.

Trois wilayas (06.25%) n'ont jamais fait partie des régions les plus performantes (état D) au cours de la période retenue. Il s'agit de: Khenchela, Ain Defla et Mascara.

Laghouat, M'Sila et El Oued n'ont, à aucun moment, intégré la classe des régions les moins performantes (état A).

Deux états intermédiaires ne font partie des trajectoires que de deux régions: état C pour Adrar et B pour les wilayas de Boumerdès et Khenchela.

Il faut signaler quelques singularités au cours de cette évolution :

- Khenchela a alterné ses positions successives entre les états A et C et n'a, par conséquent, jamais transité par les niveaux de performance B et D;

- Adrar, à l'exception d'une année scolaire seulement (1998/99 état B), a alterné ses positions entre les classes de performances extrêmes 'A et D).

B. BEF

La très grande majorité des wilayas (86%) a transité au moins une fois par l'un des quatre niveaux de performance au cours des onze années d'observation. Les exceptions à cette règle sont les suivantes :

- Mostaganem et Ain Témouchent n'ont jamais appartenu à la famille des wilayas les moins performantes (état A)
- Aun Defla est l'unique région à n'avoir pas pu réaliser un des taux de réussite lui permettant de se classer parmi les wilayas les plus performantes (état D).
- Batna et Jijel sont absentes de la classe B, Bouira et Relizane de la famille C sur l'ensemble de la période retenue.

2.4 - Durée du séjour la plus longue

On s'intéresse maintenant aux situations (états) dans lesquelles les wilayas se sont maintenues le plus longtemps au cours de la période 1995/96-2005/06.

A. BACCALAUREAT

Tizi-Ouzou et Boumerdès ont séjourné cinq années consécutives respectivement dans les états B et C. Batna, Tindouf et Mila ont transité par l'état B en y séjournant quatre années de suite alors que Khenchela s'est maintenu dans l'état C pour la même durée (4 années).

B. BEF

La wilaya de Skikda détient le record avec six années consécutives dans le groupe aux plus faibles performances (A). Annaba, Mostaganem et Souk-Ahras ont séjourné chacune quatre années de suite respectivement dans les états B, D et A.

2.5 - Conclusion

La période retenue se caractérise ainsi donc par une très grande mobilité des wilayas entre les différents niveaux de performance. Les cas de séjours prolongés au sein d'une même classe de performance constituent l'exception et ne s'observent que très rarement au sein de la classe à la plus haute performance (D). En d'autres termes, il ne semble pas se dégager, au cours de ces dernières années, que certaines

régions se soient installées durablement dans l'une des classes de performance.

3 - EVALUATION DES INTENSITES DE TRANSITION ENTRE NIVEAUX DE PERFORMANCE

Après avoir constaté la très grande mobilité des différentes régions, entre les quatre niveaux de performance retenus pour chacune des épreuves externes (BEF et Bac) aux établissements, nous allons, dans ce qui suit, tenter de cerner les lois qui, éventuellement, ont régi ces évolutions au cours de la période 1995/6-2005/06. Pour cela, nous allons tout d'abord procéder à l'évaluation des intensités de transition, pour deux années successives données, d'un niveau de performance «k» vers les autres classes «j» de réussite (k,j =A,B,C et D). Dans une deuxième phase, nous tenterons de savoir si ces intensités de transition entre états de performance évoluent (ou pas) avec le temps.

Pour ce faire, nous affectons à chaque wilaya i une variable dichotomique $Y_{jk}^i(t)$ qui prend la valeur 1 si sa performance évolue de la classe k ($k=A, B, C, D$) vers une classe j (A, B, C, D) entre deux années scolaires successives ($t-1$) et t et 0 autrement.

Désignons par $N_{jk}(t)$ le nombre d'individus qui étaient dans l'état «k» au temps $t-1$ et qui se retrouvent dans l'état «j» au temps t , $k=1, 2, \dots, M$, $j=1, 2, \dots, M$ et $t=1, 2, \dots, T$ avec, dans notre cas :

- $N_{jk}(t) = \sum_{k=1}^M Y_{jk}(t)$ $j = A, B, C, D$, $k=A, B, C, D$
- $t=0$ correspond à l'année scolaire 1995/96, $t=1$ à 1996/97, ..., $T=10$ à 2005/06

Les matrices de l'annexe 2 donnent la répartition des effectifs entre les états d'arrivée j ($= A, B, C, D$) à partir de l'état k ($= A, B, C, D$) entre deux années consécutives $t-1$ et t .

Pour caractériser les lois d'évolution des performances des régions, nous faisons appel à l'étude des processus stochastiques² pour lesquels nous proposons un très bref rappel.

3.1 - Rappels sur les chaînes de Markov

Soit un processus stochastique $X(t)$ en temps indicé par $t = 0, 1, 2, \dots$ et à espace des états discret suivant : $E=\{1,2,\dots,M\}$; Un tel

² Sheldon M. Ross, Applied Probability Models with Optimization Applications, Hokden-Day,1970

processus constitue une chaîne de Markov si pour tous les états $i_0, i_1, i_2, \dots, i_{n-1}, i$ et pour tout $t \geq 0$, on a :

$$P(X(t)=j / X(0)=i_0, X(1)=i_1, \dots, X(t-1)=k) = P(X(t)=j / X(t-1)=k) \quad (1)$$

Si de plus $P(X(t)=j / X(t-1)=k)$ est indépendante du temps t , le processus est dit stationnaire, c'est-à-dire que les probabilités de transition d'un état vers un autre ne dépendent pas du temps.

Dans ce qui suit, on symbolisera par: $P_{jk}(t)=P(X(t)=j/X(t-1)=k)$ la probabilité de transition de l'état "k" à "j" entre les instants "t-1" et "t".

Désignons par $P(t)$ la matrice des probabilités de transition entre les différents états entre deux moments successifs suivants «t-1»et «t»:

$$P(t) = [P_{jk}(t)] \quad (2)$$

$$j, k=1,2,\dots,M$$

$$t=1, 2,\dots,T$$

La matrice P est de dimension $M \times M$ et se caractérise par :

$$\sum_{k=1}^{k=M} P_{jk}(t)=1 \quad (3)$$

$$j=1,2,\dots,M$$

$$t=1,2, \dots,T,\dots$$

On désignera par $p(0)$ le vecteur de dimension $(M \times 1)$ donnant la distribution des différents individus entre les différents états au démarrage ($t=0$) du processus. Dans notre cas précis, $p(0)$ représente la distribution des 48 wilayas entre les quatre niveaux de performance à la date de départ du processus (1995/96).

3.2 - Estimation des probabilités de transition d'une chaîne de Markov^{3 4}

La fonction de vraisemblance associée à l'échantillon $N_{jk}(t)$ $j=1,2,\dots,M, k=1,2,\dots,M, T=1,2,\dots,T$ est :

$$L(P(1), pP(2), \dots, P(T)) = \prod_{t=1}^{t=T} \prod_{j=1}^{j=M} \prod_{k=1}^{k=M} (P_{jk})_{JK}^{N_{jk}(t)} \quad (4)$$

³ Lee T., Judge G. and Zellner A., Estimating the parameters of the Markov Probability models from Aggregate Time Series Data, North Holland, 1970

⁴ Feroukhi D., Estimation des Probabilités de Transition dans une Chaîne de Markov Application au système éducatif algérien, Revue Statistique 28, 1990 ONS

Il s'agit maintenant d'estimer les paramètres $P_{jk}(t)$ par le maximum de vraisemblance. En d'autres termes, on est appelé à résoudre le programme mathématique suivant :

$$\text{Max} \left[\sum_{t=1}^T \sum_{j=1}^M \sum_{k=1}^M N_{jk}(t) \text{Log} (P_{jk}(t)) \right] \quad (5)$$

$P_{jk}(t)$ sous les contraintes :

$$\sum_{k=1}^{k=M} P_{jk}(t)=1 \\ j=1,2,\dots,M \\ t=1,2,\dots,T,\dots$$

Les estimateurs $P_{jk}^*(t)$, $j,k=1,2,\dots,M$ et $t=1,2,\dots,T$ se déduisent aisément à partir des conditions nécessaires :

$$\partial \left[\sum_t \sum_j \sum_k N_{jk}(t) \text{Log} (P_{jk}(t)) - \sum_{t=1}^T \left[\lambda_j(t) \left[\sum_{k=1}^{k=M} P_{jk}(t) - 1 \right] \right] \right] / \partial P_{jk}(t) = 0 \quad (6)$$

où les $\lambda_j(t)$, $j=1,2,\dots,M$, $t=1,2,\dots,T$ représentent les multiplicateurs de Lagrange associés aux contraintes $\sum_{k=1}^{k=M} P_{jk}(t)=1$.

Ces estimateurs sont :

$$P_{jk}^*(t) = N_{jk}(t) / N_j(t) \quad (7)$$

$$j,k=1,\dots,M$$

$$t=1,\dots,T$$

$$\text{avec: } N_j(t) = \sum_{k=1}^{k=M} N_{jk}(t)$$

4 - STATIONNARITE DU PROCESSUS

Après avoir déduit les expressions des intensités de transition entre deux états quelconques et entre deux moments consécutifs donnés, nous devons maintenant tenter de répondre à la question de savoir si cette dynamique a évolué (ou pas) avec le temps au cours des onze années d'observation.

On dit qu'une chaîne de Markov $P(t)$, $t=1,2,\dots,T$, est stationnaire si $P(t) = P_j(t)$, c'est-à-dire que la probabilité de transition d'un état «j» vers un état «k» ne dépend pas du temps. Dans ce qui suit, nous allons présenter les grandes lignes d'élaboration du test de stationnarité d'une chaîne de Markov⁵.

Pour cela, considérons, dans un cadre plus général, le rapport η suivant :

$$\eta = \text{Max} [L(\theta)] / [L(\theta^0)] \quad (8)$$

$$\theta \in \Omega$$

où θ est un vecteur de dimension $(K*1)$, θ^0 est la vraie valeur du paramètre et Ω un espace auquel est restreint θ . Si l'on désigne par θ^*

⁵ Amemiya T., Advanced Econometrics, Basil Blackwell, 1985

valeur du paramètre θ qui maximise $L(\theta)$ sous la contrainte $\theta \in \Omega$, on peut alors écrire :

$$\text{Log}(\eta) = \text{Log}(L(\theta^*)) - \text{Log}(L(\theta^0)) \text{ ou encore :}$$

$$-\text{Log}(\eta) \approx (\theta^* - \theta^0)' (\partial L(\theta) / \partial \theta)_{\theta^*} - [(\theta^* - \theta^0)' (\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)_{\theta^*} (\theta^* - \theta^0)] / 2$$

θ^* étant un point de l'espace se situant entre θ^* et θ^0 .
 θ^* étant l'estimateur du maximum de vraisemblance, $\partial L(\theta^*) / \partial \theta = 0$,
 0 étant le vecteur nul de dimension $(K*1)$ et, par conséquent :

$$-2\text{Log}(\eta) \approx - [(\theta^* - \theta^0)' (\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)_{\theta^*} (\theta^* - \theta^0)] \quad (9)$$

Il faut rappeler trois résultats importants relatifs aux propriétés asymptotiques de l'estimateur du maximum de vraisemblance θ^* de θ :

- lorsque la taille de l'échantillon est suffisamment grande, $\theta^* \rightarrow \theta^0$;
- $[(\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)]_{\theta^0} \rightarrow -E [(\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)]_{\theta^0}$ qui représente l'inverse de la matrice des variances-covariances de θ^0 ;
- θ^* tend, en loi, vers une loi normale d'espérance mathématique θ^0 et de matrice des variances-covariances: $[-E [(\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)]_{\theta^0}]^{-1}$.

A partir de ces résultats et de l'expression (9) précédente, on peut conclure que :

$$-2\text{Log}(\eta) \rightarrow \text{Khi-}2^6 \quad (10)$$

Si on applique ces résultats au cas d'une chaîne de Markov avec pour paramètres $P_{jk}(t)$ $j, k=1,2,\dots,M$ et $t=1,2,\dots,T$, on obtient :

$$[(\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)_{\theta^0}]_{jk}(t) = -N_{jk}(t) / (P_{jk}(t))^2 \text{ si } j=k=1,2,\dots,M \text{ et } t=1,2,\dots,T$$

$$[(\partial^2 L(\theta) / \partial \theta \partial \theta)_{\theta^0}]_{jk}(t) = 0 \text{ autrement}$$

Et donc :

$$-2\text{Log}(\eta) = S = \sum_{t=1}^T \sum_{j=1}^M N_j(t) \sum_{k=1}^M (P_{jk}^*(t) - P_{jk}^0(t))^2 / P_{jk}^0(t) \rightarrow \text{Khi-}2 \quad (11)$$

à $TM(M-1)$ degrés de liberté.

En effet, pour chaque instant t , on a M^2 paramètres inconnus à estimer et, du fait qu'ils soient liés entre eux par les relations (contraintes) suivantes : $\sum_{k=1}^M P_{jk}(t) = 1, j=1,2,\dots,M$ (au total M), c'est-à-dire $M^2 - M$ degrés de liberté. Pour l'ensemble de la période d'observation (T) ,

Les paramètres $P_{jk}^0(t)$ étant inconnus, le test de stationnarité de la chaîne des probabilités de transition ne peut-être réalisé dans sa forme précédente (11). Cependant, si l'on retient l'hypothèse de stationnarité :

$$P_{jk}(t) = P_{jk} \quad \forall t \quad (12)$$

⁶ \rightarrow signifie : tend en probabilité vers une loi

L'estimateur du maximum de vraisemblance des P_{jk} est donné par l'expression suivante :

$$P_{jk} = \frac{\sum_{t=1}^T N_{jk}(t)}{\sum_{t=1}^T N_j(t)} \quad j,k=1,2,\dots,M \quad (13).$$

avec $\sum_{k=1}^M P_{jk}=1 \quad j=1,2,\dots,M.$

Le rapport de vraisemblance $-2\text{Log}(\eta)$ devient :

$$S^* = \sum_{t=1}^T \sum_{j=1}^M N_j(t) \sum_{k=1}^M (P_{jk}^*(t) - P_{jk})^2 / P_{jk} \rightarrow \text{Khi-2} \quad (14)$$

avec $(T-1) M (M-1)$ degrés de liberté.

5 - APPLICATION A L'EVOLUTION DU TAUX DE REUSSITE DES WILAYAS AU BEF ET AU BACCALAUREAT

5.1 - Estimation des probabilités de transition sous l'hypothèse de stationnarité

L'application de la formule (13) à nos données (annexe 2) permet d'estimer les probabilités de transition P_{jk} d'un état (quartile) à un autre sous l'hypothèse d'un régime stationnaire (intensités de transition indépendantes du temps).

A. BACCALAUREAT

$$\left[\begin{array}{cccc} \text{PAA}=0.1580 & \text{PAB}=0.1918 & \text{PAC}=0.3417 & \text{PAD}=0.3080 \\ \text{PBA}=0.3000 & \text{PBB}=0.3417 & \text{PBC}=0.2080 & \text{PBD}=0.1500 \\ \text{PCA}= 0.2417 & \text{PCB}=0.2171 & \text{PCC}=0.2300 & \text{PCD}= 0.3080 \\ \text{PDA}=0.3000 & \text{PDB}=0.2500 & \text{PDC}=0.2107 & \text{PDD}=0.2330 \end{array} \right] \quad (15)$$

B. BEF

$$\begin{bmatrix} PAA=0.3080 & PAB=0.3750 & PAG=0.2170 & PAD=0.1000 \\ PBA=0.1670 & PBB=0.2330 & PBC=0.2580 & PBD=0.3420 \\ PCA=0.3500 & PCB=0.1670 & PCG=0.2330 & PCD=0.2500 \\ PDA=0.1750 & PDB=0.2170 & PDC=0.2920 & PDD=0.3170 \end{bmatrix} \quad (16)$$

5.2 - Test de stationnarité des taux de transition^{7 8}

Pour élaborer le test de stationnarité (ou pas) des matrices de transition sur la période retenue (1995/96-2005/06), il est nécessaire de procéder au calcul de la quantité S^* donnée par la relation (14). Le tableau III ci-dessous reprend les valeurs de S^* calculées à partir des données de l'annexe 1 pour respectivement le baccalauréat et le BEF.

Tableau III : **Evaluation de la quantité S^* et test de stationnarité**

Examen	Baccalauréat	BEF
S^*	49.08	85.08
d° de liberté	108	108
Khi-2 Tabulé*	> 124	> 124

* La valeur du Khi-2 tabulé au risque de 05% pour 100 degrés de liberté est de 124

La valeur de la quantité S^* , dans chacune des deux situations (BAC et BEF), est supérieure à celle du Khi-2 tabulé (au risque de 05%), ce qui se traduit, par l'acceptation de l'hypothèse de stationnarité des probabilités de transition des wilayas d'un quartile (ou état) à un autre au cours de ces 10 dernières années d'observation.

5.3 - Interprétation

⁷ Anderson T.W and Goodman, Statistical Inference about Markov Chain', Annals of Mathematical Statistics, 76, 1957

⁸ Feroukhi D., Test d'Homogeneite d'une Chaîne de Markov Application aux probabilités de transition dans le Système Educatif, Revue Statistique 30, 1991 ONS

A. Stationnarité du processus d'évolution des wilayas

La stationnarité du système sur la période 1995/96-2005/06 signifie que le processus de passage, d'un niveau de performance globale vers un autre, pour une wilaya donnée, ne dépend pas du temps, c'est-à-dire de l'année scolaire retenue. En d'autres termes, et même si la performance aux examens nationaux a connu des progrès certains, la loi qui régit le passage des régions d'un niveau de performance à un autre sur deux années scolaires consécutives, n'a pas été sensible aux aménagements successifs apportés à l'institution scolaire au cours de la période 1995/96-2005/06.

B. Mobilité des wilayas entre les différents seuils de performance

L'étude des indices de mobilité des wilayas, sera appréhendée à partir des éléments de la matrice de transition P relative à chacune des deux épreuves (Baccalauréat et BEF) données par les relations (15) et (16).

Les valeurs de la diagonale principale de P sont interprétées comme les probabilités, pour un groupe donné de wilayas relevant d'un même quartile, de se maintenir à ce même niveau de performance entre deux sessions successives de ces deux examens. Plus les probabilités de transition (hors diagonale principale) sont élevées, plus la mobilité des régions, entre les différents niveaux de performance (quartiles), est grande.

La lecture des matrices de transition entre les différents niveaux de performance représentés par les relations (15) et (16) permettent de tirer les enseignements suivants :

- sur deux années consécutives quelconques de la période retenue, n'importe quelle classe de performance j est accessible à partir de n'importe quel autre niveau de performance k ($P_{jk}(t) > 0 \forall j, k, t$). Un tel processus indique que l'ensemble des états (niveaux de performance) constitue une classe unique. En d'autres termes, il n'existe pas de seuils (quartiles) de performance absorbants, c'est à dire un niveau de réussite qui, une fois acquis par une wilaya, lui permette de s'y maintenir définitivement.
- la deuxième caractéristique de la matrice P est la faible valeur des éléments p_{ii} de la diagonale principale, relativement à la somme des autres probabilités de la ligne considérée (i), ce qui

s'interprète par une tendance des différentes wilayas à ne pas se maintenir, sur deux années consécutives, à un même niveau de performance (quartile).

- une conséquence liée à cette dernière propriété est qu'en l'espace d'une année scolaire, une wilaya peut brusquement «basculer» du statut de région la moins performante (A) à celle de groupe au taux de réussite le plus élevé (D) et vice-versa. Cette caractéristique est plus accentuée pour l'examen du baccalauréat que pour le BEF. Ainsi, une wilaya a autant de chance de passer dans un groupe appartenant à des familles aux performances nettement plus élevées C ($P_{AC}= 0.3417$) ou D ($P_{AD}= 0.3080$) que de se maintenir dans la même position ($P_{AA}= 0.1580$) ou au seuil légèrement supérieur B ($P_{AB}= 0.1918$). Il en est de même en ce qui concerne la mobilité à partir de la classe D vers les deux classes les moins performantes (A et B) : $P_{DA}=0.3000$ et $P_{DB}=0.2500$).

C. La probabilité d'occupation d'équilibre

Puisque la dynamique d'évolution des performances relatives des wilayas, comme on vient de le montrer, est stationnaire, il est alors intéressant de connaître, à long terme ($T \rightarrow +\infty$), les probabilités d'équilibre d'appartenance, pour chacune des wilayas, à l'un des quatre niveaux de performances (quartile). Désignons par Π_j la probabilité d'appartenir, pour une wilaya donnée, à la classe de performance d'équilibre E_j (quartile), $j=1, 2, 3, 4$ et par $P=(P_{jk})$ $j,k=1, \dots, 4$ la matrice de transition de la chaîne de Markov considérée. Alors, les probabilités d'équilibre Π_j sont données par les expressions suivantes:

$$\Pi_j = \sum_{i=1}^4 \prod_l P_{ij} \quad j=1,2,3,4 \text{ et } \sum_{j=1}^4 \Pi_j = 1 \tag{17}$$

La solution Π' à un tel problème est donnée par l'expression suivante

$$\Pi' = C' (I - P + J) \tag{18}$$

où: $\Pi' = (\Pi_1, \Pi_2, \Pi_3, \Pi_4)$, $C' = (1, 1, 1, 1)$, $I = (I_{ij})$ avec $I_{ij} = 1$ si $i=j$ et 0 autrement, $J = (J_{ij})$ $J_{ij} = 1$, $i,j=1,2,3,4$

La façon dont on a procédé pour la construction des classes de performance E_j (quartile) permet de conclure qu'une solution évidente au système (18) est

$$\Pi_j = 25\% \quad j=1, 2, 3, 4 \tag{19}$$

6 - CONCLUSION

Le passage en revue du score national obtenu par l'institution nationale éducative, à travers les résultats obtenus aux épreuves du Baccalauréat et du BEF au cours de la période 1995/96-2005/06, permet de conclure, du moins au niveau national, à une nette amélioration de la situation et que, par voie de conséquence, les réformes successives portent finalement leurs fruits. Cependant, une analyse comparative de l'évolution des performances des 48 wilayas sur cette même période, ne laisse pas apparaître de manière suffisamment claire la stratégie retenue pour, d'une part, réduire les disparités régionales et, d'autre part, arriver à faire entrer les différentes wilayas dans un véritable processus d'accumulation. En effet, la dynamique d'évolution des performances, au cours de la décennie 1995/96-2005/06, est un processus qui se caractérise par :

- Une évolution ergodique (irréductible)

La première conclusion que l'on peut tirer de cette étude, est que les chaînes de Markov P relatives à chacune des deux épreuves (Baccalauréat et BEF) sont irréductibles (ergodiques). En d'autres termes, et pour aucune des 48 wilayas, il n'existe un seuil de performance relatif définitivement acquis au cours de la période de temps retenue. Ainsi, les positions relatives acquises au cours d'une session sont totalement remises en cause l'année d'après.

- Une très grande fluctuation du niveau relatif de performance des wilayas

Le passage, au cours de deux sessions successives, entre les deux niveaux extrêmes de performances (de A à D et inversement) est relativement courant au cours de cette période et concerne toutes les régions du pays. Mais ce phénomène n'est pas en soi si inquiétant, si en même temps, il s'accompagne simultanément d'un rapprochement des classes extrêmes de performance (A et D). Les permutations se réaliseraient alors sur un intervalle relativement restreint.

- Grande dispersion des performances

Si l'on s'intéresse maintenant à la dispersion des résultats, l'amélioration progressive du score national à ces deux épreuves (Baccalauréat et BEF) ne s'accompagne pas, avec le temps, d'une réduction des disparités entre les wilayas. En effet, l'annexe 3 ne fait

pas apparaître, de manière assez nette, une tendance à la réduction de l'écart type⁹ et de l'étendue¹⁰ du taux de réussite des 48 wilayas. On assiste, au contraire, à une certaine détérioration de la situation, par rapport à ces deux indicateurs, au cours des trois dernières sessions (2003, 2004 et 2005).

Cet ensemble de constats nous amène à nous poser la question sur la pertinence des réformes successives introduites par les autorités en charge du système éducatif. En effet, la démarche actuelle, telle que la fait ressortir la dynamique à long terme des résultats obtenus aux tests nationaux d'évaluation des connaissances, permet de conclure que la réintroduction des examens de fin de cycle dans le dispositif de sélection des élèves pour l'accès aux paliers supérieurs, a permis certes, d'améliorer la performance globale du système, mais ne réduit pas pour autant, les inégalités entre enseignés. D'autre part, les fluctuations relatives des performances des wilayas d'une année sur l'autre sont révélatrices d'une maîtrise relativement insuffisante des acquis scolaires de la part des enseignés. .

Références bibliographiques

- Amemiya T.**, Advanced Econometrics, Basil Blackwell, 1985
 Anderson T.W and Goodman L, A, "Statistical Inference about Markov Chain", Annals of Mathematical Statistics, 76, 1957
Feroukhi D., "Estimation des Probabilités de Transition dans une Chaîne de Markov Application au système éducatif algérien", Revue Statistique 28, 1990 ONS
Feroukhi D., "Test d'Homogénéité d'une Chaîne de Markov Application aux probabilités de transition dans le Système Educatif", Revue Statistique 30, 1991 ONS
Iglehart D.L., Regenerative Simulation, OR 251, Lecture notes, 1977, Stamford University
Lee T., Judge G. and Zellner A. Estimating the parameters of the Markov Probability models from Aggregate Time Series Data, North Holland, 1970
Sheldon M. Ross, Applied Probability Models with Optimization Applications, Holden-Day, 1970

⁹ Evalué ici par rapport au taux de réussite nationale à chacune de ces épreuves

¹⁰ Ecart entre les scores extrêmes (maximum – minimum)

ANNEXE : 1

EVOLUTION DES PERFORMANCES DES WILAYAS
SUR LA PERIODE 1995/96-2005/06

A . Trajectoires BEF

01-ADRAR	A2	C1	A1	B1	A1	D2	A1	B1	A1			
02-CHLEF	C2	D3	C1	D2	C1	A1	B1					
03-LAGHOUAT	B1	D1	B1	D1	A1	B	C1	B1	D2	C1		
04-O.E.BOUAGHI	C1	B1	C1	A1	C1	D1	A1	B1	D1	C1	D1	
05-BATNA	A1	C2	A2	D1	C2	D1	C1	A1				
06-BEJAIA	A1	C1	A2	B1	D1	C1	B1	C2	A1			
07-BISKRA	C1	A1	B1	A3	C1	B1	D1	C1	A1			
08-BECHAR	A1	D1	A2	B1	C2	A1	B1	D1	B1			
09-BLIDA	C1	A1	C3	B1	D1	C1	A1	B2				
10-BOUIRA	B2	D1	B1	D2	A2	B	A1	B1				
11-TAMANRASSET	B2	C1	D1	B1	C1	D1	C1	A2	B1			
12-TEBESSA	D1	C1	D1	A1	D1	A1	B1	D1	A1	B1	D1	
13-TLEMCEEN	C1	A3	B1	C1	B1	A1	B1	D1	C1			
14-TIARET	D1	C1	A1	C2	D1	B1	C1	A1	C1	B1		
15-TIZI-OUZOU	D2	C1	B2	D2	C1	A1	C1	A1				
16-ALGER	D1	C1	B1	D1	C1	A1	B1	C3	D1			
17-DJELFA	A1	C2	A2	D1	A2	B1	C1	D1				
18-JIJEL	C2	A1	D1	A1	D2	C1	A3					
19-SETIF	A1	B1	C1	D3	C2	D1	B1	C1				
20-SAIDA	D2	B3	C1	A1	B1	C1	D2					
21-SKIKDA	A1	B2	D1	C1	A6							
22-S.B.ABBES	B1	C1	A1	C1	A1	B2	D2	A1	B1			
23-ANNABA	A1	B3	C1	B1	D1	B4						
24-GUELMA	D1	B1	A1	C1	A2	B1	D1	B1	C2			
25-CONSTANTINE	B1	A1	D1	C1	D1	C2	A2	B1	C1			
26-MEDEA	B1	A1	C1	D1	B1	A1	D1	A3	B1			
27-MOSTAGANEM	C1	D4	B1	D2	B1	D1	B1					
28-M'SILA	A1	D2	B1	D2	C1	A1	C1	A1	C1			
29-MASCARA	D	A2	B	C	B	D2	C	B	A			
30-OUARGLA	C2	A1	C1	D1	B1	A1	C1	B1	D2			
31-ORAN	D2	B1	D2	C1	A1	B1	A1	B1	C1			
32-EL-BAYADH	D1	A3	C2	B1	D2	A2						
33-ILLIZI	D2	C3	A3	B3								
34-B.B.ARRERIDJ	D1	A1	C1	B2	A2	B1	D1	B1	D1			
35-BOUMERDES	B3	C1	A3	D1	C2	D1						
36-EL-TARF	C1	D2	C2	B1	C1	A1	C1	A1	C1			
37-TINDOUF	C1	D1	A1	B1	A1	B3	D1	B1	D1			
38-TISSEMMSILT	A2	B2	D2	C1	D1	C1	D1	A1				
39-EL-OUED	B1	D2	B2	A2	C1	D3						
40-KHENCHELA	B3	C1	B1	C1	A1	B1	D1	C1	A1			
41-SOUK-AHRAS	C1	A1	B1	A1	B1	A1	B1	D2	B1	C1		
42-TIPAZA	B1	C1	D1	B1	A1	C1	D1	A1	B1	C2		
43-MILA	A1	C2	D2	B1	C3	D1	C1					
44-AIN-DEFLA	A1	B2	C1	A1	C1	B2	C1	A1	C1			
45-NAAMA	C1	D3	C1	B1	C3	A	B1					
46-AIN-TEMOUCHENT	B2	D1	C2	D1	B1	D1	B1	D2				
47-GHARDAIA	B2	D1	B1	D1	C1	B1	A1	B1	D1	A1		
48-RELIZANE	D1	A4	B1	D1	B1	A1	D2					

B. Trajectoires BAC

01-ADRAR	D2	A2	D1	B1	A1	D1	A1	D1	A1			
02-CHLEF	B1	A2	D1	A1	D1	B2	C1	D1	C1			
03-LAGHOAT	B2	C1	B1	C1	D1	C2	D1	B2				
04-O.E.BOUAGHI	C1	A1	B2	A1	D3	A1	B1	C1				
05-BATNA	B2	D1	C1	D1	B1	A1	B4					
06-BEJAIA	D1	B1	D1	A1	D1	A1	C1	B1	C1	B2		
07-BISKRA	A1	B1	A1	B1	A1	C1	D1	A1	D1	B1	D1	
08-BECHAR	C1	A2	B2	D2	A1	C1	D1	A1				
09-BLIDA	D2	C1	A1	B1	A2	C1	D3					
10-BOUIRA	C1	D1	C2	B1	A1	B2	C1	A1	D1			
11-TAMANRASSET	D1	A1	D3	B2	A1	C2	D1					
12-TEBESSA	D1	B2	C1	A2	D1	A1	D1	A2				
13-TLEMCEEN	A1	C1	B1	A1	D1	C1	B1	A2	C1	A1		
14-TIARET	D2	A1	D1	B2	C1	D1	C1	A1	C1			
15-TIZI-OUZOU	D1	B5	A1	C1	A1	D1	B1					
16-ALGER	A1	D1	C1	A1	C1	A1	D1	B1	A1	C1	B1	
17-DJELFA	D1	C2	B1	A1	C1	B1	D2	A1	C1			
18-JJEL	C1	A1	C3	D1	B1	D1	A1	C1	D1			
19-SETIF	B1	A1	C2	D1	A1	C1	A1	C1	A1	D1		
20-SAIDA	B1	D1	A1	D1	B1	A1	D1	A1	C2	A1		
21-SKIKDA	B2	A	C2	D1	C1	A1	D1	A2				
22-S.B.ABBES	B1	C1	D1	B1	C3	D1	B2	A1				
23-ANNABA	A1	B1	C1	D1	A1	C2	B1	D1	C1	D1		
24-GUELMA	B2	C1	D1	A3	D1	C1	D1	B1				
25-CONSTANTINE	A1	C1	A1	C1	B1	C1	A1	C1	B1	D1	A1	
26-MEDEA	C1	D1	B1	D2	A1	B1	C1	B2	D1			
27-MOSTAGANEM	B1	A1	D2	B3	C1	D2	B1					
28-M'SILA	D1	C1	D1	C2	B1	D2	C1	D1	B1			
29-MASCARA	B1	A1	B1	A2	B1	A1	B1	A1	C1	A1		
30-OUARGLA	B1	C1	B2	D3	A3	C1						
31-ORAN	A1	D1	B1	D1	C2	A1	B1	A1	D2			
32-EL-BAYADH	A1	C1	A1	B2	A2	D2	B2					
33-ILLIZI	D1	A1	B2	A1	D1	A2	C1	D1	A1			
34-B.B.ARRERIDJ	C2	D1	A1	D1	C1	D1	C1	B1	A1	B1		
35-BOUMERDES	A1	D5	A1	D1	A1	C2						
36-EL-TARF	C1	B1	D3	B1	A1	D1	B2	C1				
37-TINDOUF	D1	A1	D1	A1	C1	D1	B4	C1				
38-TISSEMMSILT	D1	C3	D1	A1	C1	B2	A1	C1				
39-EL-OUED	C1	D2	B1	C1	B1	D1	C1	D2	C1			
40-KHENCHELA	C1	A1	C2	A1	C4	A1	C1					
41-SOUK-AHRAS	C2	A2	C1	A1	C2	B1	C1	D1				
42-TIPAZA	A1	D2	C1	B1	D1	B1	A1	D1	A1	D1		
43-MILA	A1	D1	B1	A2	B4	A1	C1					
44-AIN-DEFLA	B1	A1	B3	C1	B1	A1	B1	C1	B1			
45-NAAMA	A1	C1	A1	D1	C1	D1	C2	D1	B2			
46-AIN-TEMOUCHENT	A1	B1	A2	B2	D1	C1	A1	C1	A1			
47-GHARDAIA	C2	B1	C1	A1	C2	B2	C1	D1				
48-RELIZANE	C1	B1	C1	A1	C2	D1	A2	B1	A1			

ANNEXE : 2

MATRICES DE TRANSITION DES WILLAYAS
ENTRE QUARTILES BEF ET BAC

A. MATRICES DE TRANSITION BEF

		1996/1997			
		A	B	C	D
1995/199	A	2	4	4	2
	B	2	6	2	2
	C	4	1	3	4
	D	4	1	3	4

		1997/1998			
		A	B	C	D
1996/1997	A	4	3	4	1
	B	1	5	3	3
	C	5	1	3	3
	D	2	3	2	5

1998/1999

	A	B	C	D	
1997/1998	A	5	2	4	1
	B	2	3	3	4
	C	4	2	2	4
	D	1	5	3	3

1999/2000

	A	B	C	D	
1998/1999	A	4	5	2	1
	B	2	4	2	4
	C	4	1	5	2
	D	2	2	3	5

2000/2001

	A	B	C	D	
1999/2000	A	3	4	2	3
	B	5	0	5	2
	C	3	5	1	3
	D	1	3	4	4

2001/2002

	A	B	C	D	
2000/2001	<i>A</i>	5	4	1	2
	<i>B</i>	1	2	4	5
	<i>C</i>	3	4	2	3
	<i>D</i>	3	1	5	3

2002/2003

	A	B	C	D	
2001/2002	<i>A</i>	4	5	2	1
	<i>B</i>	2	2	2	6
	<i>C</i>	4	3	4	1
	<i>D</i>	2	2	4	4

2003/2004

	A	B	C	D	
2002/2003	<i>A</i>	3	7	2	0
	<i>B</i>	2	1	3	6
	<i>C</i>	5	1	3	3
	<i>D</i>	2	3	4	3

2004/2005

	A	B	C	D	
2003/2004	A	4	5	2	1
	B	1	2	3	6
	C	5	1	3	3
	D	2	4	4	2

2005/2006

	A	B	C	D	
2004/2005	A	3	6	3	0
	B	2	3	4	3
	C	5	1	2	4
	D	2	2	3	5

B. MATRICES DE TRANSITION RELATIVES AU BAC-CALAUREAT**1996/1997**

	A	B	C	D	
1995/1996	A	0	3	4	5
	B	5	4	2	1
	C	4	2	3	3
	D	3	3	3	3

1997/1998

	A	B	C	D
<i>A</i>	2	4	3	3
<i>B</i>	3	2	4	3
1996/1997 <i>C</i>	4	3	2	3
<i>D</i>	3	3	3	3

1998/1999

	A	B	C	D
<i>A</i>	3	3	2	4
<i>B</i>	3	5	2	2
1997/1998 <i>C</i>	3	2	5	2
<i>D</i>	3	2	3	4

1999/2000

	A	B	C	D
<i>A</i>	2	2	4	4
<i>B</i>	4	4	3	1
1998/1999 <i>C</i>	3	3	3	3
<i>D</i>	3	3	2	4

2000/2001

		A	B	C	D
1999/2000	<i>A</i>	2	2	5	3
	<i>B</i>	4	4	2	2
	<i>C</i>	2	2	3	5
	<i>D</i>	4	4	2	2

2001/2002

		A	B	C	D
2000/2001	<i>A</i>	3	2	4	3
	<i>B</i>	5	3	1	3
	<i>C</i>	2	3	2	3
	<i>D</i>	2	4	3	3

2002/2003

		A	B	C	D
2001/2002	<i>A</i>	1	3	3	5
	<i>B</i>	4	4	2	2
	<i>C</i>	1	4	4	3
	<i>D</i>	6	1	3	2

2003/2004

		A	B	C	D
2002/2003	<i>A</i>	3	1	4	4
	<i>B</i>	3	5	3	1
	<i>C</i>	2	4	1	5
	<i>D</i>	4	2	4	2

2004/2005

		A	B	C	D
2003/2004	<i>A</i>	1	2	6	3
	<i>B</i>	3	5	3	1
	<i>C</i>	4	1	2	5
	<i>D</i>	4	4	1	3

2005/2006

		A	B	C	D
2004/2005	<i>A</i>	2	1	6	3
	<i>B</i>	2	5	3	2
	<i>C</i>	4	2	1	5
	<i>D</i>	4	4	2	2

ANNEXE 3

Tableau : Evolution de l'étendue et de l'écart type du taux de réussite aux examens du Baccalauréat

Année	Etendue	Ecart type
1995	32.64	6.62
1996	23.74	5.89
1997	31.95	7.48
1998	28.39	6.09
1999	29.07	6.21
2000	29.74	7.26
2001	30.53	6.18
2002	31.64	6.63
2003	36.49	6.40
2004	39.12	7.40
2005	37.10	8.31

Tableau : Evolution de l'étendue et de l'écart type du taux de réussite aux examens du BEF

Année	Etendue (%)	Ecart type (%)
1995	42.59	10.47
1996	28.9	7.41
1997	32.09	6.60
1998	38.29	8.89
1999	37.57	8.29
2000	49.20	9.62
2001	52.78	11.56
2002	51.35	10.81
2003	31.78	7.61
2004	32.00	7.15
2005	53.93	9.09

LA FERRAILLE ET LA CONSOMMATION NATIONALE EN ACIER

Mahmoud **MAGHLOUI** *

RESUME

L'Algérie exporte depuis 2004, en moyenne, 550 mille tonnes de ferraille par an. Cet article analyse l'offre et la demande de cet input stratégique pour la sidérurgie sur le marché national et tente d'établir les liens qui pourraient exister entre la consommation nationale en acier, en forte hausse, et la capacité du pays à régénérer ses gisements de ferraille. Il ressort de nos travaux que la consommation nationale en acier, telle qu'elle est structurée, accentue la prédominance de la ferraille «âgée» et produit peu de ferraille «neuve». Ceci nous laisse à penser que la régénération de l'offre est le fait du rajeunissement accéléré du parc de biens de consommation finaux et des programmes de renouvellement et de démolition. De ce fait, la ferraille exportée provient essentiellement de produits en fin de vie.

MOTS CLEFS

Ferraille, exportation, acier, consommation, industrie

JEL CLASSIFICATION L 610

INTRODUCTION

L'objet de cette contribution est d'essayer de cerner les quantités de déchets ferreux récupérés sur le territoire national, de connaître leur origine et leur destination finale. L'Algérie exporte, en moyenne, 550 mille tonnes par an de ferraille depuis 2004. Cette capacité d'offre à l'exportation est-elle étroitement liée à la consommation nationale en acier sinon d'où vient cette ferraille? Cette offre de ferraille est-elle pérenne ou provient-elle de gisements en voie d'épuisement?

* MBA Management School of management State University of New York at Buffalo.
Membre du Directoire SGP "Transformations Sidérurgiques" TRANSOLB "Spa"

1 - LA FERRAILLE, INPUT STRATEGIQUE POUR LA SIDERURGIE

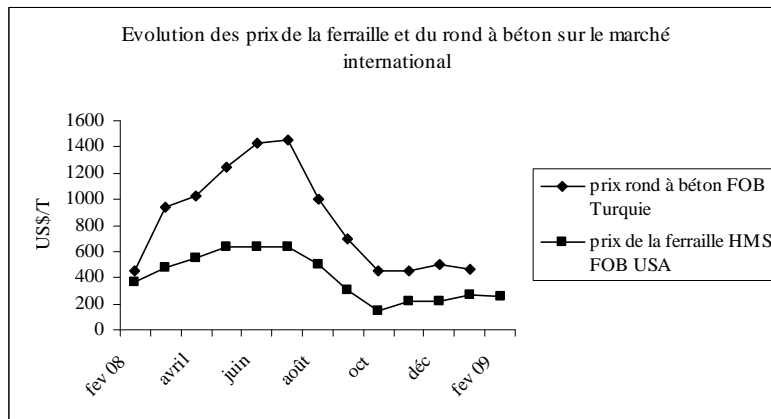
La ferraille provient essentiellement de la collecte des objets rebutés ou de la démolition: épaves automobiles, électroménager, vieilles machines, emballages, déchets fatals de la production industrielle, etc. La qualité et l'homogénéité de la ferraille sont très variables. Ceci explique la nécessité qu'elle soit triée et traitée avant son utilisation par l'industrie sidérurgique.

Elle constitue pour cette dernière un input stratégique, d'autant plus que la filière de production de l'acier par les aciéries électriques, moins polluante que celle des hauts fourneaux, a vu sa part dans la production mondiale de l'acier s'accroître à un rythme élevé (Fenton, 2001). Selon l'organisation mondiale de l'acier (*World Steel Association*), l'industrie sidérurgique consomme plus de 500 millions de tonnes de ferraille chaque année pour produire de l'acier. En effet, la ferraille est un intrant incontournable pour la production de l'acier liquide quel que soit le procédé utilisé (aciérie électrique ou aciérie à oxygène). De ce fait, le prix de la ferraille est étroitement lié à celui de l'acier comme le montre le graphe n°1 ci-dessous.

Le renchérissement des prix des produits sidérurgiques au premier semestre 2008, en particulier celui du rond à béton qui a avoisiné les 1 520 US\$/tonne, a tiré vers le haut le prix de la ferraille sur le marché international atteignant ainsi, durant la période allant de janvier à août 2008, des niveaux jamais égalés auparavant (640 US\$/tonne) à l'instar des matières premières (minerai de fer, coke, charbon, etc.) utilisées par la filière de production de l'acier dans les hauts fourneaux.

La tendance à la hausse s'est inversée à partir du mois d'août consécutivement à la grave crise financière mondiale et au rétrécissement de la demande en produits sidérurgiques. Ainsi, le prix du rond à béton a fortement baissé provoquant dans son sillage la chute des prix de la ferraille.

Graphe 1:



Source: Metal Bulletin and Steel Business Briefing (SBB)

HMS: heavy melting scrap

Cette chute a largement contribué à améliorer la compétitivité de la filière aciérie électrique, ce qui a forcé de nombreux fabricants d'acier dont Arcelor Mittal à mettre à l'arrêt plusieurs hauts fourneaux en Europe et dans le monde (Marcus, 2009).

En effet, la ferraille utilisée dans les aciéries électriques permet des gains substantiels en termes d'énergie puisqu'il faut 0.128 tonne d'équivalent pétrole pour produire une tonne d'acier à partir des déchets ferreux contre 0.592 tonne par la voie du «haut fourneau». En plus, le recyclage de la ferraille permet une économie de 1.5 tonne de minerai de fer, 0.5 tonne de coke et 40% de moins d'eau par rapport à l'acier fabriqué à partir du minerai (Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, 1999).

La Turquie est actuellement le plus gros importateur de ferraille dans le monde, avec 17.4 millions de tonnes en 2008 qui représentent 75% de ses besoins estimés à 22.7 millions de tonnes. Les USA sont le plus gros exportateur de ferraille (5 millions de tonnes) vers la Turquie suivis par la Russie et la Grande-Bretagne avec respectivement 2.2 et 1.8 millions de tonnes.

L'Algérie occupe la septième position des pays exportateurs vers la Turquie en 2008:

Tableau 1: **Provenance des importations turques de ferraille**

Pays	Quantités (10 ³ tonnes)
USA	5 045
Russie	2 206
Grande Bretagne	1 823
Roumanie	1 431
Pays Bas	1 117
Belgique	987
Algérie	495
Autres	4 317
Total	17 421

Sources: *Steel Business Briefing (SBB)*

Lorsque la demande des aciéries électriques turques et, à un degré moindre, celle de la Chine, se contractent les prix de la ferraille baissent sur le marché international (Millbank, 2009).

2 - LA DEMANDE ET L'OFFRE DE FERRAILLE SUR LE MARCHE NATIONAL

En Algérie, plusieurs opérateurs nationaux et étrangers ont investi, depuis fort longtemps, le circuit juteux de la collecte et de la vente à l'exportation des déchets ferreux. Cette activité est largement dominée par le secteur privé; la part des entreprises publiques n'excède pas 10% du volume total traité.

Actuellement, la demande nationale en déchets ferreux est peu importante du fait de l'existence d'un seul fabricant d'acier (ArcelorMittal Annaba) dont les besoins avoisinent les 320 000 tonnes dans le meilleur des cas. En effet, ce fabricant produit de l'acier liquide par la filière des hauts fourneaux et par conséquent utilise les déchets ferreux comme rajout en quantité limitée: environ 250 kg/tonne d'acier. Les fonderies algériennes utilisent également les déchets ferreux mais en petite quantité: 10000 à 15000 tonnes par an.

Depuis 2004, la demande de la société ArcelorMittal Annaba a évolué comme suit :

Tableau 2: **Demande de déchets ferreux ArcelorMittal Annaba (10³ tonnes)**

Désignation	2004	2005	2006	2007	2008
Production acier liquide	1 014	1 009	1 150	1 280	646
Besoins en déchets ferreux	254	252	288	320	162

Toutefois, la demande de la société ArcelorMittal Annaba pourrait doubler si cette dernière redémarre l'aciérie électrique à l'arrêt depuis plusieurs années.

Avec l'entrée en production du projet (en cours de réalisation à Sidi Moussa) d'une aciérie électrique, ayant une capacité de 600 000 tonnes/an d'acier liquide, la demande nationale deviendra importante et pourrait dépasser facilement un million de tonnes.

Les Groupes El-Ezz (Egypte) et ArcelorMittal envisagent de réaliser, dans la zone industrielle de Bellara (Jijel), deux complexes sidérurgiques importants qui, fatalement, stimuleront la demande nationale en déchets ferreux.

Selon notre estimation, la demande nationale en déchets ferreux qui avoisine les 162000 tonnes en 2008 pourrait, dans un futur proche, atteindre les 2.5 millions de tonnes/an si les projets sidérurgiques en cours de maturation sont réalisés comme le montre le tableau N°3 ci-après :

Tableau 3 : **Besoins prévisionnels en ferraille à moyen terme :**

Désignation	Quantités (10 ³ tonnes)
Arcelor Mittal Annaba (El-Hadjar)	600
Acierie du Centre (Sidi Moussa)	600
El-Ezz (Egypte) – projet Bellara	150
Arcelor Mittal – projet Bellara	150
Tosyali (Turquie) – projet Oran	1000
Total	2 500

Aujourd'hui, les déchets ferreux récupérés, souvent avec des moyens peu adaptés, sont destinés en grande partie à l'exportation. Les quantités exportées en 2008 sont en nette progression par rapport à celles de l'année 2007: les exportations sont passées de 373000 à 665 000 tonnes soit une augmentation de 78%. En valeur, les exportations ont plus que doublé passant de 87 millions US\$ en 2007 à 188 millions US\$ en 2008 soit une hausse de 116%.

La ferraille exportée par la plupart des opérateurs privés ne subit généralement aucun traitement préalable; ceci explique en partie la différence entre les prix obtenus sur le marché turc (destination privilégiée par les opérateurs algériens) et le prix prévalant sur le marché international.

Selon les statistiques douanières algériennes, les déchets ferreux sont exportés essentiellement vers la Turquie dont la part représente 74% du volume exporté en 2008. Nous reprenons dans le tableau N°4,

ci-après, les quantités et les valeurs pour les principaux pays importateurs de la ferraille algérienne.

Tableau 4: **Destination des exportations de ferraille**

Pays	2006		2007		2008	
	Tonne	M US \$	Tonne	M US\$	Tonne	M US \$
Turquie	590 942	104,5	278 530	60,3	494 457	128
Egypte	12 043	2,2	16 746	5,2	39 305	12,7
Italie	38 220	7,9	38 403	10,5	35 408	13,7
Autres	73 575	18,4	39 362	11	95 565	33,6
Total	714 780	133	373 041	87	664 735	188

Sources: statistiques CNIS (Centre National de l'Informatique et des Statistiques).

Il ressort de ces données une baisse sensible des exportations en 2007 par rapport à 2006 suite aux mesures prises par les Pouvoirs Publics, durant le premier semestre 2007, visant à réglementer la collecte, le traitement et l'exportation de la ferraille à travers, d'une part, la mise en place d'un cahier de charges que les opérateurs doivent respecter pour exercer cette activité et d'autre part, l'autorisation préalable délivrée par les Directions du Commerce pour toute exportation de déchets ferreux et non ferreux.

Le manque de professionnalisme de certains opérateurs a conduit des gens peu scrupuleux à des dérives, largement rapportées et commentées par la presse nationale, portant notamment sur les pratiques de vol dans le seul but de s'accaparer des déchets ferreux et non ferreux. Ces nouvelles exigences réglementaires ont eu pour effet de diminuer, légèrement, le niveau des exportations en 2008 par rapport à 2006 en raison, certainement, du délai de réadaptation des opérateurs.

L'offre de ferraille apparente sur la période 2004/2008 pourrait être estimée en cumulant les exportations et la demande nationale comme le montre le tableau ci dessous :

Tableau 5 : **Offre apparente (U.M : 10³ tonnes)**

Désignation	2004	2005	2006	2007	2008
Demande nationale*	254	252	288	320	162
Exportations	417	617	715	373	665
Offre apparente	671	869	1 003	693	827

Demande nationale = besoins de ArcelorMittal en dehors des fonderies

Cette estimation occulte délibérément les stocks existant au niveau des différents intervenants au début et en fin d'année et se limite uniquement à l'offre apparente.

Les prix moyens à l'exportation enregistrés durant la période 2006/2008 par destination ont évolué comme suit :

Tableau 6: **Prix moyen de la ferraille exportée, US\$ / Tonne**

Pays de destination	2006	2007	2008
Turquie	177	216	259
Egypte	182	310	323
Italie	207	273	386
Autres	250	279	352
Prix moyens	186	233	283

Entre 2006 et 2008, les prix moyens ont enregistré une hausse de 52% due, essentiellement, à la tendance haussière des prix sur le marché international mais aussi, à l'augmentation du volume de ferraille exportée vers des pays autres que la Turquie, à des prix plus rémunérateurs.

Selon nos investigations, les prix moyens à l'achat de la ferraille à l'état brut (ferraille non traitée) sur le marché national se déclinent comme dans le tableau 7 ci-dessous.

Les prix des déchets ferreux à l'achat, ont fortement augmenté sur le marché national, passant de 88 US\$/tonne en 2006 à 192 US\$/tonne en 2008 soit une hausse de 118%, alors que les prix moyens à l'exportation n'ont varié que de 52%.

Tableau 7 : **Prix moyen de la ferraille (brute) à l'achat sur le marché national**

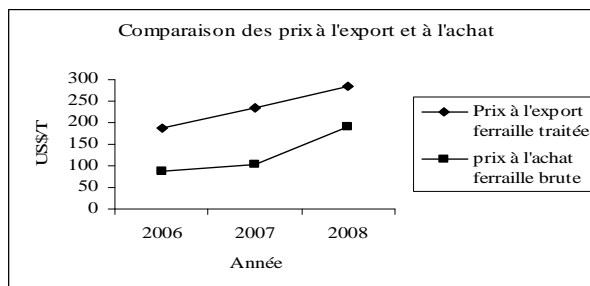
Années	Prix en DA/tonne	Prix en US\$/tonne	Taux de change DA/US\$ *
2006	6 900	88	78.18
2007	7 600	104	73.41
2008	13 150	192	68.45

Sources: www.oanda.com/convert/fxhistory

La comparaison de ces prix montre clairement (comme on pouvait s'y attendre) une corrélation entre les deux séries de prix avec une tendance haussière des cours, à l'achat, de la ferraille brute plus forte

que ceux de la ferraille exportée à partir de 2007. Le graphe N°2 ci-après retrace cette évolution:

Graphe 2:



A notre sens, cela dénote que les acteurs (collecteurs et exportateurs) éprouvent des difficultés à s'approvisionner en ferraille brute à bon marché car peu d'investissements ont été réalisés, pour accéder d'une part, aux gisements « pétroliers » dormants dans le sud du pays, et d'autre part, pour développer l'activité « démolition » qui renferme un potentiel de ferraille important mais qui requiert un savoir faire avéré. La part des déchets ferreux générée par l'industrie de transformation est marginale car cette industrie est peu impliquée dans la réalisation des programmes de soutien à la relance économique. Ce constat est corroboré par le recul de la production industrielle qui ne représente aujourd'hui que 5% du PIB.

Ces données nous amènent à faire les constats suivants :

- les déchets ferreux ne trouvent pas de débouchés sur le marché national du fait de l'absence d'une industrie sidérurgique performante;
- le pays pourrait passer, à moyen terme, du statut d'exportateur de ferraille à celui d'importateur, avec la réalisation des projets sidérurgiques en cours de maturation;
- les déchets ferreux sont exportés essentiellement vers trois pays avec une prédominance pour la Turquie;

- les Pouvoirs Publics ont eu raison de réglementer cette activité à l'effet de son assainissement, sa moralisation et sa professionnalisation.

Au vu des quantités exportées, on ne peut s'empêcher de se demander si la capacité d'offre de ferraille apparente constatée ces dernières années est pérenne et, par conséquent, de s'interroger sur l'origine de cette ferraille.

3 - LA CONSOMMATION NATIONALE EN ACIER

En général, la capacité d'un pays à générer une offre de déchets ferreux, à la pérenniser, voire à la développer dépend de son niveau de consommation d'acier; d'où l'intérêt de son estimation pour connaître le poids de la ferraille neuve dans les quantités exportées.

Dans le cadre de cette étude, la consommation nationale en acier est estimée en cumulant la vente de la production locale sur le marché domestique (celle d'Arcelor Mittal Annaba) et les importations selon les données du CNIS pour les aciers suivants:

- produits longs: rond à béton, fil machine, fil tréfilé;
- produits plats: laminés à chaud (LAC) et à froid (LAF) (bobines, tôles, feuillards...) et les plats revêtus (bobines, tôles, feuillards...)...;
- les poutrelles et profilés lourds: UPN, IPN, grosses cornières en té et autres profilés LAC et LAF lourds...;
- les laminés marchands : les coulisses, petits profilés en H, cornières LAC, tés LAC...;
- les tubes en acier: tubes en spirale, tubes sans soudure;
- les éléments de construction métalliques : ponts et éléments de ponts, tours et pylônes, portes-fenêtres et cadres, matériel d'échafaudage et coffrage...;
- éléments de voie ferrée.

Cette nomenclature des produits, conforme aux positions tarifaires douanières, obéit à des convenances d'analyse des données plutôt qu'à celle classique qui considère que les produits longs se composent, en plus des produits déjà cités dans le premier alinéa ci-dessus, des poutrelles et profilés lourds...

Par ailleurs, cette liste des produits n'est pas exhaustive et n'englobe pas l'ensemble des positions tarifaires relatives à l'importation des aciers. Le choix des produits étudiés est guidé par le

souci de ne pas s'encombrer de produits dont le poids, dans la consommation nationale en acier, est marginal en termes de valeur et de quantité.

Nous avons délibérément ignoré la production locale vendue, autre que celle d'Arcelor Mittal Annaba, parce que les principaux opérateurs des produits sidérurgiques (ANABIB, ALFAPIPE EMB, TPL...) se limitent à la transformation des matières premières importées ou achetées auprès d'Arcelor Mittal Annaba. De ce fait, les tonnages produits localement par ces transformateurs, sont pris en compte au niveau des intrants consommés.

En outre, nous n'avons pas pris en considération les biens importés, contenant de l'acier et destinés à une consommation finale, tels que les équipements, les voitures, le matériel électroménager...

Par contre, nous avons tenu compte des stocks de fin d'année en considérant que tous les aciers, objet de cette étude, mis sur le marché domestique ne sont pas consommés totalement dans l'année considérée et que les opérateurs prévoient 3 mois de stock de consommation, dans le cadre de leur exploitation mais aussi pour faire face aux aléas liés, notamment, aux importations.

Partant de ces postulats, nous avons essayé de retracer l'évolution de la consommation depuis 2004, sur la base des données du CNIS et de la production locale vendue des produits retenus ci-dessus :

Tableau 8: Consommation nationale en acier (U.M: 10³ tonnes)

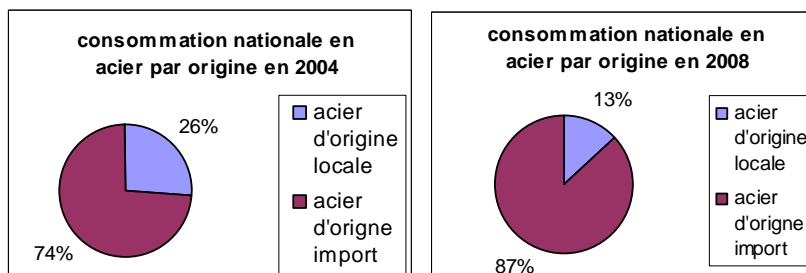
Désignation	2004	2005	2006	2007	2008
Importations	2 556	2 146	3 072	3 071	4 520
Production vendue	848	873	1 035	857	539
Total	3 404	3 019	4 107	3 928	5 059
Stock N-1	737	1 035	1 014	1 280	1 302
S/Total	4 141	4 054	5 121	5 208	6 361
Stock N+1	-1 035	-1 014	-1 280	-1 302	-1 590
Consommation acier	3 106	3 041	3 840	3 906	4 771

Cf. Annexe N°1 pour le calcul détaillé de la consommation nationale en acier

En tonnage, la consommation nationale en acier est en forte augmentation; elle est en hausse de 54% sur la période 2004/2008. Elle est satisfaite à hauteur de 87% à partir de l'importation; la part de la production locale a diminué de moitié en cinq ans.

Elle est passée de 26% en 2004 à seulement 13% en 2008 comme le montre le graphe ci-dessous:

Graph 3 : Origine de la consommation en acier



La consommation nationale en acier a triplé en 10 ans; elle est passée de 1.4 millions de tonnes en 1998 selon une estimation d'Usinor Consultants à plus de 4.7 millions de tonnes en 2008.

Par famille de produits, la consommation nationale en acier a évolué de manière différenciée. La consommation des produits plats, des poutrelles et des laminés marchands est restée à un niveau relativement stable; par contre celle des autres aciers a fortement augmenté durant la période 2004/2008.

Tableau 9: **Consommation en acier par famille de produits (U.M : 10³ tonnes)**

Produits	2004	2005	2006	2007	2008
Produits longs	1 543	1 832	2 287	2 365	2 886
Produits plats	660	620	653	569	691
Poutrelles et laminés marchands	266	186	157	203	231
Tubes en acier	584	353	634	566	725
Éléments de construction métal.	47	46	82	108	164
éléments de voies ferrées	6	3	27	95	74
Total	3 106	3 040	3 840	3 906	4 771

Le rond à béton et les tubes en acier, en tant que «produits phares», tirent vers le haut la consommation nationale en acier et représentent 66% de celle-ci en 2008. Le rond à béton est utilisé essentiellement par le secteur de la construction. Quant aux tubes en acier, ils sont destinés en grande partie aux secteurs de l'énergie (forage et transport de pétrole et gaz) et de l'hydraulique (transfert d'eau des barrages..). La consommation nationale de ces deux produits a évolué comme suit depuis 2004:

Tableau 10: **Consommation en rond à béton et en tubes comparée à la consommation nationale en acier (U.M : 10³ tonne):**

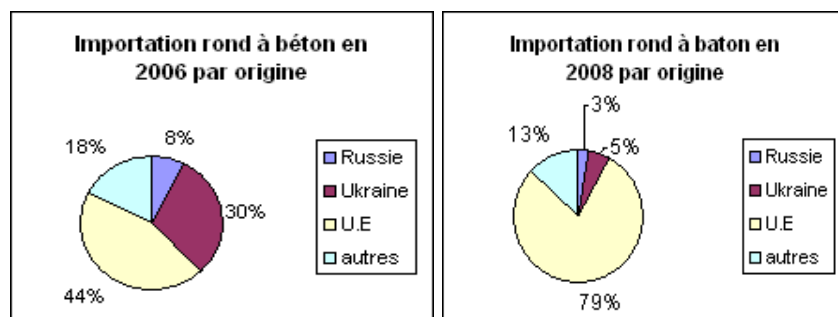
Années	Cons/natnationale en acier (1)	Cons/natnationale en RAB (2)	Evol % 2/1	Cons/nanationale en tubes en tubes (3)	Evol % 3/1
--------	--------------------------------	------------------------------	------------	--	------------

2004	3 106	1 178	38	584	19
2005	3 040	1 424	47	353	12
2006	3 840	1 818	47	634	17
2007	3 906	1 930	49	566	14
2008	4 771	2 442	51	725	15

La consommation nationale en rond à béton est en forte croissance, elle a doublé en cinq ans. Elle est passée de 1,2 million de tonnes en 2004 à un peu plus de 2.4 millions en 2008 pendant que les capacités de production additionnelle dans le pays n'ont augmenté, durant cette période, que de 400 000 tonnes (Arcelor Mittal Annaba) rendant la satisfaction des besoins nationaux fortement dépendante des importations. En 2008, le rond à béton et les tubes en acier représentent respectivement 51% et 15% des aciers consommés en Algérie.

Il est intéressant de noter que le rond à béton importé provenait essentiellement des pays de l'Est (Russie et Ukraine) et de l'Union Européenne en 2006 comme le montre le graphe n°4 ci-dessous:

Graphe 4: Provenance des importations de rond à béton



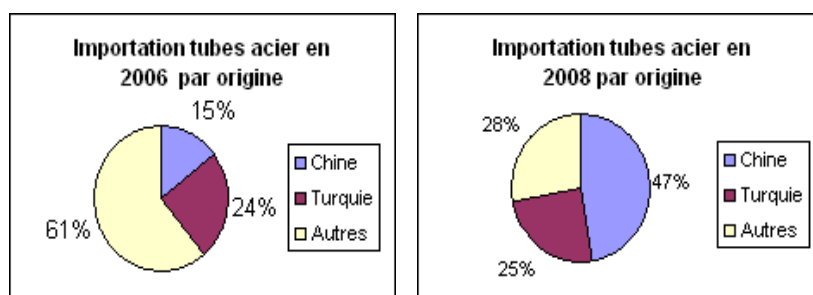
En 2008, les proportions s'inversent. Les importations en provenance de l'Union Européenne ont fortement augmenté passant de 44% en 2006 à 79% en 2008. En effet, la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union Européenne, en septembre 2005, a profondément changé la donne en 2007/2008 rendant les pays du Sud de l'Europe, notamment l'Italie et l'Espagne, plus compétitifs que ceux des pays de l'Est à cause, entre autres, du coût du fret et surtout de l'exonération des droits de douane.

Cette tendance risque de perdurer et d'accentuer fortement notre dépendance, voire même de diminuer considérablement notre capacité de négociation avec les pays de l'Union Européenne. Ceux-ci jouissent d'une exonération des droits de douane alors que des pays comme

l'Ukraine et la Russie, traditionnellement fournisseurs de l'Algérie en rond à béton, voient leur prix majoré de 15% sur le marché national les rendant ainsi moins compétitifs.

Quant aux tubes en acier importés, destinés essentiellement au secteur de l'énergie, ils figurent dans la liste des produits exonérés des droits de douane, prévue par les articles 89 et 97 de la Loi N°05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures, modifiée et complétée par l'Ordonnance n°06-10 du 29 juillet 2006. Cette exonération des droits de douane n'a pas non plus épargné le pays de voir émerger sur son marché la position dominante de la Chine comme le montre le graphe ci-dessous:

Graphe 5: Provenance des importations des tubes en acier :



Apparaît ainsi une forte dépendance vis à vis de la Chine dont les exportations vers l'Algérie ont plus que triplé en trois ans, passant de 15% en 2006 à 47% en 2008.

En valeur, la consommation nationale en acier a plus que triplé entre 2004 et 2008; elle est passée de 1.9 milliard US\$ à plus de 5.7 milliards US\$. Le tableau n°11, ci-dessous, montre l'évolution de la consommation nationale depuis 2004 :

Tableau 11: Consommation nationale par famille de produits en millions de dollars

Produits	2004	2005	2006	2007	2008
Produits longs	701	799	1 220	1 475	2 606
Produits plats	449	444	497	491	566
Poutrelles et laminés marchands	168	104	89	183	262
Tubes en acier	826	495	1 139	1 336	2 038
Eléments de construction métallique	130	129	267	333	592
Eléments de voies ferrées	10	4	34	122	143
Total	2 284	1 975	3 246	3 940	6 207

Stock N-1	328	653	657	976	1 229
S/Total	2612	2 628	3 903	4 916	7 436
Stock N+1	-653	-657	-976	-1229	-1 859
Consommation nationale (millions US\$)	1 959	1 971	2 927	3 687	5 577

Annexe N°2, Calcul de la consommation nationale en acier (en valeurs)

Avec 4.6 milliards US\$ en 2008, les produits longs et les tubes en acier représentent 83% du montant global des aciers consommés.

4 - ORIGINE DE LA FERRAILLE EXPORTEE

La ferraille récupérée provient de l'exploitation de trois gisements selon la classification de l'institut américain de recyclage de l'acier (American Steel Recycling Institute) :

➤ Ferraille «âgée» (old scrap) constituée essentiellement de produits en fin de vie: épaves de véhicules, d'équipements, de produits électroménagers...;

➤ Ferraille «neuve» (new scrap) générée essentiellement par l'activité industrielle;

➤ Ferraille «interne» (home scrap) issue de la production des produits sidérurgiques (produits plats, produits longs...). Dans le cas de l'Algérie, ce type de ferraille provient essentiellement du complexe sidérurgique d'El-Hadjar.

Aussi, la démarche adoptée consiste-t-elle à estimer, dans une première phase, les quantités de ferraille neuve issue de la consommation d'acier par l'activité industrielle et celle générée par ArcelorMittal Annaba, c'est-à-dire la ferraille interne. Dans une seconde étape, il s'agit de déterminer les quantités de ferraille «âgée» provenant de gisements «anciens».

4.1- Ferraille neuve (new scrap)

En théorie, le volume de ferraille générée est étroitement lié à celui de la consommation en acier, déduction faite des produits longs, des tubes en acier et des éléments de voies ferrées. Ces produits, du fait de leurs caractéristiques et de leur utilisation, sont peu générateurs de ferraille neuve.

En effet, les déchets et rebuts obtenus du fait de la manipulation et de la pose des tubes en acier et des éléments de voies ferrées sont insignifiants. Par contre, les travaux de renouvellement de canalisations et de voies ferrées génèrent des quantités importantes de ferraille du fait de la mise à l'écart des tubes déterrés et des éléments de voies vétustes.

De même, la consommation des produits longs (rond à béton, fil machine, fil tréfilé) utilisés essentiellement pour les besoins du secteur de la construction, produit peu de ferraille neuve car les rebuts issus de leur exploitation sont généralement recyclés et réutilisés. Les produits longs ne sont généralement récupérés, sous forme de ferraille, qu'après démolition des constructions.

Les aciers générateurs de ferraille neuve sont consommés par les industries de transformation, de construction métallique et manufacturières telles que les usines de production de véhicules, de produits électroménagers, d'emballages métalliques, de divers équipements... Quand le niveau d'activité industrielle croît, la quantité de ferraille neuve mise sur le marché augmente aussi (Fenton, 2001).

Ce sont les produits plats, les éléments de la construction et les laminés marchands qui génèrent l'essentiel de la ferraille neuve. Quand le niveau de consommation de ces aciers augmente, la capacité d'offre de ferraille neuve croît aussi en fonction des quantités consommées d'une part, et de l'évolution des taux de rebut inhérents à l'utilisation de ces aciers d'autre part (Gros, 2007).

Selon une étude réalisée en juin 2005 par l'INPED (Institut National de la Productivité et du Développement Industriel) pour le compte de la SGP TRANSOLB, les taux de rebut constatés dans l'industrie de transformation et de la construction métallique se situent entre 2 et 5%. Nous prenons la moyenne de ces deux taux soit 3.5% en considérant que ce taux reste stable sur la période étudiée.

Partant de ce postulat, nous estimons dans le tableau n°12 ci-dessous la ferraille neuve générée par année depuis 2004.

Tableau 12: **Estimation de la ferraille neuve -new scrap- (U.M : 10³ tonnes)**

Consommation acier *	Ferraille neuve à 2%	Ferraille neuve à 5%	Moyenne
973	19	49	34
852	17	43	30
892	18	45	32
880	18	44	31
1 086	22	54	38

Produits plats, éléments de construction métallique, poutrelles et laminés marchands.

La ferraille neuve est généralement vendue dans l'année pour ne pas encombrer les espaces de stockage des usines (Gros, 2007).

4.2- Ferraille «interne» (home scrap)

Dans le domaine de la sidérurgie, il est généralement admis que pour une tonne de produit conforme, on perd 100 à 150 kg en intrants; ce qui nous donne pour ArcelorMittal Annaba une estimation sur la période 2004/2008 comme suit:

Tableau 13: Estimation de la ferraille « interne » (U.M : 10³ tonnes)

Années	Prod. conforme	Perte de 100 kg	Perte de 150 kg	moyenne
2004	869	97	145	121
2005	806	90	134	112
2006	1 039	115	173	144
2007	1 109	123	185	154
2008	633	70	110	90

La ferraille «interne» est directement recyclée dans le process de production du complexe sidérurgique d'El Hadjar.

4.3- Ferraille «âgée» (old scrap)

Estimer les quantités de ferraille «âgée» provenant de gisements «anciens» est une entreprise complexe (Gros, 2007). Aussi, son estimation est-elle faite par déduction des quantités de ferraille neuve et «interne» de l'offre globale apparente. Dans le tableau ci-dessous, nous calculons les quantités de ferraille «âgée» mises sur le marché entre 2004 et 2008:

Tableau 14: Estimation de la ferraille « âgée » (U.M : 10³ tonnes)

Années	Ferraille Neuve (1)	Ferraille Interne (2)	Ferraille Agée (3)	Offre globale ferraille (4)	1/4 %	2/4 %	3/4 %
2004	34	121	516	671	5	18	77
2005	30	112	547	689	4	16	80
2006	32	144	827	1 003	3	14	83
2007	31	154	508	693	5	22	73
2008	38	90	699	827	4	11	85
Total	165	621	3 097	3 883	4	16	80

Le poids de la ferraille « âgée » dans les exportations peut être estimé en considérant d'une part, que la ferraille neuve issue de l'activité industrielle, de meilleure qualité, est exportée et que d'autre part, la ferraille interne satisfait en partie les besoins du complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Il en résulte que les quantités exportées proviennent à hauteur de 94% de la ferraille âgée comme le montre le tableau n°15.

**Tableau 15: Poids de la ferraille « âgée » par rapport aux exportations
(U.M : 10³ tonnes)**

Années	Ferraille neuve	Ferraille âgée	Exportations	Poids de la ferraille âgée
2004	34	383	417	92 %
2005	30	587	617	95 %
2006	32	683	715	96 %
2007	31	342	373	92 %
2008	38	627	665	94 %
Total	165	2 622	2 787	94 %

CONCLUSION

La ferraille exportée provient essentiellement de la collecte de la ferraille «âgée» c'est-à-dire de produits en fin de vie tels que les véhicules, les produits électroménagers, les équipements vétustes...

La hausse des importations de biens de consommation finaux, constatée ces dernières années, tels que ceux destinés, entre autres, au rajeunissement du parc automobile et des produits électroménagers contribue, pour une grande part, à l'augmentation des gisements de ferraille «âgée» dans le pays.

En forte croissance depuis 2004, la consommation nationale en acier, constituée à plus de 66% de rond à béton et de tubes en acier, génère peu de ferraille neuve; environ 4% de l'offre globale apparente. Telle qu'elle est structurée, elle accentue la prédominance de la ferraille «âgée» issue des programmes de renouvellement de canalisations, de voies ferrées et de démolition des constructions.

Aussi, le tarissement des gisements est peu probable, à moyen terme, même si l'activité industrielle, en recul depuis plusieurs années, a vu sa part dans la régénération de l'offre diminuer drastiquement.

Toutefois, une régénération de l'offre basée sur la mise à l'écart des produits en fin de vie à un rythme élevé, conduit inéluctablement au rajeunissement du parc actuellement générateur de ferraille «âgée» et, à terme, à sa contraction puisque ce rajeunissement résulte, en grande partie, de biens de consommation finaux importés que le pays ne peut continuer à financer sans détériorer sa balance de paiement à long terme.

En théorie, si les déchets ferreux exportés étaient utilisés en Algérie, ils permettraient de produire 500000 tonnes de rond à béton qui viendraient, certes, en déduction des quantités aujourd'hui

importées mais resteraient insuffisants pour favoriser l'émergence d'une industrie sidérurgique basée sur la filière aciérie électrique.

En théorie, si les déchets ferreux exportés étaient utilisés en Algérie, ils permettraient de produire 500 000 tonnes de rond à béton qui viendraient, certes, en déduction des quantités aujourd'hui importées mais resteraient insuffisants pour favoriser l'émergence d'une industrie sidérurgique basée sur la filière aciérie électrique.

En plus, la crise actuelle caractérisée par une forte récession de l'économie mondiale a conduit la plupart des investisseurs à différer, voire à annuler leurs projets d'investissement et il n'est pas exclu que les groupes cités ci-dessus en fassent de même s'ils ne l'ont pas déjà fait savoir aux pouvoirs publics.

De ce fait, l'interdiction des exportations de ferraille sous le motif de préserver cet intrant stratégique n'a de sens que si elle est accompagnée d'une politique de promotion d'une industrie sidérurgique pour favoriser la consommation interne de la ferraille.

Références bibliographiques

Fenton Michael D, 2001 "Iron and steel recycling in the United States in 1998". In *US Geological Survey, January 2002*. Reston, Virginia.

Gros B., 2007. «Recyclage des déchets ferreux - aspects généraux». In *Les Editions Techniques de l'ingénieur, septembre 2007*. Paris.

Marcus Peter F, 2009 "Steel opportunities in crisis" *Arab Steel Summit, 2009*. Abu Dhabi.

Millbank P, 2009. «World scrap markets await upturn ». In *Steel Business Briefing n° 90, 19 february 2009*. London.

Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, 1999. Rapport sur «*les nouvelles techniques de recyclage et de valorisation des déchets ménagers et des déchets industriels banals*». Sénat français, juin 1999.

Annexe 1: Calcul de la Consommation Nationale en acier 2004 – 2008

UM = 10³ Tonnes

Produits	2004			2005			2006		
	import	prod	Total	import	prod	Total	import	prod	Total
Produits longs	1 234	421	1 655	1 446	483	1 929	1 894	545	2 439
Produits plats	259	406	665	250	357	607	207	457	664
Poutrelles et laminés marchands	317	0	317	159	0	159	148	0	148
Tubes en acier	685	21	706	243	33	276	694	33	727
Eléments de Construction métallique	53	0	53	46	0	46	94	0	94
Eléments de voie ferrée	8	0	8	2	0	2	35	0	35
Total	2 556	848	3 404	2 146	873	3 019	3 072	1 035	4 107
Stock N-1	509	228	737	766	269	1 035	728	285	1 014
S/Total	3 065	1 076	4 141	2 912	1 142	4 054	3 800	1 320	5 121
Stock N+1	-766	-269	-1 035	-728	-285	-1 014	-950	-330	-1 280
Consommation nationale	2 299	807	3 106	2 184	856	3 041	2 850	990	3 840

Annexe 1: Suite

Produits	2007			2008		
	import	prod	Total	import	prod	Total
Produits longs	1 822	569	2 391	2 740	319	3 059
Produits plats	281	260	541	541	190	731
Poutrelles et laminés marchands	218	0	218	241	0	241
Tubes en acier	516	28	544	748	30	778
Eléments de construction métallique	116	0	116	183	0	183
Eléments de voie ferrée	118	0	118	67	0	67
Total	3 071	857	3 928	4 520	539	5 059
Stock N-1	950	330	1 280	1 005	297	1 302
S/Total	4 021	1 187	5 208	5 525	836	6 361
Stock N+1	-1 005	-297	-1 302	-1 381	-209	-1 590
Consommation nationale	3 016	890	3 906	4 144	627	4 771

Légende: Import = importations, données CNIS; Prod = production nationale vendue

Ann UM

Pr
Pr
Po
La
m
Tu
El
Co
m
El
vo
To
St
S/
St
Co
m

Ann

Pr
Pr
Po
la
Tu
El
m
El
To
St
S/
St
Co

**QUALITE INSTITUTIONNELLE ET PERFORMANCE
DE LA REGULATION SECTORIELLE: UN EXAMEN
RETROSPECTIF DE LA REFORME DES
TELECOMMUNICATIONS EN ALGERIE***

Rabah **BELAÏD** **
Farid **GASMI** ***

RESUME

L'échec des politiques d'aide aux réformes industrielles dans les pays en développement, constaté dans la période du post-consensus de Washington, a permis l'émergence de la dimension institutionnelle en tant que facteur clé des nouvelles politiques d'aide au développement. Récemment, plusieurs études s'appuyant sur ce nouveau paradigme ont mis en évidence l'impact positif de la qualité de l'environnement institutionnel sur l'efficacité des réformes sectorielles, notamment sur la performance de la régulation dans les industries d'infrastructure, traditionnellement structurées en monopoles publics intégrés verticalement. Cet article propose un examen rétrospectif de la réforme du secteur des télécommunications en Algérie, dont le but est de tester qualitativement le rôle clé des institutions dans sa conduite. L'examen des données disponibles montre que la mise en œuvre de la politique de libéralisation et de privatisation du secteur des télécommunications en Algérie a produit des effets contrastés dans les segments du fixe et du mobile. Alors que le processus de réforme a produit des résultats satisfaisants sur le segment du mobile, les performances enregistrées sur le segment du fixe demeurent faibles. Les résultats de notre analyse corroborent les conclusions des études représentatives du nouveau paradigme, en particulier, qu'un faible niveau de responsabilisation politique et une moindre qualité institutionnelle (indépendance

* Nous remercions A. Belkacem-Nacer, H. Hammoudi, P. Nomba et A. Zakane pour des discussions stimulantes que nous avons eues sur le sujet. Nous remercions également un évaluateur anonyme et l'équipe de rédaction de cette revue. Cependant, toute erreur ou insuffisance qui subsisterait n'engage que nous.

** Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée.

*** Toulouse School of Economics (ARQADE et IDEI).

du régulateur, séparation des pouvoirs, etc.) sont de nature à affecter négativement le processus de réforme. Ces conclusions donnent à s'interroger sur la pertinence du choix du sentier de réforme adopté dans le contexte institutionnel algérien.

MOTS CLEFS

Réforme des télécommunications, régulation, institutions, responsabilisation politique.

JEL CLASSIFICATION : L51, H11, L96, L97, C23.

1 - INTRODUCTION

L'échec des politiques d'aide aux réformes industrielles dans les pays en développement, constaté dans la période du post-consensus de Washington¹, a donné lieu à l'émergence de la dimension institutionnelle en tant que facteur clé des nouvelles politiques d'aide au développement. Partant de l'idée que les institutions jouent un rôle vital dans le développement et la croissance économiques (Edison, 2003), plusieurs études récentes ont été menées s'appuyant sur ce nouveau paradigme et mettant en évidence l'influence de l'environnement institutionnel sur l'efficacité des réformes sectorielles. Ces études portent notamment sur les facteurs clés de performance de la régulation des industries de réseau, traditionnellement organisées selon le paradigme institutionnel du monopole public intégré verticalement.

Pour Spiller et al (2003) et Spiller et Tommasi (2008), les déterminants clés de la régulation sectorielle se situent en amont du secteur, dans la sphère politique. Dans une autre approche plus empirique, la qualité de la gouvernance des instances de régulation apparaît comme un déterminant clé de la performance régulatoire (Cubbin et Stern, 2005).

Le rôle des groupes d'intérêt dans la définition des politiques économiques, a également été analysé suivant le paradigme de l'économie néo-institutionnelle (Spiller et Liao, 2006). Une autre approche de cette question propose un cadre d'analyse intégré où la qualité des instances de régulation et de leur gouvernance, apparaît comme une condition nécessaire mais non suffisante pour atteindre les

¹Après la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel.

objectifs assignés aux réformes (Gasmi et al, 2006). Ces auteurs mettent en évidence l'existence d'un impact significatif des caractéristiques de la sphère politique, saisies à travers le concept de "responsabilisation politique"², sur la performance de la régulation sectorielle.

Explorant cette relation dans le contexte spécifique des pays en voie de développement, Bélaïd et al (2008) montrent que l'effet marginal d'un investissement consenti, pour l'amélioration de la qualité institutionnelle, est plus élevé dans les pays à plus faible revenu, mettant ainsi en relief la dimension institutionnelle en tant que cible prioritaire pour les politiques d'aide au développement y compris dans les pays les moins avancés.

Partant du constat d'existence d'une relation positive entre qualité institutionnelle et performance régulatoire, le présent article propose un examen rétrospectif de la réforme du secteur des télécommunications en Algérie, à la lumière des récents développements économiques théoriques et empiriques. A travers cette rétrospective, notre but est de tester qualitativement la relation postulée concernant le rôle clé des institutions dans la conduite des réformes sectorielles, tel que mis en évidence dans la littérature.

Nous nous interrogeons également sur l'existence probable d'un déphasage entre institutions formelles et pratiques effectives en matière d'exercice du pouvoir, phénomène observable dans la plupart des pays en développement. L'existence d'un tel décalage donnerait à s'interroger sur le caractère stérile, voire pervers, d'une transposition mécanique des dispositifs de réforme des pays développés vers les pays en développement.

Cet article est structuré en six sections. Les deux sections qui suivent présentent, respectivement, le contexte historique des nouvelles réformes et le nouveau cadre légal de l'industrie des télécommunications en Algérie. La section 4 met en exergue la nouvelle configuration du marché algérien des télécommunications induite par la mise en œuvre du calendrier de réforme de 2000. L'analyse des performances et de la dynamique du marché fait l'objet de la section 5. La dernière section conclut par une synthèse faisant ressortir les leçons à tirer de l'expérience algérienne en matière de réforme des

² Par "Responsabilisation politique" nous entendons ici traduire le concept de *Political accountability*, compris comme la mesure dans laquelle l'acteur politique est tenu responsable de ses actions.

télécommunications, à la lumière des développements discutés dans les sections précédentes.

2 - LE CONTEXTE HISTORIQUE

L'Algérie a entamé la période du "Post-Consensus de Washington" par l'initiation d'une série de réformes qui se sont déroulées en grande partie suivant un processus heurté. Voici quelques-unes des caractéristiques et des circonstances historiques du déroulement du processus de réforme engagé dans ce pays:

- coût économique et social des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et poids de la dette extérieure,
- troubles internes graves durant plus de dix ans, surévaluation subséquente du risque pays,
- caractère "bicéphale" de l'économie algérienne³, impliquant une forte vulnérabilité aux fluctuations du cours du pétrole brut ainsi qu'à celui du Dollar ou de l'Euro⁴, variables sur lesquelles l'Algérie n'exerce aucun contrôle,
- résistances internes exacerbées par des circonstances historiques défavorables.

Cependant, la signature des accords de l'*Uruguay Round*⁵, l'engagement de l'Algérie dans le processus d'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ainsi que la signature d'un accord d'association à la zone de libre échange avec l'Union Européenne, constituaient autant de facteurs déterminant la nécessité d'accélérer les processus de réforme engagés par l'Etat algérien. C'est dans ce contexte que l'Algérie a initié son insertion dans les mouvements de restructuration de l'industrie à l'échelle mondiale et la tendance vers la globalisation des activités, mouvements conduisant à d'importantes modifications structurelles des marchés.

Ces facteurs historiques contraignants expliquent en partie la lenteur qui caractérise encore le processus de transition économique en Algérie. Le reste de l'explication réside vraisemblablement dans l'absence (ou l'insuffisance) de règles claires régissant la mise en

³ Pour plus de détails sur cette représentation, cf. Bélaïd et al (1989).

⁴ Monnaies dans lesquelles sont libellés, en grande partie, les avoirs extérieurs de l'Algérie (Dollar) ainsi que ses contrats à l'importation (Euro et autres monnaies).

⁵ Dernier des cycles de négociations internationales menées au sein du GATT (1986-1994). L'*Uruguay Round* a donné naissance à l'OMC en 1995.

pratique de la loi par les parties prenantes aux réformes. La difficulté d'établir de telles règles caractérise généralement les pays où l'on observe un faible degré de séparation des pouvoirs et un faible niveau de responsabilisation politique (Noumba, 2004).

Au plan économique et après une période marquée par de nombreux cycles de déséquilibre, notamment en 1994 où l'Algérie se trouvait dans une impasse⁶ (à l'issue des "PAS"), le cadre macro-économique du pays s'est nettement amélioré depuis le début du siècle courant, grâce à une conjoncture favorable sur le marché mondial des hydrocarbures.

Qu'en est-t-il actuellement du contexte institutionnel algérien et de son évolution? Après une longue période marquée par une planification centralisée de l'ensemble des activités économiques, l'impératif d'une "transition vers une économie de marché" s'est fait sentir dès le début des années 80. Une série de réformes s'en est suivie initiant un processus de reconfiguration des institutions de l'Etat et des entreprises publiques.

Dans sa configuration actuelle, l'Etat algérien est doté des institutions à même de mettre en œuvre des systèmes de *checks and balances*⁷. Les institutions représentant les "trois pouvoirs" sont bien en place: un Gouvernement composé de 17 ministères sectoriels (en plus des ministères de souveraineté); un Conseil de la Nation (Chambre Haute du Parlement) et une Assemblée Populaire Nationale; un Conseil Constitutionnel, une Cour Suprême et autres instances judiciaires.

Le fonctionnement effectif de ces institutions relève cependant d'un autre registre. Leur caractère "strictement" formel et le poids de la sphère informelle dans les transactions économiques et politiques,⁸ sont généralement de nature à altérer le processus de réformes économiques et institutionnelles. L'Algérie est d'autant plus sujette à

⁶ Avec des recettes d'exportation de l'ordre de 13 milliards de \$US, des importations dépassant les 9 milliards de \$US, un service de la dette de 8,5 milliards de \$US, l'absence de réserves de change et des actions de destruction massive des infrastructures économiques, l'"inéquation" est vite faite : des rééchelonnements subis par le pays dans des conditions extrêmement défavorables en termes de pouvoir de négociation face aux bailleurs internationaux.

⁷ Distribution des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire au sens de *De l'esprit des lois* de Montesquieu.

⁸ Situation observable dans la plupart des pays en voie de développement.

ce type de distorsion que la séparation des pouvoirs y est encore faible, en dépit des efforts consentis pour améliorer l'efficacité des institutions de l'Etat.

Les quelques éléments qui précèdent sont présentés en guise de description succincte des caractéristiques de l'environnement institutionnel algérien, afin de mieux circonscrire les propos qui suivent sur les réformes engagées dans le secteur des télécommunications.

3 - LE CONTEXTE LEGAL DU MARCHE DES TELECOMMUNICATIONS

Jusqu'à la fin des années 90, le secteur des services postaux et des télécommunications constituait une structure de type monopolistique. En 2000, un processus de réforme de ce secteur a été initié avec comme objectif premier la privatisation et l'ouverture de ses marchés à la concurrence. Le cadre réglementaire a alors été redéfini, notamment par la promulgation de la Loi n°2000-03 du 5 août 2000. La séparation des activités de la poste de celles des télécommunications a donné naissance à l'entreprise publique Algérie Télécom qui devient *de facto* l'opérateur historique du secteur des télécommunications.

Le calendrier de réforme, formalisé sur la base des dispositions réglementaires de la Loi 2000-03, comprend deux grands volets. Le premier consiste dans la libéralisation du marché par l'octroi de licences sur les segments du fixe et du mobile à partir de 2001. Le deuxième volet concerne la privatisation partielle de l'opérateur historique et de ses filiales dès le début de l'année 2006.

Face au choix du sentier de réforme pour cette industrie de réseau, les pouvoirs publics ont opté pour le système de régulation par des agences indépendantes, d'essence anglo-saxonne⁹. Ce choix s'est traduit par la création de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT)¹⁰ en 2000.

L'organisation de l'ARPT lui permet formellement d'assurer les missions¹¹ qui lui sont confiées. Les six membres, le Président du Conseil ainsi que le Directeur Général de cette instance sont désignés

⁹ L'alternative à ce choix est celle de la régulation par contrat (concession ou délégation de service public).

¹⁰ Article 10, Chapitre III de la Loi n° 2000-03 du 5 août 2000.

¹¹ Cf. Loi n°2000-03 du 5 août 2000, notamment les articles 10 à 19.

et nommés par le Président de la République, pour une durée non définie. Le Conseil prend ses décisions¹² suivant le principe de la majorité, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix de ses membres. Le financement de l'activité de l'ARPT est assuré par ses ressources propres provenant des rémunérations pour services rendus, des redevances, d'une partie du produit de la contrepartie financière de toute licence octroyée.

Cette brève présentation de l'ARPT nous permet de faire deux observations importantes. La première concerne le mode de financement de cette institution dont l'impact sur le degré d'indépendance du régulateur est positif. *A contrario*, et c'est l'objet de la deuxième observation, le mode de désignation de ses membres les rend vulnérable, d'où une porte ouverte sur l'occurrence de pratiques de capture du régulateur par le pouvoir exécutif. En effet, le degré d'indépendance du pouvoir judiciaire est tel que le régulateur est limité dans l'exercice du droit d'appel, face aux pressions pouvant être exercées par le pouvoir exécutif ou par des groupes d'intérêts de la sphère informelle.

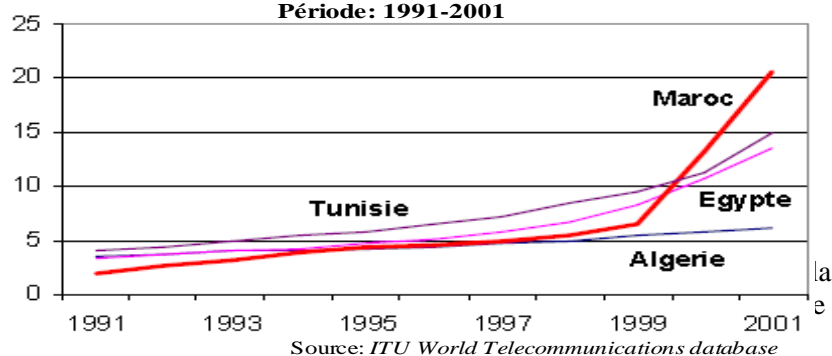
Cette forme de hiatus entre le cadre institutionnel formel et la réalité du fonctionnement de l'ARPT pourrait altérer fortement son statut de régulateur sectoriel indépendant et ce, en dépit de son indépendance financière effective.

4 - UNE NOUVELLE CONFIGURATION DU MARCHÉ

Jusqu'à la fin de l'année 2000, l'Algérie était nettement en retard par rapport à l'Égypte et aux autres pays du Maghreb (figure 1) en termes de performance de l'industrie des télécommunications. Le processus d'ouverture de ce marché en Algérie a débuté en 2001 avec l'octroi d'une deuxième licence de services mobiles à l'opérateur Djazzy, filiale de la firme Orascom Telecom Algérie (OTA). Ce n'est qu'à partir de cette date que ce secteur est sorti de son état de stagnation, avec une dynamisation sensible du marché en 2004, suite à l'entrée du troisième opérateur de services mobiles (Nedjma de Watania Telecoms Algérie).

¹² Décisions pouvant faire l'objet de recours non suspensifs auprès du Conseil d'Etat.

Figure 1 : Télédensité (fixe & mobile) en Afrique du Nord
Période: 1991-2001



Télécom) qu'il propose un catalogue d'interconnexions à son réseau. Les interconnexions de réseaux sont soumises à la signature préalable de conventions entre Algérie Télécom et les autres opérateurs. Ces conventions fixent les conditions techniques ainsi que les modes de tarification des prestations de services d'interconnexions.

Ainsi configurée, cette structure de marché correspond au schéma du monopole public intégré verticalement, vers le bas de la filière, sur un segment mettant en concurrence sa propre filiale (ATM¹⁴) aux nouveaux entrants. Cela pose, *a priori*, la question de la régulation de l'accès aux facilités essentielles et donne à croire que l'opérateur historique dominerait (*via* sa filiale Mobilis) le segment concurrentiel situé en aval.

En fait et comme nous le verrons dans la suite, il n'en est rien de tout cela. L'on assiste, bien au contraire, à une situation singulière où le secteur des services mobiles est dominé par le premier entrant privé OTA/Djezzy. L'explication à cette situation, très peu courante, est à rechercher dans le registre des circonstances historiques et non dans la pratique de la régulation sectorielle.

En effet, la situation politique de l'Algérie en 2001 offrait un environnement institutionnel peu attractif pour les investisseurs étrangers. A cette donnée se conjuguaient l'impératif de mettre à exécution l'agenda des réformes du secteur des télécommunications,

¹³ Cf. Articles 15, 16 et 17 du décret exécutif n° 02-156 du 9 mai 2002, pris en application de l'article 25 de la loi 2000-03 du 05 Août 2000.

¹⁴ Algérie Télécom Mobile, actuellement connue sous le label commercial Mobilis.

au moins dans son volet relatif à la libéralisation. D'un autre côté, la profondeur du marché algérien était importante¹⁵ et les soumissionnaires, pour la deuxième licence du mobile, étaient en position de neutraliser cet atout des autorités algériennes par le facteur de risque pays (voir la section 2).

Dans ce contexte de forte asymétrie du pouvoir de négociation, l'actuelle compagnie OTA a obtenu des conditions très avantageuses telles que le transfert de l'intégralité de la liste d'attente de l'opérateur historique à son profit, une période de quasi-exclusivité, etc. Ces "faits datés" ont permis à ce nouvel entrant de progresser très vite sur la courbe d'expérience et d'occuper sa position actuelle de leader sur le marché algérien du mobile.

Quoi qu'il en soit, la libéralisation des télécommunications a généré un accroissement sensible du nombre d'opérateurs sur divers sous-segments, créant ainsi une diversification de l'offre de services au niveau des entreprises (*Corporate*), B to B, aussi bien que sur la séquence B to C¹⁶. Le tableau 1 présente la distribution des opérateurs pour l'année 2007, par sous-segment d'activité. La libéralisation du marché a bien produit les effets attendus, tant et si bien que les premiers opérateurs¹⁷ ont été incités à diversifier leurs gammes de produits en y intégrant des services à forte valeur ajoutée utilisant des technologies avancées.

¹⁵ Très longue liste d'attente, tableau démographique très favorable, taux d'épargne élevé ...

¹⁶ *Business to consumer*: segment de clientèle grand public.

¹⁷ Algérie Télécom, OTA et WTA.

Tableau 1: Distribution des prestataires de services de télécommunications par segment d'activité – Algérie 2007.

Segments	GSM ¹⁸	Fixe	VSAT ¹⁹	GMPCS ²⁰	Services Audiotex ²¹	Call enter	Services Internet	Total opérateurs
Nombre d'opérateurs	3	2	3	3	10	7	72	100

Sources : Adapté d'ARPT/Dép. Opérateurs & Prestataires, DGTPE (2005) et autres sources

5 - INDICATEURS DE PERFORMANCE ET TENDANCES DU MARCHÉ

5.1- Taille et structure du marché

Le marché algérien des télécommunications était estimé à 400 milliards de dinars en 2005²². En adoptant l'hypothèse (basse) d'une croissance annuelle de 10%, ce chiffre avoisinerait les 540 milliards de dinars en 2008. Toujours en 2005, les parts de marché sur le segment de la téléphonie mobile (en nombre d'abonnés) s'établissaient comme indiqué dans le tableau 2.

Tableau 2: Parts de marché des opérateurs de téléphonie mobile - Algérie 2005

Opérateur	Nombre d'abonnés	Structure
Mobilis	4 908 000	35,9%
Djezzy	7 277 000	53,3%
Nedjma	1 477 000	10,8%
Total	13 662 000	100%

Corrélativement à sa position relative sur la courbe d'expérience dans le segment de la téléphonie mobile, l'opérateur Djezzy prend plus de la moitié de ce marché dès 2005. L'on peut constater,

¹⁸ GSM: norme numérique de seconde génération pour la téléphonie mobile;

¹⁹ VSAT: technique de communication par satellite utilisant une antenne parabolique de petit diamètre. Le VSAT peut servir à relier un petit site aux réseaux de communication (téléphonie ou Internet).

²⁰ GMPCS: systèmes assurant une couverture nationale, régionale ou mondiale depuis une constellation de satellites accessibles *via* de petits terminaux facilement transportables. Ils offrent aussi divers services tels que la télécopie, la messagerie, la transmission de données, le multimédia large bande.

²¹ Audiotex: service permettant d'accéder, à partir d'un téléphone, à des sources de données vocales.

²² Déclaration du Directeur Général d'Algérie Télécom lors d'une conférence de presse (5 janvier 2006).

notamment, l'absence de dominance de l'opérateur historique qui garde pourtant son positionnement de monopole public, verticalement intégré vers le segment du mobile. Le caractère peu courant de cette situation a été souligné et discuté plus haut.

Le chiffre d'affaires des quatre principaux opérateurs est estimé à près de 300 milliards de DA en 2006²³. En y ajoutant celui des autres opérateurs sur les segments à valeur ajoutée, la taille du marché (en valeur) se situerait à un niveau cohérent avec le chiffre avancé par le Directeur Général d'Algérie Télécom pour l'année 2005.

La structure du marché en valeur diffère sensiblement de celle établie sur la base du nombre d'abonnés par opérateur. Les tableaux 2 et 3 montrent, en effet, une plus forte prédominance de l'opérateur Djazzy lorsque les parts de marché sont établies sur la base du chiffre d'affaires des firmes rivales. Aussi, son revenu moyen par abonné (RMPA) contraste-t-il fortement avec celui de ses concurrents.

Tableau 3: Estimation du RMPA (Téléphonie mobile) - Algérie 2006

Opérateurs	CA (Mrds DA)	Structure	Millions d'abonnés	RMPA (DA/Abonné)
Mobilis	27	18%	7,5	3 600,0
Djazzy	100	68%	10,5	9 523,8
Nedjma	19	13%	3,0	6 333,3
Total	146	100%	21,0	6 952,4

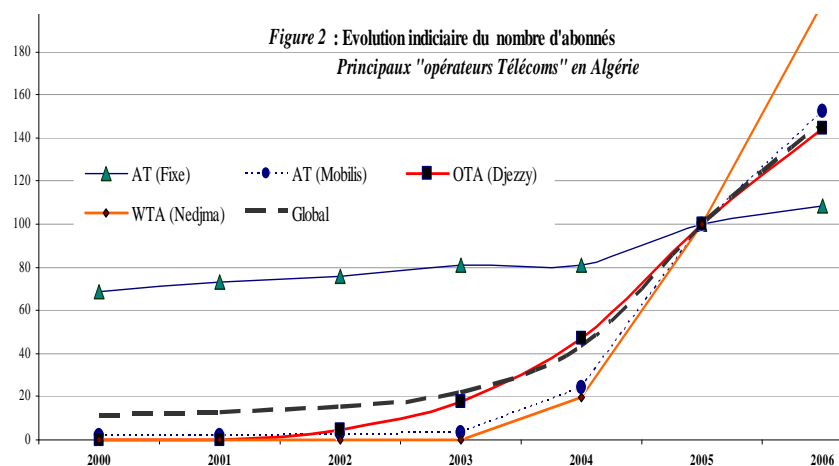
Sources : Estimation à partir de multiples sources (enquêtes dédiées et sources documentaires- ARPT et opérateurs de téléphonie mobile).

Nous dénombrons au moins deux facteurs pouvant contribuer (exclusivement ou concurremment) à l'explication de cette distorsion apparente: (a) le "mix produits" de cet opérateur est mieux équilibré, avec une plus forte pondération en faveur des services à plus forts prix relatifs ou (b) le pouvoir de marché que lui confère l'"effet de réseau" lié à sa position sur la courbe d'expérience, oblige ses concurrents à adopter une tarification de suiveur, avec des prix légèrement inférieurs. Cela semble d'autant plus plausible pour l'opérateur Nedjma qui se trouve naturellement en position d'adopter une politique tarifaire de pénétration.

²³ Estimations fondées sur des recoupements de données provenant de diverses sources: Observatoire du marché de la téléphonie mobile et autres données sur le site Internet de l'ARPT, articles et conférences de presse, opérateurs, etc.

5.2- Dynamique du marché

L'évolution du nombre d'abonnés des trois opérateurs de téléphonie mobile marque un point d'inflexion en 2003 (figure 2), suivi d'une croissance exponentielle jusqu'à la fin de l'historique disponible.



Cette trajectoire reflète en toute vraisemblance la montée en production de l'opérateur Djezzy et l'entrée en jeu du deuxième concurrent privé (Nedjma), incitant l'opérateur historique à "revoir sa copie" sur le segment aval du mobile. Ce changement de cap traduit clairement les bienfaits²⁴ de l'ouverture du marché du mobile à la concurrence.

²⁴ Avec une liste d'attente de l'ordre de deux millions de demandes pour le mobile et de près de 850 mille clients en attente pour le raccordement au réseau fixe, la demande adressée à l'opérateur historique sur la période 2000-2002 est fortement comprimée. En 2003, l'ouverture effective à la concurrence ainsi que le taux de déploiement du réseau atteint par le nouvel entrant, ont eu pour effet de "lâcher le ressort".

Tableau 4: Evolution des parts de marché (en volume²⁵) - Principaux opérateurs 2000-2006

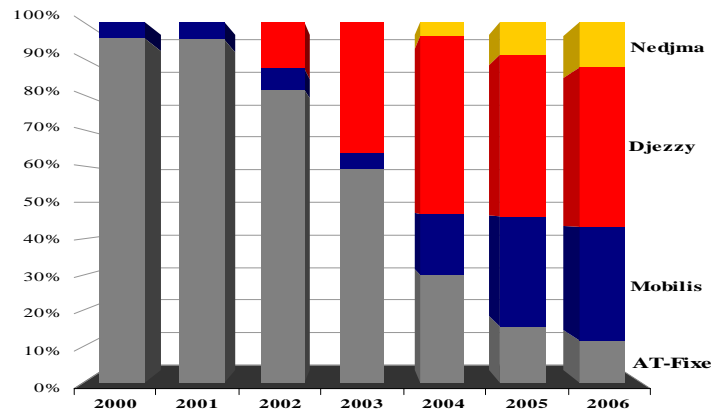
Opérateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
AT-Fixe	95%	95%	81%	59%	30%	16%	12%
Mobilis	5%	5%	6%	5%	17%	30%	31%
Djezzy	0%	0%	13%	36%	49%	45%	44%
Nedjma	0%	0%	0%	0%	4%	9%	13%

Sources : Taux calculés à partir de données publiées par l'ARPT : Bulletins trimestriel et Observatoire du Mobile.

Le tableau 4 montre bien la perte de vitesse drastique du segment du fixe par rapport à la téléphonie mobile. Sur l'ensemble du marché de la téléphonie, la part de l'opérateur historique (Algérie Télécom – Fixe) passe de 95% à 12% entre 2000 et 2006, soit une perte de 83 % en six ans.

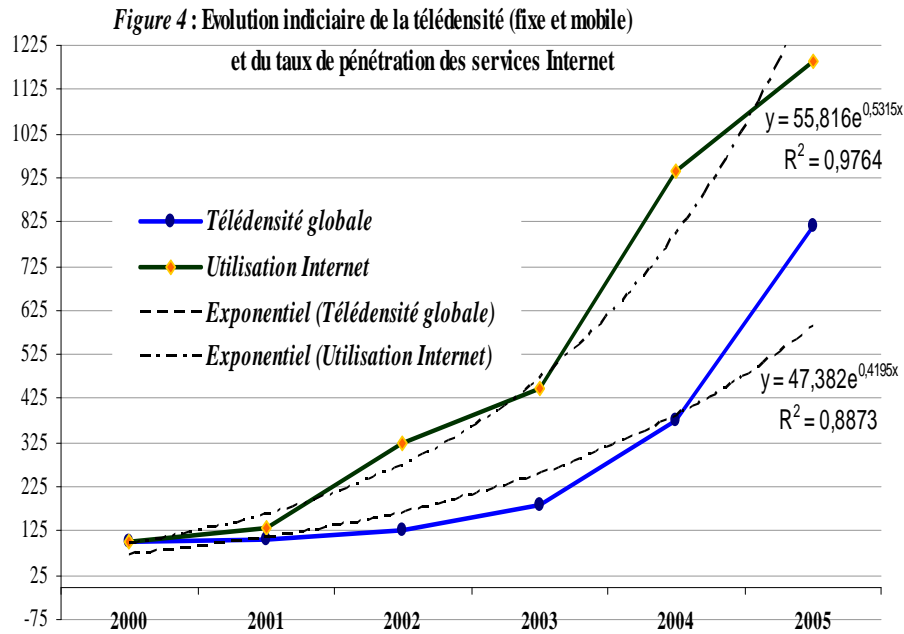
Pour le reste, la figure 3 montre assez clairement l'évolution structurelle du marché ainsi que le déroulement du processus d'entrée et de déploiement de l'offre (transigée) des nouveaux opérateurs privés.

Figure 3 : Evolution des parts de marché des principaux opérateurs (en volume)



²⁵ Les parts de marché sont données en volume, sur la base du nombre d'abonnés par opérateur.

La télédensité globale²⁶ et l'accès Internet ont connu une croissance exponentielle figure 4) notamment à partir de 2002 avec l'entrée en production du premier opérateur privé de téléphonie mobile.



Source des données : <http://ddp-ext.worldbank.org/ext/DDPQQ/member.do?method=getMembers>

²⁶ Cumul du nombre de lignes fixes et du nombre d'abonnés au téléphone mobile pour 100 habitants.

Il ressort des analyses qui précèdent que le volet libéralisation du calendrier de réforme du secteur pose moins de problèmes sur le segment de la téléphonie mobile. En effet, l'examen des données relatives à ce segment montre que son ouverture à la concurrence a eu un impact positif sur l'offre des services de télécommunications, notamment en termes de télédensité. L'ouverture de ce segment à la concurrence a également eu pour effet de diversifier l'offre aux particuliers, aussi bien qu'aux entreprises et aux administrations. Cette diversification s'est matérialisée par l'introduction de nouveaux services (voir le tableau 1).

La libéralisation a également touché le segment du fixe avec l'entrée d'un deuxième opérateur (CAT/Lacom) offrant des services en résidentiel avec une technologie sans fil. Cependant, l'ouverture quelque peu "timide" de ce segment n'a pas produit les effets escomptés. La téléphonie fixe reste en effet largement dominée par l'opérateur historique qui paraît privilégier la technologie (filaire) ADSL pour la fourniture de l'accès Internet à haut débit. Ce positionnement de l'opérateur historique est un facteur de contre-performances en termes d'efficience allocative²⁷, productive²⁸ et dynamique²⁹ sur ce segment de marché.

Ainsi, au chapitre de la libéralisation, le processus de réforme semble avoir relativement bien réussi, notamment avec l'entrée du troisième opérateur dans l'arène oligopolistique des services du mobile. Par contre, le deuxième grand volet de la réforme, en l'occurrence l'ouverture du capital de l'opérateur historique, n'a pas connu le même succès en termes d'exécution de l'agenda initial. En effet, cette opération dont la réalisation était prévue pour le début de l'année 2006 n'a toujours pas été concrétisée et ce, en dépit de l'intérêt manifesté par 40 opérateurs internationaux à l'ouverture du capital d'Algérie Télécom.³⁰

²⁷ Accès Internet à haut débit limité aux abonnés connectés au réseau filaire d'Algérie Télécom.

²⁸ Faible incitation à l'amélioration de la qualité de l'offre en l'absence de concurrents sur ce segment.

²⁹ Faible incitation pour le développement des technologies du haut débit sans fil.

³⁰ Source: synthèse de la conférence de presse animée par le Directeur Général d'Algérie Télécom le 4 janvier 2006; URL complète: www.algerie-dz.info.spip.php?rubrique6.

CONCLUSION

L'examen des données disponibles sur le secteur des télécommunications en Algérie, a montré que la mise en œuvre de la politique sectorielle de libéralisation et de privatisation de ce secteur a produit des effets contrastés dans les deux grands segments du fixe et du mobile.

Le processus de libéralisation du secteur a produit des résultats satisfaisants sur le segment des services du mobile, contrastant avec la performance enregistrée sur le marché du fixe. Ce dernier persiste dans sa forme de monopole public, l'opérateur historique dominant très largement son unique concurrent privé CAT/Lacom, qui connaît actuellement bien des difficultés à "survivre" sur ce marché et celui de l'accès à Internet sans fil.

Quel rôle pour l'ARPT face à cette situation qui pénalise fortement les utilisateurs Internet, non connectés au réseau filaire et ne pouvant donc pas accéder au produit ADSL offert par l'opérateur historique ?³¹ Cette instance de régulation jouit d'une indépendance financière. Est-elle pour autant indépendante ? La réponse à cette question passe aussi par l'examen du mode de désignation des membres de cette institution. Le fait est que le mode de désignation en vigueur confère au pouvoir exécutif un contrôle direct de cette institution, d'autant que le degré d'indépendance de l'instance judiciaire limite fortement le droit d'appel du régulateur, face aux pressions pouvant être exercées par le pouvoir exécutif.

Cette distorsion entre le cadre institutionnel formel et la réalité du fonctionnement de l'ARPT altère fortement son statut de régulateur sectoriel indépendant et ce, en dépit de son indépendance financière effective.

Quant au deuxième grand volet de la réforme, en l'occurrence l'ouverture du capital de l'opérateur historique, la situation semble être autrement plus délicate. En effet, près de neuf ans après l'entrée en vigueur de la Loi 2000-03, l'opérateur Algérie Télécom est toujours structuré suivant l'ancien paradigme institutionnel du

³¹ La situation est d'autant préoccupante que l'offre de ce dernier pour l'accès au bas débit sans fil (WLL) est de qualité médiocre.

monopole public, intégré verticalement vers les segments du mobile et des services connexes à valeur ajoutée.

Cette forme d'organisation persiste, en dépit d'un affichage politique favorable à la privatisation de l'opérateur historique (ouverture prévue formellement pour 2006) et des nombreuses manifestations d'intérêt émises par des opérateurs internationaux pour des prises de participation dans son capital.

Ces données corroborent, on ne peut mieux, les conclusions des études empiriques citées dans la section 1: un faible niveau de responsabilisation politique et une moindre qualité institutionnelle (faible séparation des pouvoirs, etc.) sont de nature à affecter négativement le processus de réforme, y compris en matière de régulation sectorielle

Ainsi, la privatisation de l'opérateur historique et la libéralisation du secteur ne peuvent aboutir aux résultats escomptés, sans une ouverture du dialogue social associant l'ensemble des parties prenantes. La communication est, en effet, un facteur clé permettant d'obtenir l'adhésion des partenaires politiques, économiques et sociaux, afin de substituer aux diverses formes de résistance au changement un socle sociétal soutenant les réformes.

La littérature récente met en relief la nécessité d'adapter le design institutionnel des réformes pour tenir compte de l'environnement institutionnel au sens large (North, 1991)³². C'est à ce prix qu'il deviendra possible de réduire le gap entre les dispositifs formels en place et la pratique institutionnelle effective, dans un contexte institutionnel garantissant un degré élevé de responsabilisation politique au niveau sectoriel aussi bien qu'à l'échelle globale³³.

La réussite dans ce domaine dépend largement de la qualité de la communication entre les diverses parties prenantes. Or, l'Algérie souffre d'un manque de communication, limitant fortement les possibilités d'un dialogue nécessaire à la mise en place d'un jeu coopératif entre les composantes actives de la société.

³²North (1991) introduit une série d'éléments constitutifs de l'environnement institutionnel d'un pays : les institutions législatives, exécutives et judiciaires, les coutumes et autres normes informelles à même de contraindre l'action des individus ou des institutions, la nature des intérêts sociaux à l'intérieur d'une société et l'équilibre entre eux, ainsi que les capacités administratives des nations.

³³Intégrant l'ensemble des grandes institutions de l'Etat : le parlement, le gouvernement et l'instance judiciaire.

Il ressort des analyses précédentes que les limites de la pratique institutionnelle, en matière de réforme des télécommunications en Algérie (et probablement des autres secteurs), ne résident pas tant dans la nature des institutions que dans les comportements qui s'y déroulent.

La persistance d'une telle distorsion interpelle le pouvoir exécutif sur le choix du sentier de réforme adopté. Le système de régulation par les agences indépendantes est-il adapté à un contexte institutionnel, caractérisé par un faible degré de séparation des pouvoirs et un faible niveau de responsabilisation politique? Cette question mérite certainement une réflexion approfondie dans le cas de l'Algérie aussi bien que pour les autres pays en développement.

Références bibliographiques

Bélaïd, R., Gasmi, F. & Recuero Virto L., 2008, "*Qualité des institutions et performance économique: cas des télécommunications dans les pays en voie de développement*", Document de travail, Toulouse School of Economics.

Bélaïd, R., Imane, M.C. et R. Kouider avec Decaluwé, B. et A. Martins, 1989, *MEDEA-79 : un modèle économique de déséquilibre pour l'économie algérienne*, pp. 43-54. Mimeo; INPS et CRDE, Université de Montréal.

Cubbin, J. & J. Stern, 2005, "Regulatory effectiveness and the empirical impact of variations in regulatory governance: Electricity industry capacity and efficiency in developing countries". World Bank *Policy Research Working Paper* 3535.

DGTPE, 2005, "le secteur des télécommunications en Algérie", *Revue Économie & Prévision*, Ambassade de France en Algérie - mission économique.

Edison, H., 2003, "Qualité des institutions et résultats économiques – Un lien vraiment étroit?", *Finances et Développement*, Juin 2003 et toutes les références qui y sont citées, notamment le chapitre III du document du FMI: "Perspectives de l'économie mondiale", Avril 2003.

Gasmi, F., Noumba, P. and & Recuero Virto L., 2006, "Political accountability and regulatory performance in infrastructure industries: An empirical analysis", World Bank *Policy Research Paper* 4101. A paraître dans *The World Bank Economic Review*.

North, D. C., 1991, "Institutions", *Journal of Economic Perspectives*, pp. 97-112.

Noumba, P., 2006 "A policy note on telecommunications reform in Algeria". *les cahiers du cread*, 73:83-109.

Spiller, P. & Tommasi, M., 2008, "The institutions of regulation: an application to public utilities" in *Handbook of New Institutional Economics*, Menard et Shirley eds, Springer Berlin Heidelberg.

Spiller, P., Stein, E. & Tommasi M., 2003, "Political institutions, policymaking processes, and policy outcomes. An inter temporal transactions framework", Design Paper DP1 for the project *Political institutions, policy making processes, and policy outcomes*.

Spiller, P. & Liao S., 2006, "Buy, Lobby or Sue: Interest Groups' Participation in Policy Making: A Selective Survey", NBER Working Paper 12209. A paraître dans *New Institutional Economics*, Brousseau et Glachant eds, Cambridge University Press.

Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications: Bulletins trimestriels, Observatoire du Mobile, Catalogue d'interconnexion.

Opérateurs de télécommunication: Algérie Télécom, Orascom Télécom Algérie, Watania Télécom Algérie, Consortium Algérien des Télécommunications, Autres opérateurs.

التكامل الاقتصادي والاستثمار الأجنبي المباشر: عناصر تحليلية لمناخ الاستثمار في جنوب وشرق المتوسط

بلقاسم زايري*

عبد القادر دربال**

ملخص

لم تستفد الدول المتوسطة من التوسع المعتبر للاستثمارات الأجنبية في السنوات الأخيرة ، وقد نتجت هذه الوضعية عن عديد من العوامل الاقتصادية والسياسية والثقافية المعيقة، بالرغم من وجود إمكانيات واسعة لتطوير الاستثمارات الأجنبية على مستوى المنطقة، إضافة إلى المكانة الرئيسية التي يحتلها جذب الاستثمارات الأجنبية في سياسات التنمية لهذه الدول، والالتزام الواضح بالإصلاحات التي ترمي إلى تحسين مناخ الاستثمارات وخلق مناخ أعمال ملائم، وكذا الاتجاه الملاحظ نحو الاستدراك في السنوات القليلة الأخيرة. فلماذا لا تشكل منطقة البحر المتوسط كفضاء مفضل للاستثمارات الأجنبية المباشرة؟ هل سيؤدي اتفاق الشراكة ما بين الدول المتوسطة والاتحاد الأوروبي إلى خلق أو تحويل تدفقات الاستثمارات الأجنبية؟

* أستاذ محاضر بجامعة وهران، رئيس وحدة بحث في مخبر العولمة والاقتصاد الدولي التطبيقي.

** أستاذ التعليم العالي بجامعة وهران، مدير مخبر العولمة والاقتصاد الدولي التطبيقي.

الكلمات المفتاحية:

الاستثمارات الأجنبية المباشرة، التكامل الاقتصادي، اتفاقيات الشراكة، منطقة التبادل الحر، مناخ الاستثمار، الدول المتوسطة، الاتحاد الأوروبي.
JEL CLASSIFICATION: F 14 - F 34

مقدمة

يجسد توقيع اتفاقيات التبادل الحر ما بين الدول المتوسطة والاتحاد الأوروبي إرادتها في ألا تكون مهمشة عن حركة الشمولية للاقتصاد العالمي وتدفعات الاستثمارات الأجنبية المباشرة ونمو التجارة. وعلى هذا الأساس فإنه من المفترض أن يحسن هذا الاندماج الإقليمي مناخ الاستثمار وأن يوف بيئة أعمال فعّالة ليس فقط لنمو التجارة ما بين الطرفين، بل كذلك لنمو حجم الاستثمارات الأجنبية المباشرة القادمة من الاتحاد الأوروبي، وهذا ما أكد عليه Charles Albert Michalet (1997) بأنه "بتحسن الوضع الاقتصادي بدول الجوار بجنوب البحر المتوسط، فإن المنطقة ستكون أكثر جاذبية للاستثمارات والمستثمرين الأجانب، خاصة الأوروبيين منهم". فالمستثمرون من الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي ينظرون بإيجابية إلى تلك المنطقة نظراً للعديد من الاعتبارات لتقربها الجغرافي من الأسواق الأوروبية وانخفاض تكلفة العمل، وكذا الاستقرار السياسي بالمنطقة بصفة عامة (Charles Albert Michalet، 1997).

لذا، فهناك من يرى أنّ نجاح اتفاقيات الشراكة ما بين الجانبين يتطلب العديد من السياسات المرافقة والمدعمة، ويعتبر الاستثمار الأجنبي المباشر أهم هذه السياسات (زايري بلقاسم ودربال عبد القادر، 2002) التي تعزز من فرص نجاح اتفاقيات التكامل الاقتصادي غير المتكافئة، وتعتبر أحد المصادر الأساسية لتعويض الخسائر في الإيرادات الناجمة عن عمليات التفكيك الجمركي التي ستقوم بها الدول المتوسطة وفق جدول زمني متفق عليه، يأخذ بعين الاعتبار حساسية ودرجة تنافسية القطاعات والنشاطات الاقتصادية لكل دولة على حد.

ورغم أن العديد من دول جنوب وشرق المتوسط تقدم الكثير من التسهيلات والامتيازات والضمانات أو التسهيلات الجمركية، المالية والإدارية، نجد أن حجم الاستثمار الأجنبي مقاسا على سبيل المثال بعدد الشركات أو الاستثمارات في المشروعات الأجنبية فيها محدودا للغاية، وهذا يعني أن لها لم تستفد من التوسع الهائل للاستثمارات الدولية. مما يعني أن

جاذبية الدول المضيفة لا تتوقف فقط على أنواع الحوافز والضمانات المقدمة للمستثمرين الأجانب، بل توجد عوامل أخرى قد تؤدي دورا أكثر تأثيرا على حجم ومدى استقرار تدفق هذه الاستثمارات، كاستقرار السياسي وحجم السوق ومدى توافر الموارد المادية والبشرية بالمنطقة ومناخ وأشكال الاستثمار المقامة بها، إضافة إلى المحددات الخارجية التي تؤثر في مسار وقرار الاستثمار لدى الشركات. كل ذلك يطلق عليه "مناخ الاستثمار"، وينصرف هذا التعبير إلى مجمل الأوضاع والظروف المؤثرة في اتجاهات رأس المال، فالوضع العام والسياسي للدولة ومدى ما تمتاز به من استقرار وتنظيماته الإدارية، وما تتميز به من فعالية وكفاءة ونظامها القانوني، ومدى مرونته ووضوحه واتساقه وسياسات الدولة الاقتصادية وإجراءاتها وطبيعة السوق وآلياته وإمكانياته، وكذا ما تمتاز به الدولة من منشآت قاعدية، وعناصر إنتاج، وما تتميز به الدولة من خصائص جغرافية وديمغرافية، كل ذلك يشكل مكونات ما أُصطلح على تسميته "بمناخ الاستثمار"، ومن ثمَّ فهي عناصر متداخلة وتؤثر وتتأثر بعضها البعض. من هنا فإن الجغرافية المتغيرة للإنتاج الدولي تعكس التفاعل الديناميكي بين العديد من العوامل الاقتصادية والتنظيمية وعوامل السياسة العامة، وحجم آثارها على القرارات المتعلقة بالمواقع التي تتخذها الشركات متعددة الجنسيات.

سنحاول من هنا طرح إشكالية مدى قدرة الفضاء الأوروبي-متوسطي على تحقيق النمو المدفوع بالاستثمارات الأجنبية، وهل سيؤدي اتفاق الشراكة ما بين الدول المتوسطية والاتحاد الأوروبي إلى خلق أو تحويل تدفقات الاستثمارات الأجنبية؟ وفي كلا الحالتين ما هي الأسباب؟

1 - الاستثمار الأجنبي المباشر وعلاقته بنظريات التكامل الاقتصادي

افتقرت النظرية الاقتصادية في السبعينيات والثمانينيات لأدوات تحليل خاصة بالاستثمار الأجنبي المباشر وعلاقته بسياسات التكامل الاقتصادي في العالم. ول ذلك، كانت الدراسات التجريبية عن اثر اتفاقيات التكامل الإقليمي على الاستثمار قليلة، وكانت أغلب اتفاقيات التكامل الإقليمي آنذاك جديدة، لدرجة أن البيانات عنها كانت غير متوفرة¹. ولكن التطورات الراهنة التي عرفها الاقتصاد العالمي في التسعينيات، أدت إلى تفعيل النقاش

¹ عرف العالم أثناء فترة ما بعد الحرب العالمية الثانية حركة واسعة من التكامل الاقتصادي، إذ تم التصريح لدى الغات عن 98 اتفاق على أساس المادة 24 من اتفاقية الغات مابين 1947 و1994.

من جديد حول الاستثمار الأجنبي، استراتيجيات توطين الشركات متعددة الجنسيات وأثارها على الدول المستقبلية والأصلية، مما أدى إلى ظهور العديد من الأدبيات الجديدة في هذا المجال. ولقد ركزت معظم الدراسات الحديثة النظرية منها والتطبيقية على تحليل العلاقة التكامل الاقتصادي بللاستثمارات الأجنبية المباشرة (N.Idir , A.Kamali & E.Unan,2007).

يمكن لاتفاقيات التكامل الاقتصادي التأثير على تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة. ويخضع ذلك إلى بعض العوامل، كخصائص الدول الأعضاء في منطقة التكامل، شكل الاتفاق، نوع الاستثمارات المباشرة وإلى السياسات الاقتصادية الموجودة في كل دولة قبل وبعد الاتفاق (Blomstrom, M & Kokko,A ,1997). ويبين كل من (Norman.G & Motta.M, 1996) أن التكامل الاقتصادي له اثر ايجابي على نمو الاستثمارات الأجنبية المباشرة الخارجية نتيجة الإلغاء التدريجي لقيود التجارة ما بين الدول الأعضاء ، وتطبيق تعريف جمركية خارجية موحدة . بينما يرى (شيف، م و وينترز، ل.أ، 2003، ص. 102) أنّ الاستثمار المتزايد أكثر تدفقا في اتفاقيات التكامل ما بين دول الشمال، وقل في الاتفاقيات الموقعة بين دول الشمال والجنوب، وشبه منعدم في الاتفاقيات ما بين دول الجنوب. ولا توجد أية أدلة تجريبية تثبت أن هذا الاستثمار يؤدي إلى نمو اقتصادي عال، و لكن هناك أدلة أقوى على وجود استثمار أجنبي مباشر، وعادة ما ينشأ مباشرة بعد توقيع الاتفاقية. كما يرى البعض أن للاتحادات الإقليمية دورا هاما في عملية توزيع وتمركز الاستثمار الأجنبي المباشر (عبد السلام، ر، 2002).

ولا يقتصر دور التكامل الاقتصادي فقط على خلق تدفقات الاستثمارات الأجنبية، بل يمكن أن يكون له بعض الآثار الديناميكية التي يكون لها تأثير إيجابي على الاستثمارات الأجنبية، نظرا لانخفاض تكاليف القيام بالأعمال، وارتفاع فرص الربحية، نتيجة لاتساع هامش الربح، مما يشجع المؤسسات الموجودة في الدول الأخرى على إقامة فروع جديدة للإنتاج في الدول الأعضاء. كما أن التكامل سيجعل دخول الشركات الأجنبية إلى الأسواق المضيفة أكثر سهولة، مما سيؤثر على نمو الاستثمارات الأجنبية المباشرة، وسيكون لذلك آثار ايجابية على نمو المبادلات التجارية (Reiffers,J-L & Tourret,J-C, 2000). وهناك العديد من الأدلة تثبت أن اتفاقيات التكامل الإقليمي تدعم الاستثمارات الأجنبية المباشرة وخاصة من الدول غير الأعضاء في الاتفاقية إذا زادت المصدقية السياسية بصورة واضحة وزاد

حجم السوق، مما سيعطي الثقة في السياسات الحكومية عموماً، مما سيساعد على زيادة الاستثمار وجذب الاستثمار الأجنبي المباشر، ولكن ذلك يحتاج إلى سياسات مرافقة كالحفاظ على الملكية الفكرية، وقطاعات تمويل وبنوك ذات كفاءة عالية. الخ.

من جهة أخرى، يمكن لاتفاقيات التكامل بين الشمال والجنوب أن تعزز من مصداقية دول الجنوب أمام المستثمرين الأجانب (مثال الناقتا)، لكن ذلك يحدث فقط إذا حسنت الاتفاقية الأداء الاقتصادي لهذه الدول، إضافة إلى استعداد الشريك الأقوى اقتصادياً في الشمال لدعم الاستثمار. وهذا يمكن أن يحدث إذا كانت سياسات الدول النامية التي تحتاج إلى الدعم واضحة ومحددة في الاتفاقية، وكان للشريك الشمالي اهتمام محدد لنجاح الشريك الآخر" (شيف، م و وينترز، ل.أ، 2003، ص. 17). و"عند تحليل الآثار الاقتصادية للسوق الأوروبية المشتركة، تبين أن هذا الإطار من التكامل كان له مكاسب، تمثلت في رفع معدل النمو داخل الدول الأعضاء على المدى المتوسط والبعيد، أدت إلى تشجيع عمليات توطين المؤسسات المحلية والاستثمارات الأجنبية داخل المنطقة (Blomstrom, M & kokko,A , 1997, pp11-12).

ونشير إلى أن الاستثمارات الأجنبية الأفقية تظهر عندما يؤدي التكامل الاقتصادي إلى الرفع من إمكانيات استغلال سوق أكثر يتميز بحجم أكبر. وبالتالي تجد الشركات متعددة الجنسيات الفرصة سانحة للاستفادة من هذا التوسع في حجم السوق، مما يشجع على دخول رؤوس الأموال، وإنشاء فروع أو مؤسسات جديدة داخل منطقة التكامل. ويبين كل من Krugman (1980) و (Motta & Norman, 1996) أن أثر حجم السوق المحلي يشجع النشاط الاقتصادي للمنطقة المعنية بسبب وجود اقتصاديات الحجم. كما أن التحسينات الحاصلة على العملية الإنتاجية والتي تترافق مع ارتفاع في مستوى التخصص، استغلال اقتصاديات الحجم، والتركز الجغرافي الكبير للنشاطات الاقتصادية من المتوقع أن تكون نتيجة هذه الاستثمارات المباشرة. كما أنه يمكن أن يرفع من مستوى التكاملية ما بين الاستثمارات الأجنبية والتجارة الدولية (Castillo. M & Saledad. Z, 2000). ويشير العديد من الاقتصاديين في هذا المجال إلى أن التكامل الاقتصادي يمكن أن يحفز تدفقات الاستثمارات بعدة طرق (Fernandez ,R , 1997,).(p.6

• تخفيض التشوهات على مستوى الإنتاج والرفع من حجم الاستثمارات الأجنبية.

• الرفع من الحجم الكامن للسوق، ومن حجم الاستثمارات التي يقوم بها المستثمرون المحليون والأجانب. وفي حالة الاتحاد الجمركي، يظهر الأثر من خلال سوق موحدة بتعريف جمركية مشتركة، يرفع من الحوافز التي تدفع المستثمرون إلى تبني ما يسمى بمصانع التعريف الجمركية "Tariff-jumping".

ويرى Baldwin (1989، 1992) في دراسة تحليلية ل بعض اتفاقيات التكامل الاقتصادي، أن جهود الاستثمار في برنامج السوق الأوروبية الموحدة كانت لها نتائج ايجابية، فقد قدرت المكاسب الأولى للسوق بحوالي 5% من إجمالي الناتج المحلي (1998). فإذا اعتبرت أنها مكاسب إنتاجية تزيد من معدل العائدات، فإن Baldwin يرى أن هذا الاستثمار سيزداد نتيجة لذلك. أما إذا أخذنا بزيادة الاستثمار طبقاً لنموذج Solo (1956) فهو يعبر عن نمو اقتصادي حقيقي على المدى الطويل، أي نمو خارجي ويعتمد على سياسة الحكومة، ويقول Baldwin انه كلما تراكم رأس المال يستطيع الاقتصاد أن يعزز من مستوى لدخل.

ويبدو أن تجربة التكامل الأوروبي كان لها اثر كبير وواضح على خلق الاستثمارات الأجنبية البينية وعلى التقارب في مستويات التنمية الاقتصادية والاجتماعية للدول الأعضاء، إذا ما تم مقارنتها بتجارب إقليمية أخرى تضم دول نامية في أمريكا اللاتينية، أو أفريقيا ومنطقة آسيا، والتي لم يكن لها نفس الأثر. فلقد كان برنامج السوق الموحد لا يهدف في بدايته إلى توحيد وتنسيق إجراءات الحدود مثل الرسوم والإعفاءات المختلفة فقط، ولكنه يسعى كذلك إلى تحقيق ما يسمى "التكامل الموسع"، من خلال إلغاء كل القيود أمام حركة البضائع والخدمات والأفراد ورأس المال، وخلق سوق واسع يستطيع استيعاب واستقطاب الحجم المعتبر والكبير لأنشطة الشركات الأوروبية وغير الأوروبية التي تجد نفسها منجذبة ببيئة ملائمة للأعمال، والتي تستطيع تعزيز قوتها التنافسية من خلال القيام بعمليات عمليات الدمج والتملك (Jepma. C & A.Rhoen، 1997).

وبالرغم من أن الاستثمار الأجنبي المباشر يتأثر بنفس العوامل التي تؤثر على الاستثمار بوجه عام، إلا أنه يخضع لعدة محددات خاصة به. فهناك دافع عام للاستثمار الأجنبي المباشر وهو رفع المبيعات المحلية

وضمان الدخول إلى السوق. والدخول إلى الأسواق الكبيرة أو الغنية يمكن أن يكون عاملا مهما لجذب الاستثمار الأجنبي المباشر في دولة ما. فقد أدى اتفاق الناقتا مثلا إلى خلق بيئة للاستثمار الأجنبي من أكثر من اتجاه (عبد السلام، ر، 2002). وفي استبيان أجاب عنه 500 مدير تنفيذي بالشركات الكبرى انتهى البعض إلى أن أكثر من نصف الشركات ترى أن اتفاق الناقتا يمثل خطوة ايجابية لدولهم ولأنشطة شركاتهم (Trivoli, G & Graham.R & Herbig, P.A، 1998). كما مثل التقارب بين الولايات المتحدة ودول أمريكا اللاتينية عاملا هاما من عوامل جذب الاستثمار في المنطقة (Petri، 1994). كما لعب اتفاق دول آسيا و الباسفيك والمعروف بتجمع (APEC) (Asian Pacific Economic Coperation) دورا محوريا في العمل على تحرير كل من التجارة والاستثمار بالدول الأعضاء. كما أن اتفاق التجارة الحرة لدول الآسيان اتفاق التجارة الحرة لدول الافتا يسعى إلى تشجيع نمو كل من التجارة والاستثمار. ووفقا لتقرير الاستثمار لعام 1998، فإن معظم الاتحادات الإقليمية التي تم إنشائها تركت أثرا عظيما على عوامل جذب الاستثمار الأجنبي المباشر خاصة من خلال خلق مناخ اقتصادي وسياسي مواتي لهذا النوع من الاستثمار.

كما أن هناك دلائل قوية على أن إنشاء أو تعميق اتفاقية تكامل إقليمي يحفز الاستثمار الخارجي المباشر في الداخل، فمثلا بين عامي 1970-1946 تضاعف عدد المصنعين الأوروبيين الأعضاء في التجمع الأوروبي والموجودين في دول أخرى أعضاء في التجمع ستة مرات من 68 إلى 434، بينما هؤلاء الذين وجدوا في دول غير أعضاء في التجمع الأوروبي قد زاد عددهم من 95 إلى 311 فقط. وبالمثل توصلت اللجنة الأوروبية (1998) إلى أن الاستثمار في دول الاتحاد الأوروبي نما بسرعة عن الاستثمار في دول خارج الاتحاد الأوروبي بعد بدء برنامج السوق الموحدة. فقد حولت ألمانيا والمملكة المتحدة استثماراتها من الولايات المتحدة إلى الاتحاد الأوروبي بداية من أواخر الثمانينات. (شيف، م و وينترز، ل.أ، 2003، ص. 119).

ويلاحظ كما يشير إليه كل من (N.Idir , A.Kamali & E.Unan, 2007) أنه على مستوى العديد من الأعمال النظرية، يعتبر " اثر حجم السوق " محدد مهم وأساسي في استراتيجيات التوطين للشركات متعددة الجنسيات. وأكثر من ذلك، فإن هذا الأثر على مستوى المنطقة المتكاملة يعمل على تعديل إستراتيجية الشركات متعددة الجنسيات.

2 - مستوى و نماذج النموّ في الدول المتوسطة

سنحاول قبل تحليل وضعيّة وخصائص ومناخ الاستثمارات الأجنبية في منطقة جنوب وشرق المتوسط، القيام بمقارنة بسيطة بين أهم المتغيرات الاقتصادية الكلية للمنطقتين².

1.2- ضعف التقارب الاقتصادي ما بين مستويات التنمية

يُظهر الجدول رقم (1) بان الفضاء الاقتصادي الاورو-متوسطي يتميز بمستوى هام من التفاوت في مستويات التنمية والمعيشة، إذ لم تمثل دول جنوب المتوسط سوى اقل من 2% من الناتج المحلي الإجمالي العالمي في 2006، مقابل 30% للاتحاد الأوروبي (الناتج المحلي الإجمالي لكل من الجزائر، المغرب وتونس يساوي الناتج المحلي الإجمالي للبرتغال لوحدها في نفس الفترة). كما أن الناتج المحلي الإجمالي/عدد السكان هو اقل بحوالي 6 مرّات من الناتج المحلي الإجمالي /عدد السكان للاتحاد الأوروبي، وعلى هذا الأساس يجب انتظار سنوات طويلة لتقليص هذا الفارق. ونشير إلى أنّه من بين أهم تجارب التكامل الاقتصادي ما بين الشمال والجنوب في العالم، يعتبر فارق التنمية على مستوى هذه المنطقة الأكثر أهمية.

² أخذنا هنا بعين الاعتبار الدول العشرة التالية: الجزائر، مصر، إسرائيل، الأردن، لبنان، ليبيا، المغرب، سوريا، تونس وتركيا.

جدول 1: اختلاف مستويات التنمية

الناتج المحلي الإجمالي/عدد السكان (السعر الجاري، الدولارات)، 2006	عدد السكان (مليون)، 2006	الناتج المحلي الإجمالي (مليار دولار)، 2006	
3413	33.4	114.3	الجزائر
1488	72.1	107.3	مصر
20399	6.8	140.1	إسرائيل
2544	5.6	14.3	الأردن
6109	3.7	22.6	لبنان
8429	5.9	50.3	ليبيا
1886	30.4	57.4	المغرب
1645	19.1	31.5	سوريا
1222	3.6	4.4	فلسطين
2982	10.2	30.6	تونس
5407	72.5	392.4	تركيا
*4816	263.3	965.2	الدول المتوسطة
*27664	493.0	14527.1	الاتحاد الأوروبي (27)
المصدر: البنك العالمي، صندوق النقد الدولي.			الناتج المحلي الإجمالي/عدد السكان: المتوسط

يظهر بوضوح من خلال المعطيات عدم تماسك اقتصاديات دول جنوب وشرق المتوسط، فتلك الاقتصاديات تعتمد على قاعدة جبائية غير كافية من أجل تغطية النفقات الجارية التي ترافق الانفتاح، ويُستدل على عدم التماسك الهيكلي للحساب الجاري المرتبط عموماً بغياب التنوع وقدرة الصادرات على المنافسة، كما تدل عدم مرونة سوق العمل وأهمية حجم المؤسسات العمومية غير المنافسة المستمرة في العمل، على عدم كفاية تحرير النظام الاقتصادي الذي مازال يعرف أشكالاً متنوعة من الاحتكارات. من هنا، نخلص إلى أنه رغم تحكم دول جنوب وشرق المتوسط في الطلب، فإنها لم تستطع بعد تحريك وتحفيز العرض. والنتيجة تمثلت في نمو غير كافي بسبب التراكم الضعيف لرأس المال وعدم كفاية نمو الإنتاجية (Heba & Jean Louis Reiffers 2000).

2.2- هل تعكس الوضعية الاقتصادية الكلية مستوى للتقارب أم التفاوت الاقتصادي؟

لقد بينت أغلبية الدول المتوسطة في العشرية الأخيرة العديد من الإصلاحات التي كانت ترمي آنذاك إلى تحقيق استقرار اقتصادي كلي. ويظهر من خلال المؤشرات المتوفرة أن بعض هذه الدول استطاعت أن تحتوي مختلف الاختلالات الاقتصادية الكلية ما بين بداية سنوات 1990 و2006.

جدول 2: تطور أهم المؤشرات الاقتصادية الكلية (2005)

معدل التضخم	الرصيد في الميزانية/	رصيد الحساب الجاري/	معدل النمو
-------------	----------------------	---------------------	------------

(%)	الناتج المحلي الإجمالي (%)	الناتج المحلي الإجمالي (%)	(%)	
5.8	21.1	9.0	1.9	الجزائر
4.9	2.3	9.3-	4.9	مصر
5.2	1.9	1.9-	1.3	إسرائيل
6.1	12.6-	10.8-	4.5	الأردن
0.1	20.0-	8.8-	2.4	لبنان
4.0	0.2	6.2-	1.0	المغرب
2.6	4.6	1.7-	5.0	سوريا
4.0	1.2-	3.3-	2.1	تونس
7.4	6.4-	2.0-	8.1	تركيا
4.9	0.2	303 -	204	الدول المتوسطة

Source, Femise, 2006.

لقد انخفض معدل التضخم، لينحدر من أكثر من 25% في المتوسط إلى حوالي 5% (نتيجة سياسات نقدية تقييدية)، كما انتقل الرصيد الجاري انقل من وضعية العجز إلى وضعية الفائض، وعرف وزن المديونية في اقتصاديات هذه الدول انخفاضا معتبرا، ورغم العجز في الأرصدة الميزانية، إلا أنها تحددت إلى مستويات مقبولة. تخفي هذه النظرة الشاملة والقراءة العامة لوضعية المؤشرات الاقتصادية الكلية، تفاوتاً كبيراً ما بين الدول المتوسطة.

ورغم أن مصدر هذا التحسن تمثل في تطبيق بعض السياسات الاقتصادية الصارمة، إضافة إلى تطور آليات الضبط، إلا أنها استفادت من تدفق هام في المداخل الخارجية (الريع البترولي للدول المنتجة في المنطقة، إعادة رسكلة البترودولارات لدول الخليج، تحويلات المهاجرين، مداخل السياحة). مما يعني أنها دائمة الخضوع لتغيرات الصدمات الخارجية. ورغم تطور المؤشرات الاقتصادية الكلية المشار إليها سابقا، فإن مستوى التقارب الاقتصادي مع الاتحاد الأوروبي مازال يتميز باستثناء تركيا وإسرائيل. إما (بالبط أو الضعف أو الانعدام). ويظهر الناتج المحلي الإجمالي/عدد السكان ما بين 1990 و2006، حجم التفاوت ما بين المنطقتين الذي يتزايد باستمرار.

وإذا أخذنا كل دولة على حدى، باستثناء ربما تونس فلم تستطع أي دولة من دول المتوسط أن تخفض من هذا الفارق أو "الفجوة" في مستويات النمو مقارنة بالاتحاد الأوروبي. وتكون هذه الملاحظات ذات معنى وأكثر دلالة، إذا استثنينا من المقارنة الدول الجديدة الأعضاء في الاتحاد الأوروبي. وفي المقابل، بدل حدوث تقارب اقتصادي منظر منذ إطلاق الشراكة الأورو -

متوسطة، نلاحظ على العكس، نف اوثا اقتصادي لبعض الدول وللبعض الآخر تراجع اقتصادي
 إن النمو الاقتصادي، الذي بلغ في المتوسط إلى اقل من 4% سنويا في الفترة 2001-2006 غير كافٍ لعلاج الاختلالات الهيكلية. هناك إجماع من المقرضين الدوليين على أنّ النمو المدعم والمقدر بنسبة 7% يكون ضروري لخلق الشروط الضرورية للان تعاش الاقتصادي. ويبين البنك العالمي أن حوالي 100 مليون من مناصب العمل يجب خلقها أو توفيرها في منطقة MENA في 20 سنة القادمة لمواجهة دورة قوية من نمو السكان النشطين. إنّ نموذج النمو الاقتصادي لم يصل إلى توفير مناصب الشغل الكافية من اجل معالجة جذرية ل مشكلة البطالة وامتصاص العدد المتزايد من الداخلين الجدد والباحثين عن أول فرصة عمل (جزء كبير منهم يعتبر من أصحاب الكفاءات الجامعية). ومن بين العوامل المفسرة لظاهرة البطالة نشير إلى:

- قيود نموذج التنمية القديم (مصطفى النابلي، 2003 و البنك الدولي، 2003).

- التضاؤل السريع للمصادر التقليدية لخلق فرص العمل
- تباطؤ النمو الاقتصادي، وتراجع معدلات التشغيل
- النمو السكاني المرتفع
- فشل برامج التنمية في العناية بالجانب الاجتماعي بالقدر المناسب.
- ارتفاع معدل نمو العمالة المتوسطة، مقابل انخفاض نمو الناتج الوطني.

- وجود بعض المعوقات الاجتماعية والثقافية أدت إلى تؤدي إلى تقاوم ظاهرة البطالة، مثل سوء التخطيط وعدم توجيه التنمية والاستثمار في المجالات المناسبة، بالإضافة إلى ضعف الشعور بقيمة العمل، والرغبة في العمل فقط في مجال التخصص الدراسي، إضافة إلى عدم إقبال الشباب على العمل المهني بسبب نظرة الكثيرين في المجتمع إليه باعتباره من الأعمال الدنيا، وعدم الإقبال على العمل الحر بسبب الخوف من المخاطرة والميل إلى الأعمال المستقرة، وبالتالي التركيز على "سلوك المهنة في أخلاقياتها بالإتقان والجودة والتخصص الدقيق بالنسبة للعمل العربي"، هذا الإتقان كان موجودا من خلال الأسرة ومن خلال مؤسسات المجتمع المختلفة، بوسائل التنشئة الاجتماعية التي تورث مفاهيم الإخلاص والإيمان بلبن العمل يجب أن يتقن اتقانا جيدا وتقوية قيم الاجتهاد في العمل والإبداع

فيه، والنزوع للتعلم المستمر، وتشجيع العمل الخاص، والمشاركة في اتخاذ القرارات.

- كل ما تطوّرت الدول في محاربة الفساد كل ما قلّت فيها مستويات البطالة، لأنه حسب تقرير البنك العالمي هناك ما قد يصل إلى 300 مليار دولار في العالم العربي، لو سُخّر في السنوات الأخيرة لبرامج التنمية الاقتصادية وفي خلق فرص عمل حقيقية للشباب لخفض من مشكلة البطالة.
- عدم التوافق بين المكتسبات من المهارات النوعية وبناء المعرفة، واحتياجات أسواق العمل.

3.2- المبادلات الأورو-متوسطية

تتجسد العلاقات التجارية ما بين الإتحاد الأوروبي وشركائه في جنوب وشرق المتوسط من خلال هيكل للتصدير والاستيراد المتبادل، وضعيات تجارية متباينة (فائض أو خسارة)، تبرهن على وجود ما يسمى بـ"ثبث المنطقة" *effet de zone*. هذه العلاقات ذات طبيعة متعددة، إذ أنها لا تقتصر على السلع والخدمات بل تتوسع لتشمل تنقلات الأشخاص والموارد المالية (إعانات، قروض و استثمارات أجنبية مباشرة).

ونشير هنا، إلى أنّ الفضاء الاقتصادي الأورو-متوسطي نسبيا أقل اندماجا على المستوى التجاري. ففي عام 2006 كانت المبادلات ما بين المنطقتين تمثل فقط نسبة 2.4% من المبادلات العالمية، كما أنّ جنوب المتوسط لم يمثل في السنة نفسها سوى نسبة 3.3% من إجمالي المبادلات التجارية للاتحاد الأوروبي.

ورغم أن التحرير التجاري الثنائي ما بين الإتحاد الأوروبي وكل دولة من دول جنوب المتوسط قد تمّ الالتزام به، فالاندماج التجاري جنوب جنوب يبقى ضعيفا، فحصة التجارة البينية الجهوية لا تتعدى 8% في المتوسط. فشل اتفاقيات التجارة الجهوية (المغرب العربي، منطقة التبادل الحر للدول العربية) يؤكد على نقص في الإرادة السياسية، صعوبات هيكلية والتوجه العمودي لأنظمة الإنتاج الوطنية. إلا أن التزايد في الآونة الأخيرة للعديد من اتفاقيات التبادل الحر على مجال جهوي (اتفاق أغادير الموقع بين المغرب، تونس، مصر والأردن في 2004) أو ثنائية (خاصة بين تركيا ودول أخرى من جنوب المتوسط) يُترجم بانتعاش في المبادلات الجهوية البينية.

كما أنّ درجة انفتاح اقتصاديات دول جنوب وشرق المتوسط على التجارة الخارجية، تختلف نسبيا من دولة إلى أخرى، إذ عرف معدل انفتاح هذه الدول الشريكة تسارعا كبيرا في السنوات الأخيرة. غير أنّ ضعف

المعدل يظهر إذا ما قورن بمناطق أخرى من العالم، كالدول الكبرى في شرق آسيا (إندونيسيا وكوريا الجنوبية وتايلندا)، والدول الأكثر ديناميكية في أوروبا الشرقية (بولونيا والمجر)، بينما هو أكبر من الدول الكبرى في أمريكا الجنوبية (الأرجنتين و البرازيل والمكسيك). وتحفظ هذه الدول بمعدلات حماية جد عالية، رغم بداية تحرير المبادلات في الثمانينات. ونشير إلى أن تركيا هي الاستثناء نظرا لاستكمالها عملية التخفيض الجمركي والانتقال إلى نظام إتحاد جمركي مع الإتحاد الأوروبي.

إن دراسة طبيعة الصادرات لدول جنوب وشرق المتوسط يبين الحصة المرتفعة للسلع المصنعة من إجمالي الصادرات. أما تطوّر حصة المواد الأولية وخاصة المحروقات. فيمكن تصنيف دول جنوب وشرق المتوسط إلى ثلاثة مجموعات:

- إسرائيل التي تملك قاعدة صناعية متنوعة، وعلى نسبة مهمة من المبادلات الفرعية؛

- تركيا وتونس فإنّ صادراتها منذ الثمانينات من السلع المصنعة تحتل مرتبة معتبرة، ولكّنها تخص مجموعة معينة من السلع ذات الكثافة في اليد العاملة؛

- أما الجزائر ومصر فإنّ صادراتها تتميز بسيطرة المواد الأولية (المحروقات، وكذلك القطن بالنسبة لمصر).

4.2- النسيج الإنتاجي لدول جنوب المتوسط أقل اندماجا في الشبكات الجهوية/الشاملة للإنتاج. وهو ما يبين ضعف تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة نحو دول جنوب المتوسط الملاحظ في السنوات الأخيرة خلال في الاندماج الجهوي لأنظمة الإنتاج وللأسواق المالية.

هذه التدفقات تحتل مكانة هامشية في مجموع التدفقات القادمة من الإتحاد الأوروبي. كما أنّ هذه الأخيرة تتناقص تدريجيا (2% في عام 2004، مقابل 3% في عام 1994).

5.2- إذا كان الوزن الاقتصادي لتدفقات الاستثمارات الأجنبية يتفاوت من دولة إلى أخرى، حسب حجم ودرجة التدويل، فإن حصتها من مصادر التمويل الخارجية مرتفع نسبيا، وإذا استثنينا المداخل البترولية في 2005، فليقّ الاستثمارات الأجنبية المباشرة كانت تمثل في المتوسط حوالي 4.8% من الناتج المحلي الإجمالي، مقابل 6% لتحويلات المهاجرين، مداخل السياحة فقط 2.6% في شكل إعانات عمومية للتنمية.

3- قراءة أولية لاتفاقيات برشلونة

1.3- وقعت اتفاقيات برشلونة في عام 1995، وكانت ترمي إلى تحديد مبادئ طموحة وجديدة للتنمية الجهوية المشتركة، القائمة على شراكة اقتصادية وسياسية وثقافية. على المستوى الاقتصادي، ف إن هذه الشراكة هدفت إلى وضع حيز التطبيق منطقة تبادل حرّ أورو -متوسطية في أفق 2010، من أجل تسريع النمو الاقتصادي لدول جنوب المتوسط، والمساهمة في تخفيض التفاوتات الاجتماعية وتشجيع التقارب الاقتصادي مع الاتحاد الأوروبي.

وبعيدا عن الجانب السياسي والثقافي والاجتماعي يمكن تسجيل الملاحظات التالية على مضمون الإعلان فيما يتعلق بالجانب الاقتصادي:

- كانت إحدى نتائج السياسة الأوروبية المتوسطة الجديدة اقتراح الشراكة على الطرف الجنوبي للاتحاد الأوروبي الذي يتألف بشكل رئيسي من بلدان جنوب وشرق المتوسط. ولا يرتقي هذا المفهوم الجغرافي إلى مرتبة التعريف الجغرافي الصحيح للمنطقة المتوسطية، ويفتقر في نفس الوقت إلى تجانس العوامل الثقافية والاجتماعية الضرورية لبناء نظام إقليمي. كما أن الوضع يختلف عن الارتباط مع بلدان أوروبا الوسطى والشرقية، إنّه ليس محاولة لبناء منطقة أوروبية أوسع بل هو يأخذ شكل دمج بين منطقتين، تنضوي منطقة تحت هيمنة المنطقة الأقوى فيهما، ونشير إلى أنّ المنطقة الجنوبية في ذات الوقت ليست مشمولة كتجمع في مقابل الاتحاد الأوروبي، لان المفاوضات مع بلدان شرق وجنوب المتوسط تجري على أساس ثنائي وبشكل انتقائي. وهكذا استثنيا ليبيا من هذه المفاوضات (مهدي الحافظ، 2000).

- سجّل إعلان برشلونة تراجعا عن مبدأ عدم المعاملة بالمثل الذي كانت الاتفاقيات السابقة تمنحه للمنتجات الصناعية في دول جنوب وشرق المتوسط (باستثناء إسرائيل).

- تشترط الاتفاقيات في كل بنودها ضرورة انسجام أحكامها مع الالتزامات المترتبة على إنشاء منظمة التجارة العالمية و أحكام الاتفاقية العامة للغات وبالتالي تصبح هذه الاتفاقية جزءا من إطار العولمة الذي لا يأخذ بالحسبان اختلاف مستويات النمو بين الدول الصناعية والدول النامية، وهذا يجعل من الشراكة الأوروبية المتوسطية نقطة عبور إلزامية نحو آلية

ضبط عالمية (عولمة) وفي أحسن الحالات ستكون مجرد تكامل إقليمي بين المركز (أوروبا) والدول المحيطة به (الدول المتوسطية).

- يشير الإعلان إلى إجراء تصحيح هيكل اقتصادي اجتماعي يتيح تنشيط القطاع الخاص وبناء نظام مؤسساتي ملائم لاقتصاد السوق ، غير أن الإصلاحات الاقتصادية التي طبقت في بلدان العالم الثالث برعاية البنك وصندوق النقد الدوليين قادت إلى مآسي اجتماعية وتراجع اقتصادي كبير في عدد غير قليل من الدول، حيث تؤكد تجارب المكسيك وتونس ودول أمريكا اللاتينية أن النجاحات الدولية التي حققتها الإصلاحات الاقتصادية ما لبثت أن تحولت إلى إخفاقات كبيرة فيما يتعلق بتراجع معدل النمو وارتفاع العجز في الميزان التجاري وكذلك في زيادة المديونية الخارجية، ناهيك عن زيادة معدلات البطالة وتردي أوضاع الطبقات الاجتماعية الفقيرة.

- ينص إعلان برشلونة على تحديد تجارة المواد غير زراعية تدريجيا وحرية دخولها إلى أسواق الطرفين على أساس تفضيلي متبادل دون الأخذ بالحسبان الفرق الكبير في إنتاجية العمل الزراعي بين المجموعتين ولا في نسبة السكان الزراعيين في مجموع السكان، يُضاف إلى ذلك أن اختلاف الشروط المناخية ونقص المياه في الجنوب المتوسط يزيد من تكلفة الإنتاج الزراعي ويخفض من القدرة التنافسية للمنتجات الزراعية المتوسطية وبخاصة بعد بلوغ حد كبير من الاكتفاء الذاتي الأوروبي من المنتجات المتوسطة بانضمام اليونان وإسبانيا للاتحاد.

- الشراكة الأوروبية المتوسطية بالصيغة التي تطرح فيها من خلال إعلان برشلونة مشروع أوروبي خالص يتوجه لتحقيق الأهداف الأوروبية على نحو واضح:

- إدماج اقتصاديات الدول المتوسطية في اقتصاد السوق؛
- جذب الاقتصاديات المتوسطية في اقتصاد السوق؛
- التركيز على معالجة قضية الهجرة المتوسطية إلى أوروبا وبخاصة الهجرة غير المشروعة وضرورة تحمل الدول المصدرة للمهاجرين غير الشرعيين إلى الأقطار الأوروبية مسؤولية إعادتهم إليها؛
- تحرير تجارة المواد المصنوعة في الاتجاهين وعلى أساس المعاملة بالمثل مع إلغاء نظام الأفضليات المعممة، وهذا من شأنه أن يفتح أسواق بلدان جنوب وشرق المتوسط أمام الإنتاج الأوروبي المتفوق تكنولوجيا

والأقوى تنافسيا دون مقابل نظرا لعدم توافر إنتاج صناعي يمكن أن يصدر إلى أوروبا.

- 2.3- إن مسار برشلونة سيؤدي إلى إحداث نوعين من الصدمات على الدول المشاركة في هذه العملية: (Mihoub, M , 2007, p5)
- أ- صدمة العرض: (Choc d'offre) بسبب التفكيك الجمركي الذي تقوم به الدول المعنية بمسار برشلونة، والقادر على خلق مكاسب متعلقة بالإنتاجية (تحفيز ترشيد الإنتاج في ظل محيط أكثر تنافسية)، ومتعلقة بالتنافسية (تخفيض تكلفة السلع الوسيطة المستوردة).
- ب- صدمة الطلب: (Choc de demande) الناتج عن انفتاح الصادرات على سوق واسع.

كما أنه على المدى المتوسط، فلنّ وضع حيز التطبيق لمنطقة تبادل حر ترمي إلى تحقيق إعادة تخصيص عناصر الإنتاج وتشجيع إعادة هيكلة صناعية في قطاعات النشاط التي يمكن للدول المتوسطة أن تُثمن فيها مزايا نسبية مكتسبة أو مبنية. هذا الانتقال الإنتاجي يجب أن يساهم في إزالة وضعيات الريع، التي أساءت على مستوى واسع للفعالية الشاملة ومصداقية هذه الاقتصاديات، وإلى خلق جوّ من اللاتقة في مناخ الأعمال.

- 3.3- تشير العديد من الدراسات إلى أنّ نجاح مسار الاندماج الأورو - متوسطي يركز على ثلاثة شروط أساسية من أجل تعظيم مكاسب التبادل الحر وتخفيض تكاليف التصحيح:

أ- الاستقرار الاقتصادي الكلي:

من خلال تخفيض التضخم، استدامة المالية العمومية، كما أن تحسين الوضعية الخارجية يجب أن يترافق مع الانفتاح التجاري للسماح بتسيير أحسن للعمليات (تخفيض حقيقي للعمليات يعني انخفاض القيود التعريفية)، وإقامة مناخ من الثقة للمستثمرين (مصادقية واستقرار السياسات الاقتصادية الكلية).

ب- تحرير الاقتصاد:

الانفتاح التدريجي على المنافسة (الوطنية والأجنبية) لأسواق عوامل الإنتاج، السلع والخدمات، وإعادة تحديد آليات الضبط يجب أن يسهل تخصص أكثر فعالية للموارد المتاحة.

ج- وضع حيز التطبيق لإصلاحات هيكلية ومؤسسية:

من بينها إصلاح الجباية (من أجل تعديل هيكل الإيرادات الجبائية نحو الرسوم المحلية)، خوصصة المؤسسات العمومية (لترشيد أداة الإنتاج)، وإجراءات المرافقة الاجتماعية (لدعم آليات الحماية الاجتماعية وتقليل تكاليف الانتقال المحتملة من طرف الشرائح الأكثر فقرا من السكان) تمثل عناصر هامة.

جدول 3: وضعيات الشراكة ما بين الاتحاد الأوروبي و الدول المتوسطية

الدولة	تاريخ التوقيع	الدخول حيز التطبيق	التاريخ المتوقع لنهاية التفكيك الجمركي
الجزائر	22 افريل 2002	سبتمبر 2005	2017
مصر	25 جوان 2001	جوان 2004	2016
إسرائيل	20 نوفمبر 1995	جوان 2000	2012
الأردن	24 نوفمبر 1997	ماي 2002	2014
لبنان	17 جوان 2002	في طريق التوقيع	2014
المغرب	26 فبراير 1996	مارس 2000	2012
الأراضي الفلسطينية	24 فبراير 1997	جويلية 1997	2009
سوريا	19 أكتوبر 2004	في طريق التوقيع	2021
تونس	17 جويلية 1995	مارس 1998	2008

Source: Commission Européenne

4.3- إنّ قراءة أولية لمشروع الشراكة يتّيح لنا بالقول بلنّ إطلاق مسار التحرير التجاري يُمثّل مكسباً من مكاسب الشراكة الأوروبية-متوسطية، فمجموع الدول التزمت بإلغاء تدريجي وشبه كلي للقيود التعريفية وغير التعريفية، التي سنتتهي بإقامة منطقة جهوية للتبادل الحر. وعلى هذا الأساس، يجب تفعيل هذا المكسب، بإزالة أولاً، الإجراءات البيروقراطية من جهة، والمقاومة السياسية في بعض دول جنوب المتوسط من جهة أخرى التي قادت إلى تطبيق بطيء للاتفاق.

نشير إلى أن عرض الشراكة الأورو -متوسطية لا يتوقع آفاق أخرى سوى اندماج في منطقة تبادل حرّ والتي تستثني الانتقال الحرّ للأفراد ويحتفظ ببعض الاستثناءات (وخاصة في مجال السلع الزراعية والخدمات). بينما نعلم أن النفاذ للسلع الصناعية للأسواق الأوروبية كان مضمونا عن طريق نظام مسبق للتفضيلات (1976). أيضا، ليس هناك أي آليات واضحة تشجع على وضع حيز التطبيق لإصلاحات هيكلية . وأخيرا، هناك حالات من التوترات أو القلاقل السياسية قد تعرقل ديناميكية انضمام متناسق و مجمع عليه.

وافق الاتحاد الأوروبي مسار برشلونة عبر نوعين من آليات التمويل ؛ - برنامج MEDA (صندوق دعم التنمية وعلى الانتقال الاقتصادي) Fond d'appui au développement et à la transition économique وتمويلات البنك الأوروبي للاستثمار (يضاف إليه التحويلات الثنائية للدول الأعضاء). ورغم ما قدمته هذه الآليات من مساعدة معتبرة للتصحيح الهيكلي، فإن الالتزام لم يكن في مستوى طموحات الدول. ونشير إلى أنه في الوقت الذي تلقت فيه الدول المتوسطية أقل من 2 أورو إعانة أوروبية عن كل فرد سنويا ما بين 1995 و 2004، فإنها بلغت في دول أوروبا الشرقية حوالي 27 أورو. (Mihoub, M , 2007, p7)

ورغم أنه من السابق لأوانه استنتاج حصيلة واضحة لمسار برشلونة ، فإن العديد من الدراسات تناولت التأثير الذي ستمارسه هذه الاتفاقيات على اقتصاديات بلدان جنوب وشرق المتوسط، وبينت أن تأثير الاتفاقية على دول الاتحاد الأوروبي سيكون ضعيفا، وستؤدي التخفيضات التدريجية للتعريفات الجمركية وللقيود غير الكمية في البلدان المتوسطية الموقعة على هذا الاتفاق إلى ارتفاع بسيط في الصادرات الأوروبية نحو هذه الدول.

4 - الاتجاهات الحديثة للاستثمارات الأجنبية المباشرة في منطقة جنوب المتوسط

1.4- تقييم مناخ الاستثمار في المنطقة

يحتل استقطاب الاستثمارات الأجنبية المباشرة مكانة رئيسية في سياسات التنمية لدول جنوب المتوسط، سواء المكاسب المنتظرة في مجال نقل التكنولوجيا، عصرنة وتنويع النسيج الصناعي، النفاذ إلى الأسواق الجهوية أو العالمية وترقية الاستثمار الخاص وهي جد هامة. وعلى هذا الأساس، تسعى الدول المعنية بمسار برشلونة أن يدعم هذا الأخير جاذبية

دول المنطقة من خلال إعطاء مصداقية لسياسات الانفتاح المتبناة والتحرير الاقتصادي الموضوعة حيز التطبيق.

إنّ تحليل حجم تدفقات الاستثمارات الأجنبية يُظهر وضعية هامشية لحصة دول جنوب المتوسط من هذه التدفقات، إذ أنّها لم تتلق سوى على أقل من 3% من هذه الاستثمارات في عام 2005 (2%) لدول إفريقيا جنوب الصحراء).

نستطيع القول أنّ دول جنوب وشرق المتوسط تمتاز بجاذبية متغيرة و لكنّها ضعيفة باستثناء ميزة القرب الجغرافي. فبماذا يفسر أنّ هذه المنطقة من أقل المناطق جاذبية للاستثمارات الأجنبية المباشرة؟ هناك العديد من العوامل المفسرة لهذا التهميش وضعف الجاذبية للاستثمارات الأجنبية يمكن الإشارة إلى البعض منها:

1.1.4. حجم وديناميكية السوق

كل الدراسات المنجزة تتفق على أنّ الاستثمارات الأجنبية تعطي أهمية قصوى لحجم وديناميكية السوق الذي تتواجد فيه، فالسوق جنوب جنوب هو سوق مجزئ بواسطة حواجز جمركية هامة، قدرته الشرائية ضعيفة وديناميكيته لا تسمح بإشباع وتلبية هدف تواجد الشركات، إضافة إلى غياب سوق جهوي متكامل، الناتج من جهة عن انغلاق الأسواق الوطنية (كل دولة تتميز بحجم غير كاف لإنتاج آثار مشجعة بما فيه الكفاية) ومن جهة أخرى النقص الملاحظ في الهياكل القاعدية للنقل والاتصال الجهوية، وهذه تمثل نقطة ضعف لجاذبية الدول المتوسطية التي يمكن تصحيحها عن طريق إقامة مناطق تبادل حر جنوب جنوب.

2.1.4. خطر الدولة

هو المعيار الأول الذي تأخذه الشركات متعددة الجنسيات بعين الاعتبار وخاصة تلك الشركات المتخصصة في السلع الوسيطة. ويقصد بهذا المعيار تلك الطريقة التي تتم بها عملية الانتقال الاقتصادي ومرحلة الاستقرار. ونحن نعلم أنّ نتائج السنوات الأولى الناتجة عن عمليات الاستقرار الاقتصادي ستؤدي إلى ضغط اجتماعي نتيجة ارتفاع معدلات البطالة، ارتفاع مستوى الفقر وهنا نسجل الملاحظات التالية:

- عرفت أغلب الدول المتوسطية عمليات انتقال طويلة دون أزمات اجتماعية كبرى، العملية طويلة، تدعمت التوازنات الاقتصادية الكلية أكثر

فأكثر، والتحرير جاري حاليا ومواصفات التسيير تنتشر في كل الدول المتوسطة تقريبا.

- هناك جيوب مختلفة ومتصاعدة للبطالة والفقر الدائم.

ونشير إلى أن خطر الدولة هو أقل حدة مما هو موجود في بعض دول أمريكا الجنوبية وآسيا. وهنا يمكن أن نقول أن الخاصية التوسعية لإعلان برشلونة هو مكسب هام.

3.1.4 الإطار القانوني

يتمّ تكييف قوانين الاستثمار مع ما هو موجود في العديد من الدول في العالم. المزايا الجبائية هامة وعلى العموم فإنّ الإطار التنظيمي الذي ينظم الاستثمار الأجنبي في الدول المتوسطة تصنّف ضمن الشريحة المتوسطة مقارنة مع الدول الناشئة الأخرى.

4.1.4 شروط الإنتاج والاستغلال

هي عناصر محدّدة للشركات التي ترغب في إقامة مخطط إنتاج عناصر أو مركبات لمنهج نهائي، وهنا يمكن أن تلعب العناصر التالية دورا هاما:

- **تكلفة اليد العاملة منخفضة مقارنة مع أوروبا:** هذه الميزة - التكلفة

الوحدوية للعمل - غير موجودة مقارنة بالصناعة الأوروبية إزاء الدول الناشئة والمنافسة للدول المتوسطة. وفي إطار تحرير شامل للمبادلات ضمن المنظمة العالمية للتجارة - اتفاقيات متعددة الأطراف - فإنّ هذه الميزة ستحتفي وخاصة في قطاع النسيج، الصناعات الغذائية. هناك بعض العوامل الضرورية التي بإمكانها الاحتفاظ بجاذبية هذا العامل - تطوير التكوين بالنسبة للمهندسين والتقنيين، إذ يُسجّل نقص في هذا المجال، إلى جانب تحسين وترقية النظام التربوي، وكذا تخفيض متسارع للحواجز أمام تواجد الشركات، وتحسين الكفاءات في مجال التسيير.

- **إتجاهية النخبة العاملة:** إنّ تجربة المناطق الأخرى في العالم تبين أن العملية التي على أساسها تدخل الشركات في دولة ما ليست خطية ؛ فهناك حدود قصوى تقود إلى عمليات تراكمية في بعض القطاعات يمكن أن تنشئ، لأنّ شركة ما لا تريد التخلي عن سوق منافسيها أو بسبب أثر تكون تخصص مولد لوفورات مختلفة - رأس مال بشري مؤهل، كفاءات تقنية - هذه الآثار بدأت تؤدي دورا هاما في الدول المتوسطة. وعلى العموم، تُبقى

الدول المتوسطة مجهوداتها في وضع مناسب مع المعايير (باستثناء الحواجز على الصادرات وضعف حجم السوق المحلي).

● **نقص في مرونة سوق العمل:** تتميز سوق العمل في المنطقة بمرونة ضعيفة، مما يدفع الشركات الأجنبية بالاستثمار في مناطق تكون فيها التشريعات الاجتماعية أكثر جاذبية. ولذلك، وبسبب التحرير الاقتصادي وشدة المنافسة، فإن معظم دول المنطقة تسعى إلى تخفيض تكاليف الإنتاج، وخاصة على مستوى النشاطات ذات الكثافة في اليد العاملة، من أجل رفع جاذبيتها، كما أن هناك بعض الدول عملت على تكييف تشريعاتها من أجل تخفيض تكاليف الإنتاج الاجتماعية ورفع مرونة سوق العمل.

5.1.4. **طبيعة مناخ الأعمال:** يبقى مناخ الأعمال في الدول المتوسطة في وضعية غامضة، وأحد العراقيل التي تحد من تطوير عمليات الاستثمار واحد هذه العوامل:

- ممارسات مقيدة لسياسات الاستثمارات الأجنبية المباشرة؛
- غياب إستراتيجية صناعية تسمح بجذب وتطوير فروع ذات قيمة مضافة كبيرة؛
- تكاليف الصناعات مازالت عالية وتعرقل المستثمرين ، وعلى هذا الأساس، من الصعب خلق مؤسسة في هذه المنطقة بسبب تعقد الإجراءات، المدد وأهمية رأس المال الأولي لهذا النوع من الصناعات؛
- هناك إشكالية عند الحديث عن السياسات التقييدية من طرف الدول المتوسطة الشريكة في مجال الاستثمارات الأجنبية المباشرة، فبينما أخذت قوانين الاستثمار منحى أكثر ليبرالية من خلال تعديل قوانين الاستثمار في أغلبية الدول، ما تزال سياسات مواجهة الاستثمارات الدولية مقيدة.
- بعض الدول مازالت تضع قيودا حول المساهمة الأجنبية في بعض المؤسسات المحلية، هذا التقييد يمكن أن يمسّ مجموع القطاعات أو بعض القطاعات الحساسة. كما أن بطئ إعادة انفتاح القطاع المصرفي يمثل أحد العراقيل لجذب الاستثمارات، النفاذ إلى القروض وسوق رؤوس الأموال صعب للمتعاملين، وأصعب إذا كان الأمر يخص الأجانب.

جدول 4: عدد إجراءات ومدد إنشاء مؤسسة جديدة

إنشاء مؤسسة		
عدد الإجراءات	المدد (الأيام)	
18	29	الجزائر
13	43	مصر
11	36	المغرب

46	10	تونس
46	6	لبنان
42	10	سوريا
98	14	الأردن

Source: Banque Mondiale

- تكاليف نقل الأشخاص والبضائع على مستوى الفضاء المتوسطي من أكبر التكاليف في العالم، تعقد الإجراءات الجمركية، طول مدة بقاء الحاويات في الميناء - أكثر من شهر في بعض الدول؛
- تكاليف ونوعية الخدمات المالية أحد العراقيل التي يتم الإشارة إليها عادة من طرف المتعاملين الأجانب الذين يشتغلون في الدول المتوسطة. سوق رؤوس الأموال الذي تم فتحه يبقى عمليا صعب الدخول. كما أنّ العمليات مع الخارج أو بالعملة الصعبة تبقى خاضعة لإجراءات طويلة ومعقدة بما فيها في الدول التي أزلت الرقابة على الصرف؛
- شبكات الاتصال في العديد من الدول المتوسطة - باستثناء إسرائيل وتركيا. تعرف تأخرا هاما يحد من النشاطات الاقتصادية، تكاليف الدخول بواسطة الانترنت مرتفعة بما فيها للمؤسسات و عرض الخدمات مازال صعبا.

6.1.4. إستراتيجية جذب الاستثمارات غير كافية

إن سياسات جذب الاستثمارات تركز على منح مزايا مالية وجبائية، هذه السياسات غير الانتقائية نجدها في بعض الحالات معزولة عن المحيط الصناعي المحلي، وصناعات الملابس خير مثال على ذلك، فهي تستورد المواد الأولية من أوروبا، أو آسيا بدون أن تفيد الصناعة المحلية من السوق الذي تمثله مدخلاتها. (ففي تونس مثلا، يتطلب تصدير 1 دينار من النسيج 0.76 دينار من الواردات مثلا).

الفارق في تكلفة اليد العاملة غير كافية من أجل ضمان تطوير الفروع ذات القيمة المضافة المحلية، فلتكاليف المباشرة لليد العاملة تمثل نادرا في الصناعات التحويلية بأكثر من 20% من التكلفة الإجمالية للمنتجات. فمثلا تعتمد صناعة الإلكترونيك في جنوب وشرق آسيا أكثر فأكثر على تكلفة اليد العاملة الضعيفة المحلية، إضافة أيضا سهولة التمويل بالمركبات، حيث الأسعار منخفضة مقارنة بما هو موجود في الدول الصناعية. الجاذبية هنا مباشرة ومرتبطة بنوعية و تنافسية النسيج الصناعي الذي تتواجد فيه هذه المؤسسات. وعكس الدول الآسيوية في الستينات، فإن الدول المتوسطة لم

تطور إلى حد الآن إستراتيجية التجمعات القطاعية "الضرورية لجذب الاستثمارات الأجنبية ذات المحتوى الكبير من التكنولوجيا".
كما أنّ العديد من القطاعات الصناعية الهامة اليوم تحوّل كتلتها السعرية نحو دول شرق أوروبا ، حيث تجد حاليا نسيج اصناعي مكثف بما فيه القطاعات التكنولوجية محيطا وذو نوعية.
يلعب الحل في التكوين، تحسين الهياكل القاعدية، تنظيمات التمويل وتبني إستراتيجية صناعية واضحة وأكثر انتقائية والتي على أساسها يتم تنسيق مختلف السياسات الاقتصادية.
ما زالت تكاليف الصفقات التي تواجه المتعاملين الصناعيين في الدول المتوسطة عالية من مختلف دول المنطقة في مجهوداتها لجذب الاستثمارات المباشرة.

7.1.4. حلّ النزاعات

التحدي الأخير الذي يشار إليه من طرف المستثمرين الأجانب مناخ عدم الاستقرار القانوني الذي يحيط العمليات التجارية والمالية ، فمعالجة قضية بسيطة على مستوى المحاكم يمكن أن يأخذ عدّة سنوات ، كما أن غياب الثقة لدى المستثمرين في الأنظمة القانونية الوطنية يقود إلى اللجوء إلى التحكيم الدولي لحل النزاعات ذات الطبيعة المالية أو التجارية. وإذا كان هذا الأخير قد أصبح قاعدة في العقود التي تربط المستثمرين الأجانب مع الدولة، فإنّ عمليا أكثر تعقيدا لوضعه حيّز التطبيق على مستوى العقود التجارية التي تربط الأشخاص الطبيعيين والمعنويين.

كل هذه العناصر التي ما زالت تُمثل أحد عراقيل تطوير الاستثمارات المباشرة على مستوى المنطقة، وه ذا يتطلّب إدماج المستثمر الأجنبي في إستراتيجية صناعية متجانسة، ووضع حيّز التطبيق لإجراءات عملية فعّالة، وهذا يتطلب أن تطوّر الإدارة في الوقت الذي تنفتح فيه الدولة على الخارج، فإدارة ذات كفاءة وفعالية يمكن أن تحسن من مناخ الأعمال.

5 - وضعية وخصائص الاستثمارات الأجنبية المباشرة في دول جنوب و شرق المتوسط

2.5- عرف حجم الاستثمارات الأجنبية المباشرة في السنوات الأخيرة نموا معتبرا، إذ انتقلت حصّة دول جنوب المتوسط من أكثر من 7 مليارات من الدولارات سنويا ما بين 1997 و2000، إلى أكثر من 14 مليار ما بين 2001 و2005 وحوالي 50 مليار دولار للعام 2006. (أنظر الملحق رقم 1).

هذا الارتفاع في حجم الاستثمارات الأجنبية يعود إلى عوامل داخلية وأخرى خارجية:

أ- تستفيد دول الجنوب المتوسط إيجابيا من ارتفاع أسعار البترول منذ 2003. هذا التطور أثر على تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة على ثلاثة مستويات:

أولاً: بتحسين مردودية مشاريع الاستثمار في قطاع المحروقات (استكشاف، استغلال وتكرير)، ثم بانتعاش مشاريع الاستثمار في قطاع الطاقة (وخاصة القابلة للتجديد أو البديلة في الدول البترولية)، وأخيراً، إعطاء دفع جديد للاستثمار الأجنبي تحت تأثير إعادة رسكلة البترودولارات لدول الخليج (وخاصة الإمارات العربية المتحدة، الكويت، العربية السعودية وقطر).

ثانياً: تسارع عمليات التنازل عن الأصول العمومية (و خاصة عبر برامج الخصخصة واستغلال شبكات الاتصالات) خلق بالتأكيد أهم فرص الاستثمار.

ثالثاً: عرفت شروط استقبال الاستثمارات الأجنبية تحسناً مهماً، سواء تعلق الأمر بالإطار القانوني لحماية الاستثمارات، الإجراءات الجبائية المحفزة أو تهيئة المناطق الصناعية أو التكنولوجية المكيفة (عملت كل من إسرائيل، تركيا، مصر، تونس والمغرب على تطوير أقطابها التكنولوجية أو مناطق نشاطها المتقدمة).

ب- كما أنّ العوامل الخاصة لكل دولة مثلت عناصر محرك ومحددة: أثر فتح مفاوضات الانضمام تركيا إلى الاتحاد الأوروبي إيجاباً على قرارات الاستثمار من خلال أثر الاستباق (effet d'anticipation) بدعم مناخ الثقة، برنامج الانفتاح والإنعاش الاقتصادي الجزائري الممول من الميزانية العامة للدولة، تبني مصر في 2004 لسياسة التنافسية القائمة على الاستثمار الأجنبي، أو أيضاً الانفتاح السياسي للدولة التي كانت حمائية في مواجهة رؤوس الأموال الأفقية مثل سوريا وليبيا.

2.5- إضافة إلى هذا التوزيع لمصادر الاستثمارات، هناك توجه قطاعي جديد. فإذا كانت الدول الأوروبية أقلّ فعالية نسبياً في الشرق الأوسط، فهي مازالت تحتل مكانة رئيسية في دول المغرب العربي (المغرب وتونس)، صعود الولايات المتحدة يقابله انتعاش الاستثمارات في قطاع المحروقات (الجزائر، مصر وليبيا) وأقل حدة في قطاع الخدمات المالية،

أخيراً، مستثمرو دول الخليج ينشطون في 3 مجالات من النشاط: السياحة، العقار السكني وقطاع الاتصالات. يتم الاستثمار القادم من الدول الناشئة أساساً في القطاعات التي كانت لحد الآن محمية وفي بعض الحالات في قطاعات مرتبطة بالصناعة الثقيلة (الهند في استخراج المعادن، الصين في البناء والأشغال العمومية، جنوب أفريقيا في قطاع المناجم).

ونشير إلى أنه في عام 2006، أصبح المستثمرون القادمون من دول الخليج يحتلون المرتبة الأولى، كما تدعمت وضعية المستثمرون من أمريكا الشمالية (الولايات المتحدة وكندا). وفي المقابل يلاحظ التراجع النسبي للمستثمرين القادمين من أوروبا.

كما يلاحظ، دخول مستثمرين جدد من بعض الدول الناشئة التي تحتل مكانة متقدمة على مستوى الأسواق المتوسطة (جنوب إفريقيا، الصين، البرازيل، كوريا الجنوبية، الهند وروسيا).

جدول 5: مناطق مصدر المشاريع نحو الدول المتوسطة حسب السنوات

عدد مشاريع 2006	مشاريع (%) 2006	مشاريع (%) 2005	مشاريع (%) 2004	مشاريع (%) 2003
343	%43.5	%49.9	%56.0	%63.5
142	%18.0	%18.0	%16.4	%16.6
172	%21.8	%14.8	%11.7	%8.3
46	%5.8	%5.6	%4.4	%4.6
70	%8.9	%8.8	%8.5	%4.6
15	%1.9	3.1	%2.9	%2.5
788	%100.0	100.0	%100.0	%100.0

جدول 5: تابع

قيمة مشاريع 2006 (أورو)	مشاريع (%) 2006	مشاريع (%) 2005	مشاريع (%) 2004	مشاريع (%) 2003
16248	%25.0	%46.3	%55.3	%46.5
20073	%30.9	%18.6	%8.0	%27.3
23701	%36.4	%20.0	%19.5	%12.1
2261	%3.5	%3.9	%0.5	%13.8
2588	%4.0	%5.4	%5.6	%0.3
186	%0.3	%5.8	%11.1	%0.0
65058	%100.0	%100.0	%100.0	%100.0

Source: ANIMA-MIPO, en nombre de projet et montant en millions d'euros, page 19.

3.5- يبين الجدول رقم (6) والذي سيأتي حصّة الاستثمارات الأجنبية المباشرة مقارنة بالتدفقات المالية الخارجية الأخرى التي تغذي منطقة جنوب المتوسط. فرؤوس الأموال الداخلة في ارتفاع متزايد، الإعانات العمومية للتنمية على مستوى المنطقة تتناقص لصالح المداخل الأخرى،

بينما تحويلات المهاجرين (تضاعفت خلال 10 سنوات)، إيرادات السياحة (تضاعفت 3 مرّات ما بين 1995 (12.5 مليار دولار) و 2005 (42.7 مليار دولار) والاستثمارات الأجنبية المباشرة (التي تتزايد تدريجيا) تأخذ أهمية متزايدة، وفي سنة 2006 أصبحت الاستثمارات الأجنبية المباشرة المصدر الخارجي الأهم في المنطقة (MIPO,2005, p13)

جدول 6: أهمية أهم المداخل الخارجية في منطقة المتوسط

مداخل السياحة 2005 المنظمة العالمية للسياحة	الاستثمارات الأجنبية المباشرة 2005 الاوكتناد	
178	1081	الجزائر
6851	5376	مصر
1900	5587	إسرائيل
1441	1532	الأردن
5411	2573	لبنان
4617	2933	المغرب
-	-	فلسطين
2130	500	سوريا
2063	782	تونس
18152	9681	تركيا
42743	30045	MEDA-10
%44	%31	% 2004-2005
24797	8942	MEDA-10
2003	2003	(2003)
%44	%16	%2003-2002

جدول 6: تابع

المجموع	إعانات عمومية للتنمية 2004 البنك العالمي	تحويلات المهاجرين 2004 البنك العالمي	
3959	313	2460	الجزائر
11758	1458	3341	مصر
8382	479	398	إسرائيل
5065	581	2288	الأردن
9588	265	5723	لبنان
11012	706	4221	المغرب
1828	1136	692	فلسطين
3250	110	855	سوريا
3450	328	804	تونس
23403	257	692	تركيا
96553	5633	18133	MEDA-10
%100	%6	%19	% 2004-2005
56673	9235	13700	MEDA-10
	2002	2003	(2003)
%100	%16	%24	%2003-2002

Source: MIPO, Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006, page 12.

4.5- التنوع النسبي لمصادر الاستثمارات الأجنبية لا تترافق مع تنوع كاف لقطاعات النشاط. تبقى تدفقات الاستثمارات على العموم مركزة في النشاطات ذات المردودية الآنية، أو القطاعات المضاربة.

وأثناء الفترة 2003-2006 تقريبا تم امتصاص حوالي 3 أرباع تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة من طرف 5 قطاعات هي: المحروقات، الاتصالات، القطاع البنكي، السياحة والعقارات. وهذا يؤكد أهمية تنوع المشاريع ذات الطبيعة المالية أو الربعية.

إنّ التوجّه القطاعي في أغلبيته صناعي 55% أكثر فأكثر، خاصة في قطاع الخدمات، البنوك والتأمين وفي عدد قليل من القطاعات كصناعة السيارات، الصناعات القاعدية (الإسمنت، الكيمياء، السلع البترولية - الصناعات ذات الكثافة في العمل - الألبسة والخياطة)، المالية، السياحة. وحديثا في مجال الاتصالات.

كما أننا إلى جانب ذلك نسجل تخصصا جغرافيا للدول الأوروبية، ففرنسا التي تستثمر أكثر في المنطقة، تتركز في المغرب ولبنان. أما المؤسسات الإيطالية حول مالطا، تركيا وتونس (الدولتين مع بعض تمثّلان نصف مجموع الاستثمارات المباشرة في مصر)، المستثمرون من ألمانيا متمركزون في إسرائيل وتركيا، بينما الإنجليز يهتمون أكثر بقبرص، مصر والأردن، وتتواجد المؤسسات الإسبانية بقوة في المغرب.

كما يختلف سلوك الشركات المتعددة الجنسيات في هذه المنطقة، فالإتحاد الأوروبي والولايات المتحدة توزع الاستثمارات الأجنبية المباشرة على كل القطاعات. وللدول العربية واليابان لها إستراتيجية مستهدفة قطاعيا، الأولى في الوساطة المالية والسياحة والثانية في قطاع السيارات، مما يبين أن الولايات المتحدة والإتحاد الأوروبي يبحثان عن الفعالية والمردودية، بينما المؤسسات اليابانية موجهة أكثر نحو السوق.

5.5- يبين توزيع الاستثمارات حسب نوعية المشاريع في 2006 الحصة الضعيفة لمشاريع الإنتاج (خلق، توسيع أو إعادة توطين النشاط): 45% من عدد المشاريع، لكن فقط 38% من القيمة الإجمالية. لا تتعدى مشاريع التوسيع نسبة 10%، بينما كانت تمثل حوالي 50% من المشاريع في حالة أوروبا. 23% من المشاريع لها بعد مالي (مشاركة في رأس المال، خصوصية)، غير أنّ ما يقارب من نصف المبلغ المستثمر (53%)، ويرتكز أساسا في ثلاثة قطاعات (اكتساب شبكات بنكية، رخصة الاتصالات. باقي المحفظة تخص مشاريع تجارية (فروع، مكاتب تمثيل، أي 22% من

(المشاريع). إضافة إلى المشاريع ذات البعد الشراكة (اتفاقيات التوزيع) بنسبة 15.5% من المشاريع و8.8% من القيمة الإجمالية.

جدول 7: نوعية المشاريع في 2006

نوعية المشاريع	المشاريع %	تدفقات مليون اورو %
ما قبل المشروع	56	8398
مشاريع جديدة	274	20685
مشاريع التوسيع	69	3914
اعادة توظيف	11	4
تملك أصول منشأة قائمة	139	27634
خصوصية أو تنازل	41	6654
فروع، وكالات	132	432
محلات، فروع للبيع	17	0
مكاتب تمثيل	28	0
شراكة	122	5734
توريد	12	1889
مجموع المشاريع	901	75344
بما فيها الاستثمارات الاجنبية المباشرة	788	65058

Source: MIPO, pour MEDA -10, plus Chypre, Malte, Lybie.

الخاتمة

لم يؤد الإعلان عن إنشاء منطقة للتبادل الحرّ ما بين الاتحاد الأوروبي ودول جنوب وشرق المتوسط إلى تحقيق النتائج الاقتصادية الايجابية المنتظرة، وخاصة في تحسين جاذبية هذه الدول للاستثمارات الأوروبية وغير الأوروبية؛ إذ يلاحظ الضعف النسبي لحجم تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة في هذه الدول والقادمة من الاتحاد الأوروبي مقارنة مع ما تتلقاه الدول الناشئة الأخرى في العالم، أو بعض تجارب التكامل الاقتصادي الذي تجمع دول ذات مستويات متباينة من النمو الاقتصادي في أمريكا الشمالية أو آسيا أو أمريكا الجنوبية. ومنذ نهاية التسعينيات، فإنّ مستوى أداء المنطقة كان أضعف مقارنة مع دول أمريكا الجنوبية وجنوب شرق أوروبا. وعلى هذا الأساس، يمكن إبداء الاستنتاجات التالية:

أ- لا يمكن لعملية التكامل الاقتصادي بين الاتحاد الأوروبي ودول جنوب وشرق المتوسط تحسين مناخ وبيئة الأعمال، وبالتالي جاذبية الدول المعنية بمسار الشراكة للشركات متعددة الجنسيات، إلا إذا كانت سياسات ترقية وتشجيع الاستثمارات في هذه الدول، مترافقة مع استقرار اقتصادي، سياسي ومالي (Bloomstrom & Kokko, 1997).

ب- لا يمكن إلزام دول جنوب وشرق المتوسط بعملية الاندماج الاقتصادي في العولمة الاقتصادية والمالية، وفي ظل الشراكة، أن يكون

مصدرا ومحددا من محددات استقطاب رؤوس الأموال الأجنبية، إلا إذا التزمت المنطقة بالقيام بإصلاحات هيكلية ومؤسسية معمقة.

ج- يعتبر القرب الجغرافي عامل مهم في تشجيع وخلق الاستثمارات الأجنبية ما بين الطرفين، ولكنه غير كاف، مما يتطلب مجموعة من الإصلاحات الاقتصادية الكلية، وتحسين أداء ونوعية المؤسسات وتنافسية الاقتصاد، تحرير التجارة وقوانين الاستثمار، تخفيض خطر الدولة، تعزيز المنظومة القانونية في مجال الملكية الفكرية.

د- إن حجم تدفقات الاستثمارات الأجنبية على مستوى المنطقة يبقى غير مستقر، بسبب نموذج تراكم يعتمد على تغير أسعار البترول واعتماد أغلبية الدول على مصدر النمو الواحد، مستوى الاستقرار السياسي، و تطور عمليات الخصخصة في كل دولة.

هـ- إن نجاح منطقة التبادل الحرّ ما بين الدول المتوسطة والاتحاد الأوروبي يتحدد بحجم تدفقات الاستثمارات الأجنبية الذي يعولّ عليه في لعب دور رئيسي ومحوري في قيادة السياسة المرافقة لتحقيق منطقة التبادل الحر، وهذا ما أثبتته العديد من الدراسات القياسية في هذا المجال ونعتقد أنّ من أسباب ضعف منطقة دول جنوب وشرق المتوسط على القدرة على جذب تدفقات الاستثمارات الأجنبية القادمة من الدول الأعضاء في الإتحاد الأوروبي يعود جزء منها إلى التوجهات الإستراتيجية الجديدة التي تتبناها الشركات متعددة الجنسيات بسبب العولمة. هـ- هذه الإستراتيجية تتحوّل أكثر فأكثر نحو الدول ذات الكفاءة العالمية في أنظمة الإنتاج الجماهيري (*Market Seeking*) كحالة الصين مثلا ونحو الدول الغنية في مجال التكنولوجيا ورأس المال في مجال أنظمة الإنتاج المرنة (*Efficiency Seeking*) بصفة عامة، فالشركات متعددة الجنسيات تبحث عن الدول التي وصلت إلى مستوى من النمو على الأقل مشابه للدول ذات الدخل المتوسط وموجودة في وضعية الاقتصاد الفعال حسب تصنيف (Porter). ولذلك، فإنّ دول المنطقة مطالبة بتحسين كفاءة الأداء من خلال تعزيز الإنتاجية داخل المؤسسات، والانتقال من اقتصاد يعتمد على عوامل الإنتاج إلى اقتصاد الفعالية. وهـ ذا الانتقال يتطلب دورا هاما للدولة لتعزيز النظام الاجتماعي من خلال الاستثمار في رأس المال البشري وتعزيز القدرات في مجال الإبداع والتفوق التكنولوجي.

فما هي السياسات التي يجب اعتمادها لجذب الاستثمارات الأجنبية والاستفادة من عامل القرب الجغرافي والتاريخي والثقافي مع دول الاتحاد الأوروبي؟

- 1- زيادة الدعم الأوروبي للدول المتوسطة في مجال البحث والتطوير التكنولوجي والتدريب من أجل تحسين القدرة الإنتاجية لهذه الدول.
- 2- تنشيط الهيئات المكلفة بترقية الاستثمار، وبالتنسيق مع القطاع الخاص.
- 3- تبني مقاربة مشتركة بين دول جنوب وشرق المتوسط، من أجل محاربة تجزأ الأسواق المحلية في المنطقة.
- 4- تشجيع تنوع مجال الإنتاج من أجل الانتقال من صناعة قائمة على استعمال الموارد نحو صناعة تحويلية ذات قيمة مضافة كبيرة وكثيفة اليد العاملة.
- 5- إصلاح المؤسسات المالية وتعزيز فعالية النظام المصرفي.
- 6- تحسين نوعية البنية التحتية.

المراجع

البنك العالمي ، 2003. "إطلاق فرص العمل في الشرق الأوسط وشمال أفريقيا: نحو عقد اجتماعي جديد"، تقرير صادر عن البنك الدولي.
 النابلي م.، 2003. "تحديات و آفاق النمو الاقتصادي الطويل في الدول العربية"، في: مؤتمر مؤسسة الفكر العربي، بيروت 4-6 كانون الأول.
 رضاع.س.، 2002. "محددات الاستثمار الأجنبي في عصر العولمة: دراسة مقارنة لتجارب كل من شرق آسيا وأمريكا اللاتينية مع التطبيق على مصر"، مصر: دار السلام للطباعة والنشر.
 زايري بلقاسم و دريال عبد القادر ، 2002. "الآثار المتوقعة لمنطقة التبادل الحر الأورو-متوسطية على أداء و تأهيل القطاع الصناعي في الجزائر" .
 في:

Les cahiers du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) .N°61-3 Trimestre.

موريس شيف ول.ألن وينترز ، 2003. "التكامل الإقليمي والتنمية"، البنك الدولي للتعمير والتنمية.

مهدي ح . (تحرير)، 2000. "الشراكة الاقتصادية العربية - الأوروبية: تجارب و توقعات"، دار الكنوز الأدبية، الطبعة الأولى.

Baldwin R., 1992. "Measurable Dynamic Gains from Trade", *Journal of Political Economy*, Vol 100.

Baldwin R., 1989. «The Growth effect of 1992», *Economic Policy*, Vol 14.

Blomstrom M. & kokko A., 1997 «Regional Integration and Foreign Direct Investment: A Conceptual Framework and Three Cases», *Policy Research Working Paper N° 1750* The World Bank, April pages 11-12.

Castilho M. & Zignago S., 2000. «Commerce et investissements étrangers directs dans un cadre de régionalisation, le cas du Mercosur», *Revue économique*, Vol 51, n°3, Mai, p 761-774.

CNUCED 2005 *World Investment Report*

Femise 2006: «Rapport sur le partenariat euro méditerranéen».

Fernandez R., 1997. «Returns to Regionalism: an Evaluation of no traditional Gains from Regional Trade Agreement», *Policy Research Working Paper*, n°1816.

- Handoussa H. & Reiffers J.L.**, (coordonnateurs), 2000. «*Le partenariat euro Méditerranéen en l'an 2000* »deuxième rapport FEMISE sur le partenariat euro Méditerranéen" juillet.
- Jepma. C & Rhoen A.**, 1998 «*International Trade a business perspective*». Longman London and New York.
- MIPO**, 2007. *Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006*
- Mezouaghi M.**, 2007 «Intégration euro méditerranéenne et investissements directs étrangers: Eléments de débat», in *Euromed Investment Conference*, La Baule.
- Michalet Ch.A.** 1997. "Investissements étrangers: les économies du sud de la méditerranée sont-elle attractives?». *Monde Arabe, Machrek, Maghreb, dec.*
- Norman. G & Motta M.**, 1996 «Does Economic Integration Cause Foreign Direct Investment» *International Economic Review* n°37 (4), November.
- Petri P** 1997. "The case of missing foreign Investment in the southern Mediterranean", OECD, Technical Papers n° 128. December.
- Reiffers J-L. & Tourret J-C.**, 2000. «*Investir dans une zone de libre échange euro-méditerranéenne*» Lisbonne, Portugal.
- Trivoli G., Graham R & Herbig P.A**, 1998 "Determinants for trading and investing in Latin American by U.S business" *American Business Review*, West Haven, Vol.16. Issue: 1. Jan, pages 56-63.

ملحق 1: تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة إلى دول جنوب المتوسط
(ملايين الدولارات)

	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	
الجزائر	1400	1081	882	634	1065	1196	438	507	501	260	
مصر	6100	5376	2157	237	647	510	1235	2919	1065	887	
إسرائيل	13200	5587	1619	3745	1648	3044	4392	2889	1760	1628	
الأردن	2500	1532	651	436	56	100	787	158	310	361	
لبنان	4300	2573	1899	2860	257	249	298	250	200	150	
المغرب	2500	2933	1070	2429	428	2808	423	1376	417	1188	
فلسطين	غ.م	غ.م	3	غ.م	41	51	76	19	58	149	
سوريا	700	500	275	180	225	205	270	263	82	80	
تونس	2800	782	639	584	821	486	779	368	668	365	
تركيا	17100	9681	2837	1752	1037	3266	982	783	940	805	
ليبيا	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	غ.م	

Source: CNUCED, 2006. World Investment Report

ملحق 2: تحليل نقاط القوة والضعف، الفرص والتهديدات لإمكانيات الإستثمار في دول جنوب المتوسط

نقاط الضعف	نقاط القوة
<ul style="list-style-type: none"> • ضعف الجهاز البنكي نتيجة ضعف الهياكل، ووزن الدين العام. • مشاكل التمويل وتغيرات العملة. • تكاليف عالية فيما يخص النقل بين جانبي المتوسط. • نقص في النقل، الاتصالات، تقديم الخدمات الجماعية. • غياب تكوين المستخدمين متوسطو التأهيل (تقني سامي، الصيانة، التحكم...الخ). • غياب مرونة بعض أسواق العمل، ودور النقابات. • غياب الشفافية و سوء إدارة الحكم. • ثقل الإجراءات الإدارية. • - عد الاستقرار القانوني. 	<ul style="list-style-type: none"> • أسواق جديدة وعدد متزايد من السكان. • وفرة في اليد العاملة القليلة التأهيل مقارنة مع الاتحاد الأوروبي. • وجود شريحة من المتقنين المتكويين على أعلى مستوى. • القرب الجغرافي والثقافي مع الاتحاد الأوروبي. • - ومدى توافر الموارد المادية والبشرية والمؤهلة ومناخ الاستثمار
التهديدات	الفرص و الإمكانيات
<ul style="list-style-type: none"> • تباطؤ في تنفيذ برامج الخصوصية. • عدم الاستقرار السياسي. • بطئ الإصلاحات المؤسساتية والاقتصادية. • انعدام الأمن. 	<ul style="list-style-type: none"> • إصلاحات جارية المتبناة في بعض القطاعات بنجاح، في المجال التشريعي، الاقتصادي والاجتماعي. • تيار عصرنة يتأكد يوميا و تدريجيا. • تجانس كامن و هام مع الاتحاد الأوروبي في مجالات الديموغرافية والاقتصاد. • - وضع حيز التطبيق لسياسة اقتصادية أكثر فعالية.

المرجع: إعداد الباحثين

فعالية التمويل الإسلامي مقارنة بالتمويل الربوي: تحليل نظري ورياضي

عبد الرزاق بن حبيب*

خالدي خديجة**

حسن ديب****

ملخص

يستخدم البحث أدوات التحليل الرياضي ليقارن نظاما ماليا إسلاميا، تتم فيه عقود التمويل على أساس عائد متغير (مرتبط بالأرباح المحققة للمشروع الممول)، مع نظام ربوي تتم عقودها على أساس عائد ثابت (نسبة محددة مسبقاً من رأس المال المقرض)، ويتم التحليل باستخدام نظرية التوازن الجزئي لمستثمر كاره للمخاطرة ليبين أن العقود التي تحقق معدلات العائد أكبر هي العقود القائمة على أساس المشاركة في الأرباح Profit sharing، مع احتمال أقصى للخسارة هو في حدود أقل.

* أستاذ التعليم العالي، بكلية العلوم الاقتصادية والتسيير، جامعة أبو بكر بلقايد، تلمسان الجزائر.

** أستاذة بكلية العلوم الاقتصادية والتسيير، جامعة أبو بكر بلقايد، تلمسان الجزائر.

*** أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم الدقيقة، قسم الرياضيات، جامعة أبو بكر بلقايد تلمسان، الجزائر.

الكلمات المفتاحية

معدل الفائدة، البنك الكلاسيكي، البنك الإسلامي، نظام المشاركة في الأرباح، العائد، المضاربة، نمذجة رياضية.

CODES JEL: G 14 - G 32 - N 25 - O 16

تمهيد

يُعَدُّ الربا طريقاً من طرق كسب المال ولكنه كسب غير مشروع في الإسلام، ولقد وردت أدلة كثيرة من القرآن والسنة النبوية تدل على ذلك (أبو زهرة، 1985، ص 31 - 45).

والربا في اللغة، يعني الزيادة أو النمو أو النماء (ابن منظور 1968، ص 304-307).

الربا في الشرع والاصطلاح هو: «تفاضل في أشياء، ونسأ في أشياء، مختص بأشياء» (كشاف القناع، ص55).

وأحد أهم صور الربا هي: أن يقدم شخص بعض المال إلى شخص آخر (كقرض)، في مقابل أن يرد هذا المال بعينه زائد زيادة محددة مسبقاً، وهذه هي نفسها ماهية الفائدة المصرفية التي تتعامل بها البنوك الربوية على نطاق واسع اليوم. يقول ابن القيم: «وسئل الإمام أحمد بن حنبل عن الربا الذي لا شك فيه فقال: هو أن يكون له دين، فيقول له: أتقضي أم تربي؟، فإن لم يقضه زاده في المال وزاده هذا في الأجل». (ابن القيم الجوزية، 2004، ص 412).

فقد أجمع الفقهاء (عجيل جاسم النشمي، 2003) والمفسرين (أبو بكر الجصاص، فخر الدين الرازي، وابن حجر الهيتمي) والكثير من الاقتصاديين (رفيق المصري 1990، حسين عبد الله أمين 2003، درويش جسيينة 1995) إلى أن الفائدة المصرفية بجميع أشكالها هي من الربا المحرم تحريماً قطعياً بكتاب الله سبحانه وتعالى وسنة نبيه صلى الله عليه وسلم.

ولعلّ الحكمة من تحريم الربا في الإسلام هي لأنه كسب مضمون في كل حالة من الأحوال دون أن يتعرض لعوامل المخاطرة والخسارة (محمد الصادق عفيفي، 1980، ص 77)، وهذا ما يوقع، الظلم والغبن، ويسبب إنقطاع أو اصر التعاون والتكافل الاجتماعي التي نادى بها التشريع

الإسلامي. ولذلك للربا آثار اجتماعية، واقتصادية وأخلاقية) فرايهر فون بيتمان، (1993)... وخيمة ومدمرة ليس المجال هنا لسردها.

1 - النظام البنكي الإسلامي

وإذا كان الإسلام قد حرم الربا، فلقد أحل أوجه أخرى لكسب المال وتثميته، (وأحل الله البيع وحرم الربا) سورة البقرة الآية 275، أساس هاته البدائل هو مبدأ المشاركة في الأرباح والخسائر Profit and loss – sharing ومن بين هاته البدائل المضاربة والمشاركة.

ففي عقد المضاربة يقدم المُمُول (رب المال) ماله لطرف ثاني (المنظم) لاستثمارها في مشروع معين، ويتلقى الممول رب المال نسبة محددة من الأرباح، يتم تحديدها بموافقة الطرفين، أما الخسارة فيتحملها رب المال، ويخسر المنظم ما قدمه من جهد، وعقد المضاربة لا يرخص لرب المال أن يتدخل في إدارة المشروع (محمد نجاته الله صديقي أ، 1985)، (محسن خان عباس ميراخور، 2002). أما عقد المشاركة يصبح بموجبه طرفا العقد شريكين في المال والإدارة مشروع معين، ويتم الاتفاق على نسبة توزيع الأرباح أما الخسائر فيجري تحميلها حسب نسبة رأس المال المستثمر (محمد نجاته الله صديقي أ، 1985).

لكن هناك حالات يصعب فيها استخدام المضاربة والمشاركة، فيمكن استعمال صيغ أخرى لها نفس المبادئ مثل: المرابحة، الاستصناع، الجعالة، البيع للأمر بالشراء، بيع لأجل، بيع السلم، الإعارة، القرض الحسن... والأمر ليس قاصرا على هذه المجموعة، إذ سمحت الشريعة الإسلامية بقدر كبير من المرونة بين الأطراف في مجال التعاملات المالية، شريطة أن لا تتضمن الظلم، الغرر، الجهالة والربا. (محسن خان وعباس ميراخور، 2002).

2- الوساطة المالية الإسلامية

تقوم المصارف في النظام الإسلامي بنفس وظائف المصارف في النظام الوضعي، رغم تقيدها بعدم التعامل بالربا، أي أنها تقوم بإدارة نظام المدفوعات والوساطة المالية، غير أن البنوك الإسلامية لا تحصل على عائد ثابت عن التمويل الذي تقدمه (كما في البنوك الربوية).

بل تشارك بدلا من ذلك في ربح وخسارة مؤسسات الأعمال التي تزودها بالموارد المالية¹، وبالمثل فإن أولئك الذين يعهدون بمدخراتهم إلى البنوك الإسلامية² يشاركون كذلك في أرباح وخسائر هاته البنوك، ولا يضمن لهم عائد محدد مسبقا على القيمة الاسمية لودائعهم في البنك (كما في البنوك الربوية). تكون المصارف الإسلامية في وضع يمكنها من إيجاد فروق في العائد بين وحدات الفائض والعجز، فترتب على أن تقدم التمويل بعائد أعلى لوحدات العجز، وتمنح عائدا أقل لوحدات الفائض (محسن خان وعباس ميراخور، 2002).

إن أفضل صيغة للوساطة المالية الإسلامية، هي التي تعتمد في كلا طرفيها على عقد المضاربة، وتدعى الوساطة المالية الخالصة (محمد نجاه الله صديقي ب، 1998)، وهي أكثر كفاءة وعدالة من الوساطة المالية الإسلامية التي تعتمد في جانب الايداع على عقد المضاربة وفي جانب التوظيف على عقود المدابنة (سامي سويلم، 1998، ص 89-110) كما أنها شرعية وأكثر كفاءة وعدالة من الوساطة المالية الربوية التي تقوم على أساس الاقتراض والاقتراض بفائدة محددة مسبقا كنسبة من رأس المال (سامي سويلم، 1998، ص 89-110).

3- كفاءة النظام المصرفي الإسلامي

هناك العديد من الدراسات أثبتت عن طريق النماذج الرياضية بأنّ العائد على المدخرات يمكن أن تكون أعلى في النظام الإسلامي عنها في النظام الربوي (Waqar Masood Khan, 1989, pp 388)

(Ibrahim Shahid, M. Bashir, pp513-527, 1999) ، (Haque and Mirakhor, 1986)، (Ibrahim Shahid, p59-83, 2000) (Ibrahim Shahid, p 701-728, 2002) (John R. Presley, John G1994).

وعلى ضوء هذه الدراسات سنحاول أن نقدم نموذجا رياضيا يحلل علاقة المودعين بالبنوك الإسلامية وهي في العادة علاقة مضاربة (ودائع مضاربة) القائمة على أساس المشاركة في الربح Profit-Sharing، ومقارنة العائد المحقق ضمن هذا الأسلوب مع العائد من وراء القرض الربوي.

¹ إما في شكل مضاربة، أو مشاركة، أو صيغ أخرى التي سبق الإشارة إليها.
² إما في شكل مشاركة (رأس المال البنك)، أو في شكل مضاربة (الودائع الاستثمارية أو ودائع مضاربة).

بما أن قيمة الربح الذي يعود إلى صاحب ودبعة المضاربة في البنك الإسلامي هي غير محددة، كما أن المودع قد يواجه خطر الخسارة، من هنا سنتشأ وضعية عدم التأكد.

وفي مجال الاستثمار المالي تعد عملية تنويع المحفظة المالية، من بين القرارات المهمة، الكثير من المتعاملين، لا يتقبلون أعلى من الخطر المتوسط، من أجل أن يحصلوا على أعلى من العائد المتوسط (Avery & Elliehausen, 1986).

إذ يمكن اعتبار أن أغلب المتعاملين يتصفون بشخصية كارهة للمخاطرة (Bailey, Olson, & Wonnacott, 1980).

في المقابل النظرية المالية تقر مسبقاً أن أخذ أو تقبل المخاطرة لها مقابل أو تعويض (Reilly 1989, Corps & Marcus 1993)، فمن أجل الحصول على أكبر معدل للعائد، يجب على المستثمر أن يتقبل أكبر مستوى من المخاطرة (Hanna & Chen 1997).

فالمستثمر عليه أن يحدد ما مقدار المخاطرة التي يتقبلها، هذا النوع من القرارات بالنسبة للمستثمر يعتبر هام وحاسم، النموذج المعياري normatif الأكثر قدرة على المساعدة في اتخاذ القرار في ظل عدم التأكد، هو نموذج المنفعة المتوقعة (Schoemaker, 1982).

أثبتت جل الدراسات حول السلوك الأمثل في ظل عدم التأكد، وحيث يفترض كراهية المستثمرين للمخاطرة، أنه يجب تعظيم المنفعة المتوقعة، حيث المنفعة هي دالة معرفة في الثروة (Hanna & Chen 1997). تعظيم المنفعة المتوقعة هي المقاربة المستعملة بكثرة لتحليل المحفظة المالية المثلى (Markowitz, 1952)، إذ المحفظة المثلى هي التي تعظم المنفعة المتوقعة، من بين المحافظ المتاحة.

من بين أنواع دوال المنفعة المتوقعة في تحليل قرارات الاستثمار هي دالة المنفعة بكراهية للخطر نسبياً ثابتة (Samuelson, 1990) constant relative risk aversion CRRA.

وعليه سيتم التحليل أدناه باستخدام نظرية التوازن الجزئي (بتعظيم المنفعة المتوقعة) لمستثمر كاره المخاطرة.

ولقد استوحينا النموذج الرياضي من دراسة لـ (Ibrahim Shahid, A.M Bachir, 1999)

غير أننا اختلفنا مع الباحثين في عدة نقاط أهمها:

• معدل التضخم، حيث أن الباحثين أخذوا بعين الاعتبار لإيجاد القيم الحالية لمنفعة المستهلك في الزمن $t=1$ معامل خصم يتضمن معدل المتوقع للتضخم، أي أن القيم الآجلة تم ربطها بمعدل التضخم أو ما يعرف بالتغير العام في مستوى الأسعار Indexation .

ولكن بالرجوع إلي الفقه الإسلامي نجد أن مسألة ربط الحقوق والالتزامات الآجلة بالتغير العام في مستوى الأسعار قد رفضت رفضاً واضحاً، فلقد أجمع أصحاب المذاهب الأربعة: المالكية، والشافعية، والحنابلة، والحنفية، على أنه يجب علي المقترض رد مثل ما اقترض من الدنانير والدرهم، ولا ينظرون إلي غلائها أو رخصها.

وينطبق هذا الحكم على الأوراق النقدية المتداولة في عصرنا لأنها حلت محل الدرهم والدنانير في التداول (محمد الصديق الضير، 1987 ص 170) لأن:

الربط من قبيل الربا

لقد رفض الفقهاء رفضاً واضحاً مفهوم الربط على أساس أنه يتعارض مع تحريم الربا في الإسلام (Hasanuz Zaman 1985) ففي حالة ربط القرض أو الدين بمستوي التغير العام في الأسعار فإن الربط يؤدي إلي الحصول على عائد، حتى ولو كان هذا العائد نقدياً لا حقيقياً، وهذا من قبيل ربا النسبية، كما أن هناك اعتراضات فقهية علي ربط المعاملات بالأسعار باعتبارها نوعاً من ربا الفضل (محمد عمر شابر، 1990، ص 58).

الربط يتضمن الجهالة

إنّ من شروط عقد السداد المؤجل طبقاً للشريعة الإسلامية تحديد الالتزام وقت التعاقد، فإذا لم يعرف هذا الالتزام كان ذلك من قبيل "الجهالة"، ومن ثمّ يكون العقد باطلاً، وفي حالة الربط لا يعرف مقدار الالتزام على وجه التحديد أو التأكيد إلا عند الاستحقاق، ثم إن ربط الالتزامات الآجلة بالتغير في المستوي العام للأسعار معناه الاحتياط (ضد التضخم)، وهذا الوضع قد ينشأ أو لا ينشأ، ويعد من قبيل "الغرر" (Hasanuz Zaman , p 47-48) الذي يبطل العقد.

الربط يكبح جماح المخاطرة

إن ربط الالتزامات الآجلة بتغير في مستوى العام للأسعار في فترة تتسم بالتضخم المستمر معناه حصول المقرضين على ربح دون مخاطرة (محمد نجاته صديقي ج، 1985، ص 44)، وهذا ما يكبح جماح المخاطرة في التجارة لصالح التوظيفات البنكية.

الربط يزيد من حدة التضخم

بينت تجربة الربط خلال العقد الماضيين بأنه يُبقى على التضخم. والسبب الرئيسي وراء ذلك أن الربط ولكونه مهدئا مؤقتا للمتاعب التي يسببها التضخم يميل إلى إضعاف المقاومة ضد التضخم، إذ يخفف الضغط على الحكومات لإتباع سياسات سليمة، ويحافظ على تضخم مستمر (شبرا، 1990، ص 57).

أكثر من ذلك فإن الربط يؤدي إلى تسارع معدلات التضخم ولا يحقق الغرض المرجو منه (محمد نجاته صديقي ج 1985، ص 43).

الربط أداة غير عادلة

إنّ الرقم القياسي الواحد الذي يتم على أساسه الربط لا يستند إلى أنماط الاستهلاك المختلفة فهو في الواقع لا يمثل العادات الاستهلاكية لأغلبية الأفراد وهنا ينتفي مبدأ العدالة الاجتماعية والاقتصادية.

- لقد اكتفى الباحثان بتحديد شروط الترتيب الأولية (الأساسية) لتعظيم المنفعة المتوقعة من الاستهلاك، ومن خلال هذه الشروط يمكن تحديد معلمة تقييم الأصل المالي، وسنضيف تحديد شروط الترتيب الثانية (الكافية) للتعظيم، وهذه الشروط هي التي تسمح بتحديد مجال التعظيم.
- دراسة تغيرات معلمة تقييم الأصل المالي وفقا للعوامل المحددة لها.
- توزيع غير ثنائي لاحتمال الربح والخسارة.

1.3- النموذج

نعتبر نموذج ذو فترتين: $t=0$ ، $t=1$ ، ولتتعامل اقتصادي مخصصات (ثروة)، w_0 ، w_1 في الفترتين، $t=0$ و $t=1$ على التوالي، كمتعامل رشيد سوف لن يحتفظ بـ w_0 الثروة كما هي بل سيحاول أن يستثمر جزء من w_0 بعد أن يستهلك جزء معين من C_0 ، ولنفرض أن الخيار الوحيد المطروح أمام المتعامل أن يستثمر أمواله المتبقية بصيغة المضاربة بأن يضع أمواله كوديعة (وديعة مضاربة) لدى أحد البنوك الإسلامية، بعد استثمار هذه

الوديعة يحقق البنك الإسلامي قيمة هي P لمشروعه في الفترة $t=1$ ، وسيدفع البنك للمتعامل (في حالة تحقيق أرباح) القيمة الاسمية لوديعته، زائد نسبة θ محددة ومتفق عليها من الزيادة المحققة للمشروع على أساس أدنى قيمة سيولة له. إن الشروط الأساسية من الرتبة الأولى لتعظيم المنفعة المتوقعة للمتعامل هي التي تحدد معامل تقييم الأصل المالي (وديعة المضاربة). والتحليل أدناه يعظم من المنفعة المتوقعة لثروة المتعامل في حدود ميزانيته.

1.1.3- نمذجة دالة هدف المتعامل

يتمثل هدف المتعامل في تعظيم المنفعة المتوقعة من ثروته:

$$\text{Max}_{Q_0, c_1} \{U(C_0) + \rho U(C_{1a}) + (1-\rho)U(C_{1b})\} \quad 0 < \rho < 1 \quad (1)$$

وذلك تحت قيود الميزانية المتمثلة في:

$$G_1 = W_0 - Q_0 - C_0 = 0 \quad (2)$$

$$G_2 = W_1 + Q_0 (1 + \theta \delta_a) - C_{1a} = 0 \quad (3)$$

$$G_3 = W_1 + Q_0 (1 + \theta \delta_b) - C_{1b} = 0 \quad (4)$$

بافتراض:

$$\delta_a > 0, \delta_b < 0$$

حيث: E_0 التوقع للفترة $t=1$.

(.) U : دالة المنفعة.

C_1 و C_0 : يمثلان استهلاك المتعامل في الفترات $t=0$ و $t=1$ على التوالي.

ρ : يمثل احتمال حدوث الربح.

P : تمثل قيمة السيولة المشروع في الفترة $t=1$.

P' : تمثل قيمة السيولة الدنيا للمشروع في الفترة $t=1$.

Q_0 : القيمة الاسمية للوديعة.

W_0 و W_1 المخصصات في الفترات $t=0$ و $t=1$ على التوالي.

θ : معلمة المشاركة في الزيادة.

$$\frac{P' - P}{P'} = \delta$$

تمثل زيادة في قيمة المشروع عن قيمة سيولة الدنيا.

لحلّ معادلة تعظيم المنفعة تحت قيدي الميزانية السابقة تكتب دالة لاغرنج the Lagrangian L كالآتي:

$$L=U(C_0)+\rho U(C_{1a})+(1-\rho)U(C_{1b})+\lambda_1 G_1+\lambda_2 G_2+\lambda_3 G_3$$

حيث $\lambda_1, \lambda_2, \lambda_3$ تمثل مضاعفات لاغرنج multipliers، ولحلّ معادلة لاغرنج يتم اشتقاقها على أساس المتغيرات: C_0, Q_0, C_{1a}, C_{1b} ، كالتالي:

- الشروط الكافية للتعظيم (الشروط الترتيب الأولية):

$$\frac{\partial L}{\partial C_0} = U'(C_0) - \lambda_1 = 0 \Rightarrow U'(C_0) = \lambda_1 \quad (5)$$

$$\frac{\partial L}{\partial C_{1a}} = \rho U'(C_{1a}) - \lambda_2 = 0 \Rightarrow \rho U'(C_{1a}) = \lambda_2 \quad (6)$$

$$\frac{\partial L}{\partial C_{1b}} = (1-\rho) U'(C_{1b}) - \lambda_3 = 0 \Rightarrow (1-\rho) U'(C_{1b}) = \lambda_3 \quad (7)$$

$$\frac{\partial L}{\partial Q_0} = -\lambda_1 + \lambda_2(1+\theta \delta_a) + \lambda_3 Q_0(1+\theta \delta_b) = 0$$

$$\Rightarrow -U'(C_0) + \rho U'(C_{1a})(1+\theta \delta_a) + (1-\rho) U'(C_{1b}) Q_0(1+\theta \delta_b) = 0 \quad (8)$$

$$\frac{\partial L}{\partial \lambda_1} = W_0 - Q_0 - C_0 = 0$$

$$\frac{\partial L}{\partial \lambda_2} = W_1 + Q_0(1+\theta \delta_a) - C_{1a} = 0$$

$$\frac{\partial L}{\partial \lambda_3} = W_1 + Q_0(1+\theta \delta_b) - C_{1b} = 0$$

• دراسة الشروط الأساسية للتعظيم (شروط الترتيب الثانوية):

شروط الترتيب الثانوية موجودة في الملحق رقم 01 آخر البحث.

2.1.3. حل النموذج

توصلنا من خلال شروط الترتيب الأولية إلى أن:

$$-U'(C_0) + \rho U'(C_{1a})(1 + \theta \delta_a) + (1 - \rho) U'(C_{1b}) Q_0 (1 + \theta \delta_b) = 0 \quad (8)$$

بتعويض المعادلات (2) (3) (4) في المعادلة (8) نحصل على:

$$\rho (1 + \theta \delta_a) U'(W_1 + Q_0 (1 + \theta \delta_a)) + (1 - \rho) (1 + \theta \delta_b) U'(W_1 + Q_0 (1 + \theta \delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = 0 \quad (10)$$

بإعطاء الشكل الدقيق لدالة المنفعة للمتعامل ، وقيم W_1 ، W_0

نحصل على قيمة θ من المعادلة (10).

2.2.3. اختبار الفرضية من خلال المحكاة

منهجية المحكاة تؤدي إلى حلّ النموذج بالنسبة لمستثمر كاره المخاطرة

تحت الافتراضات التالية:

1- كما ذكرنا سابقا يتمتع المتعاملون في الاقتصاد بدالة للمنفعة تعبر عن

كراهية نسبية للمخاطرة ثابتة CRRA: Constant Relative Risk Aversion.

وبافتراض دالة المنفعة CRRA هي:

$$U(C_i) = \left(\frac{[C_i]^{1-\alpha}}{1-\alpha} \right)$$

واشتقاق هذه الدالة هو: $U'(C_i) = \frac{1}{[C_i]^\alpha}$ ، هذا ما يسمح لنا بكتابة

$$\frac{1}{(W_0 - P')^\alpha} = \frac{\rho(1 + \theta\delta)}{(W_1 + P'(1 + \theta\delta_a))^\alpha} + \frac{(1 - \rho)(1 + \theta\delta)}{(W_1 + P'(1 + \theta\delta_b))^\alpha} \quad (13)$$

المعادلة (10) في النموذج كالاتي:
2- في حالة القرض الربوي بفائدة ثابتة نكتب المعادلة (10) بالشكل التالي:

$$\frac{1}{(W_0 - Q_0')^\alpha} = \frac{1 + i}{(W_1 + Q_0'(1 + i))^\alpha} \quad (14)$$

3- إن مشروع البنك يعرض

- توزيع غير ثنائي لاحتمالات حدوث الربح أو الخسارة، حيث:
- ρ يمثل احتمال حدوث الربح.
 - $(1 - \rho)$ يمثل احتمال حدوث الخسارة.

الحل:

بإعطاء قيم لـ $(\alpha, Q_0, \rho, W_0, W_1)$ ، δ_a, δ_b في المعادلة (13) واستخدام برنامج Maple 9,5 نحصل على قيم θ ومن ثم على العائد من التمويل بالمضاربة.

وبتعويض نفس القيم (α, W_0, W_1, Q_1) في المعادلة (14) واستخدام برنامج Maple 9,5 نجد قيم لـ i ومن ثم نحصل على العائد من التمويل الربوي.

سنقوم بالحل مع دراسة تغيرات θ بدلالة Q_0, W_0, ρ و β حيث β هي نسبة كمية المال المستثمر إلى الثروة الابتدائية $Q_0 = W_0 \beta$ لدينا:

$$\rho(1 + \theta\delta_a) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta\delta_a)) + (1 - \rho)(1 + \theta\delta_b) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta\delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = \quad (10)$$

بافتراض:

$$\delta_a > 0, \delta_b < 0$$

دالة المنفعة CRRA هي من الشكل:

$$U(x) = \frac{x^{1-\alpha}}{1-\alpha}, 0 < \alpha < 1, x > 0$$

$$\Rightarrow U'(x) = x^{-\alpha}$$

$$\Rightarrow U''(x) = -\alpha x^{-\alpha-1}$$

$$\Rightarrow U''(x) < 0$$

المحاكاة رقم 01 :

الحالة الأولى: دراسة تغير θ بدلالة Q_0 :

$$\theta = H(Q_0)$$

تم الدراسة عن طريق دراسة إشارة مشتقة: $H'(Q_0)$.
مع افتراض ثبات: $W_1, W_0, \delta_a, \delta_b, \alpha$ و ρ .
بعد دراسة إشارة المشتقة (الملحق رقم 02) نجد أن:

$$\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ إذا كان: } \theta \text{ هي دالة متزايدة بالنسبة إلى } Q_0,$$

$$\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ إذا كان: } \theta \text{ هي دالة متناقصة بالنسبة إلى } Q_0,$$

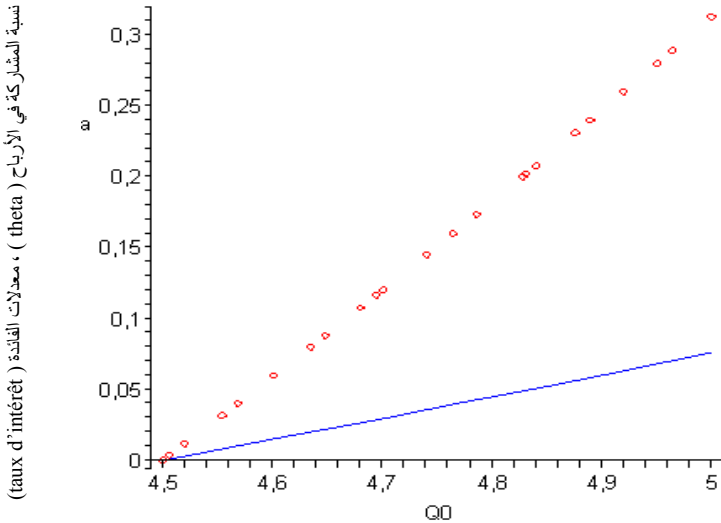
$$\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ الحالة أ:}$$

نحصل على الشكل رقم 01 - أ بافتراض:

$$\alpha = 0.3, W_1=1, W_0=10, Q_0=1 \dots 5, \rho = 0.6, \delta_a = 0.547, \delta_b = -0.2, \theta = 0 \dots 1.$$

الشكل رقم 01-أ: مقارنة معدلات الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة الأموال المستثمرة في

$$\text{حالة: } \rho \gg \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$$



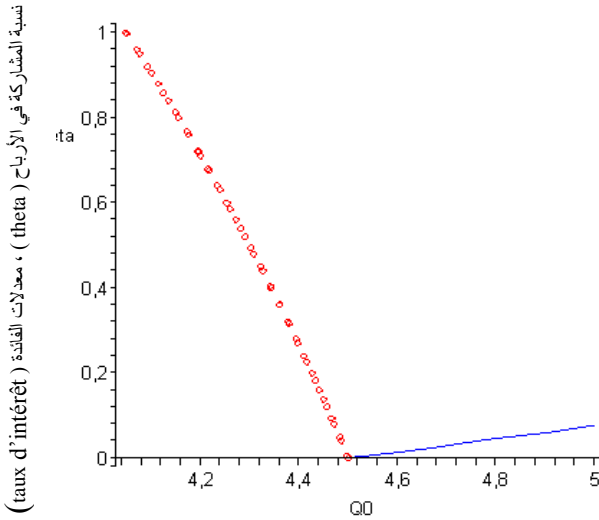
$$\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ الحالة ب:}$$

نحصل على الشكل رقم 01 - ب إذا:

$$\alpha = 0.3, W_1 = 1, W_0 = 10, Q_0 = 1 \dots 5, \rho = 0.14, \delta_a = 0.547, \delta_b = -0.2, \theta = 0 \dots 1$$

الشكل رقم 01-ب: مقارنة الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة الأموال المستثمرة في حالة:

$$\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$$



الحالة الثانية: دراسة تغير θ بدلالة W_0

بافتراض ثبات: $\delta_b, \delta_a, W_1, Q_0$ و ρ و α .

بعد دراسة إشارة المشتقة (الملحق رقم 03) نجد أن:

$$\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ هي دالة متناقصة بالنسبة إلى } W_0, \text{ إذا كان:}$$

و θ هي دالة متزايدة بالنسبة إلى W_0 ، إذا كان: $\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

المحاكاة رقم 02:

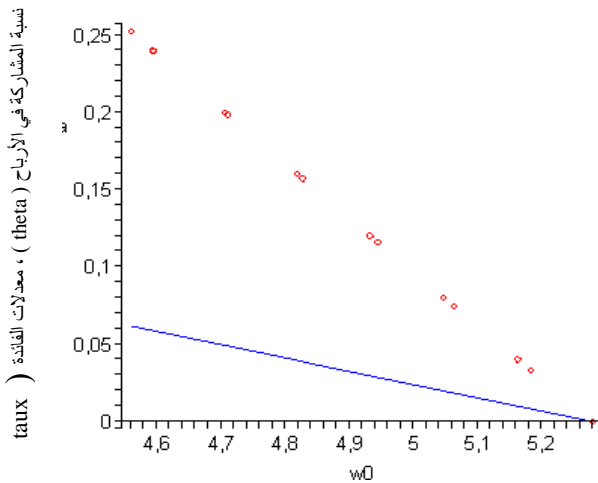
الحالة أ:

نحصل على الشكل رقم 02 - أ إذا:

$\alpha = 0.3$, $W_1 = 1$, $Q_0 = 2$, $W_0 = 1 \dots 90$, $\rho = 0.6$, $\delta_a = 0.547$,
 $\delta_b = -0.2$, $\theta = 0 \dots 1$

الشكل رقم 02-أ: مقارنة معدلات الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة الثروة الابتدائية في حالة:

$$\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$$



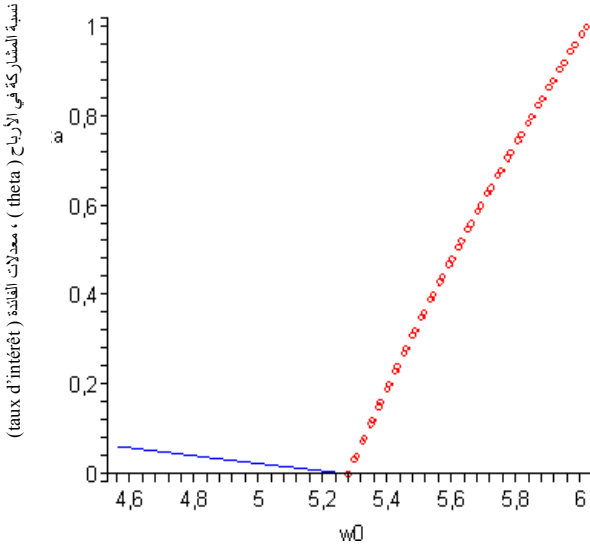
الحالة ب:

نحصل على الشكل رقم 02 - ب إذا:

$$\alpha = 0.3 , W_1 = 1 , Q_0 = 2 , W_0 = 1 \dots 90, \rho = 0.14 , \delta_a = 0.547, \\ \delta_b = -0.2, \theta = 0 \dots 1$$

الشكل رقم 02-ب: مقارنة معدلات الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة الثروة الابتدائية في حالة:

$$\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$$



الحالة الثالثة: دراسة تغير θ بدلالة β : $Q_0 = W_0 \beta$ حيث $0 < \beta < 1$.

بافتراض ثبات: $W_1, W_0, \delta_a, \delta_b, \alpha$ و ρ .

بعد دراسة إشارة المشتقة (الملحق رقم 04) نجد أن:

$$\theta \gg \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ إذا كان: } \beta$$

$$\theta < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \text{ إذا كان: } \beta$$

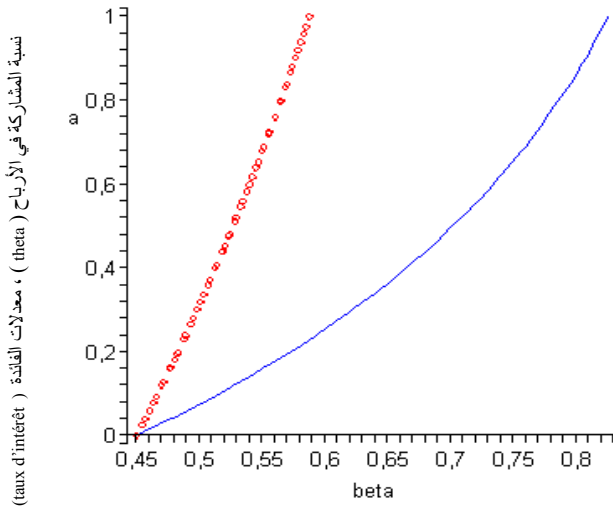
المحاكاة رقم 03:

الحالة أ: نحصل على الشكل رقم 03 - أ إذا:

$$\alpha = 0.3 , W_1 = 1 , W_0 = 10 , \beta = 0 \dots 1, \rho = 0.6 , \delta_a = 0.547, \delta_b = -0.2, \theta = 0 \dots 1$$

الشكل رقم 03-أ: مقارنة معدلات الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة نسبة الأموال المستثمرة

$$\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$$

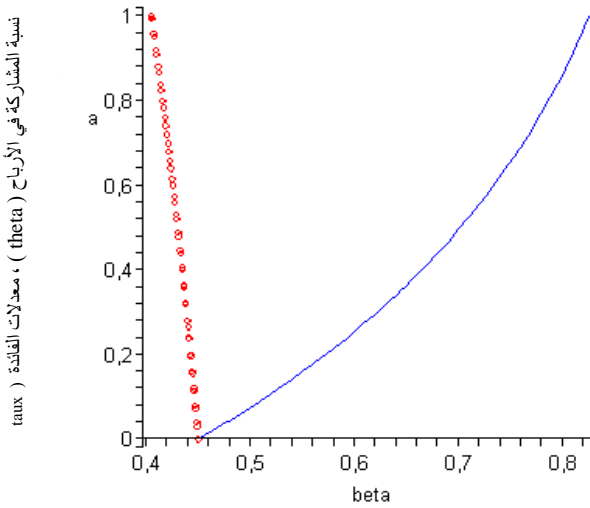


الحالة ب: نحصل على الشكل رقم 03 - ب إذا:

$$\alpha = 0.3, W_1 = 1, W_0 = 10, \beta = 0 \dots 1, \rho = 0.14, \delta_a = 0.547, \delta_b = -0.2, \theta = 0 \dots 1.$$

الشكل رقم 03-ب: مقارنة معدلات الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة نسبة الأموال المستثمرة إلى

$$\text{الثروة الابتدائية} - \text{في حالة: } \rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$$



الحالة الرابعة: دراسة تغيرات θ بدلالة: ρ

بافتراض ثبات: $W_1, W_0, \delta_a, \delta_b, \alpha$ و Q_0 .

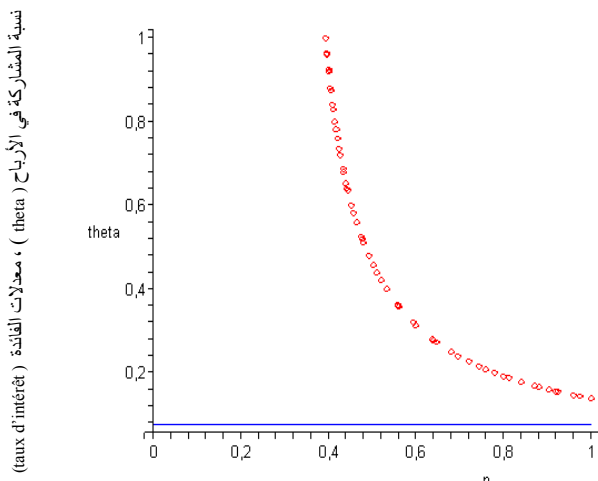
بعد دراسة إشارة المشتقة (الملحق رقم 05) توصلنا إلى النتائج في

المحاكاة رقم 04:

نحصل على الشكل رقم 04 إذا:

$$\alpha = 0.3, W_1 = 1, W_0 = 10, \rho = 0 \dots 1, Q_0 = 5, \delta_a = 0.547, \\ \delta_b = -0.2, \theta = 0 \dots 1$$

الشكل رقم 04: مقارنة معدلات الأرباح بمعدلات الفائدة بدلالة احتمال الأرباح



ملاحظة:

تجدر الإشارة الى أن نقطة انعطاف الواضحة في كل المنحنيات تتناسب احتمال أدنى ربح:

$$\rho = \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow 1 - \rho = \frac{\delta_a}{\delta_a - \delta_b}$$

$$\frac{\delta_a}{\delta_a - \delta_b} \rho^* = \text{بمعنى أن أقصى احتمال خسارة}$$

وهذا الاحتمال هو في حدود دنيا اذا كان :

$$\delta_a - \delta_b \gg 0 \Rightarrow \delta_a \gg \delta_b$$

وهذا يعني أنه إذا كانت الأرباح المتوقعة من المشروع أكبر بكثير من الخسائر المتوقعة، فإن أقصى احتمال للخسارة يكون في الحدود الدنيا.

وهذا ما يجعل عقد المضاربة أكثر كفاءة إذ يحقق عائد أكبر واحتمال وقوع مخاطر أقل.

نتائج النموذج:

- على العموم، يثبت النموذج فعالية التمويل الإسلامي مقارنة بالتمويل الربوي، ففي جميع الحالات المدروسة، العائد المتوقع من التمويل الإسلامي يفوق العائد من القرض الربوي، كما أن أقصى احتمال للخسارة هو في الحدود الدنيا.
- معلمة المشاركة في الأرباح θ تتناسب تناسباً طردياً مع المتغيرات: Q_0, β و تتناسب عكسي مع ρ, W_0 .
- هناك حدود لقيم كل من Q_0, β, ρ ، W_0 على المستثمر أن لا يتجاوزها إما كحد أدنى أو كحد أقصى كما هو موضح من خلال المحكاة.
- هذا ما سيساعد المستثمر على اتخاذ القرار، بإعطائه فكرة حول قيم θ التي ستعظم منفعته المتوقعة في حدود إمكانياته، والتي يجب أن يتفاوض حولها مع الطرف الآخر المنظم.

نتائج الدراسة:

تفصي الدراسة السابقة إلى النتائج التالية:

- مستويات العائد من عقد المضاربة قد تكون أكبر من مستويات العائد من القرض الربوي، هذا ما سيدعم قدرة البنوك الإسلامية على اجتذاب أكثر للودائع الاستثمارية مما يساهم في زيادة مستويات المدخرات. وهذا الاستنتاج عكس ما قاله (priyor 1985): "...إن إزالة سعر الفائدة الاسمية سوف يؤدي إلى خفض المدخرات في النظام الاقتصادي الإسلامي، بافتراض ثبات العوامل الأخرى..".

- إن العائد على التمويل في النظام الإسلامي يتحدد على أساس النتائج الفعلية للمشروع، فالعائد مرتبط بالإنتاج في القطاع الحقيقي، وعليه فالرابطة بين معدلات العائد في القطاعين المالي والحقيقي في النظام الإسلامي أقوى مما هي عليه في النظام الربوي، هذا يؤدي إلى أن سعة الدورة (مدى التقلب) في مختلف أطوار الدورة التجارية ستكون أقل في اقتصاد إسلامي منها في اقتصاد رأسمالي.

- الأمر السابق يوفر عوامل استقرار ذاتي في عملية الاستثمار، هذا ما أثبتته (محسن خان وميراخور) و(Chishti 1985)، كما يثبت بأن قرارات الاستثمار تعتمد على اعتبارات التمويل (الكيفية التي تتمول بها المنشأة)، بخلاف ما جاءت به نظرية هيكل رأس المال لصاحبها (Modigliani and miller 1958).

- تعالج خسائر النشاط الاستثماري للبنوك الإسلامية كما لو كانت تعكس تآكل القيمة الاسمية للودائع، هذا ما يعكس قدرة النظام المصرفي الإسلامي على التكيف مع الصدمات التي تنجم عن الأزمات المصرفية واختلال عمل جهاز المدفوعات بالدولة، فعند حدوث مثل هذه الصدمة تتمكن البنوك من امتصاص هذه الصدمات فوراً عن طريق التغييرات في قيم الاسمية للودائع في حوزة الجمهور لدى البنك، ولهذا فإن القيم الحقيقية لأصول وخصوم البنك الإسلامي ستكون متساوية عند كل النقاط الزمنية، أمّا في النظام الربوي فإن القيمة الاسمية للودائع ثابتة (مضمونة) فمثل هذه الصدمات يمكن أن تؤدي إلى تباعد بين الأصول الحقيقية والخصوم الحقيقية، هذا الجمود الذي يتصف به النظام الربوي قد يؤدي إلى عدم الاستقرار (محسن خان 1998).

- إنَّ طريقة التمويل الإسلامي بالمضاربة، يمكن أن تكون فعالة جدا في التنمية، بالمساعدة على تكوين ملكات المستحدثين وإيجادهم، لأنها تزوج بين من يملكون المال ومن يملكون الأفكار في عالم الاستثمار والتنمية، ولهذا أهمية خاصة في الاقتصاديات القائمة على فائض العمل (Fahim Khan 1986).

الملحق رقم 01: المشتقات الجزئية الثانية

$$\frac{\partial^2 L}{\partial C_0^2} = U''(C_0)$$

$$\frac{\partial^2 L}{\partial C_{1a}^2} = \rho U''(C_{1a})$$

$$\frac{\partial^2 L}{\partial C_{1b}^2} = (1 - \rho)U''(C_{1b})$$

$$\frac{\partial^2 L}{\partial Q_0^2} = 0$$

$$Hess(L) = \begin{pmatrix} U''(C_0) & 0 & 0 & 0 \\ 0 & \rho U''(C_{1a}) & 0 & 0 \\ 0 & 0 & (1 - \rho)U''(C_{1b}) & 0 \\ 0 & 0 & 0 & 0 \end{pmatrix}_{C_0, C_{1a}, C_{1b}, Q_0}$$

$$\nabla G_1 = \begin{pmatrix} -1 \\ 0 \\ 0 \\ -1 \end{pmatrix}, \quad \nabla G_2 = \begin{pmatrix} 0 \\ -1 \\ 0 \\ (1 + \theta\delta_a) \end{pmatrix}, \quad \nabla G_3 = \begin{pmatrix} 0 \\ 0 \\ -1 \\ (1 + \theta\delta_b) \end{pmatrix}$$

$$V = \begin{pmatrix} v_1 \\ v_2 \\ v_3 \\ v_4 \end{pmatrix}, \quad V \perp \nabla G_1, V \perp \nabla G_2, \quad V \perp \nabla G_3$$

$$\begin{cases} V \perp \nabla G_1 \\ V \perp \nabla G_2 \\ V \perp \nabla G_3 \end{cases} \Rightarrow \begin{cases} \langle V, \nabla G_1 \rangle = -v_1 - v_4 = 0 \\ \langle V, \nabla G_2 \rangle = -v_2 + v_4(1 + \theta\delta_a) = 0 \\ \langle V, \nabla G_3 \rangle = -v_3 + v_4(1 + \theta\delta_b) = 0 \end{cases}$$

$$\Rightarrow \begin{cases} v_1 = -v_4 \\ v_2 = v_4(1 + \theta\delta_a) \\ v_3 = v_4(1 + \theta\delta_b) \\ v_4 = v_4 \end{cases} \Rightarrow V = v_4 \begin{pmatrix} -1 \\ (1 + \theta\delta_a) \\ (1 + \theta\delta_b) \\ 1 \end{pmatrix}$$

$$S = \begin{pmatrix} -1 \\ (1 + \theta\delta_a) \\ (1 + \theta\delta_b) \\ 1 \end{pmatrix}$$

$$\Rightarrow S^T Hess(-L) S = \begin{pmatrix} -1 & (1 + \theta\delta_a) & (1 + \theta\delta_b) & +1 \end{pmatrix}_{C_0, C_{1a}, C_{1b}, Q_0}$$

$$\begin{pmatrix} -U''(C_0) & 0 & 0 & 0 \\ 0 & -\rho U''(C_{1a}) & 0 & 0 \\ 0 & 0 & -(1 - \rho)U''(C_{1b}) & 0 \\ 0 & 0 & 0 & 0 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} -1 \\ (1 + \theta\delta_a) \\ (1 + \theta\delta_b) \\ +1 \end{pmatrix} =$$

$$\begin{pmatrix} -1 & (1 + \theta\delta_a) & (1 + \theta\delta_b) & +1 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} +U''(C_0) \\ -(1 + \theta\delta_a)\rho U''(C_{1a}) \\ -(1 + \theta\delta_b)(1 - \rho)U''(C_{1b}) \\ 0 \end{pmatrix} =$$

$$-U''(C_0) - \rho(1 + \theta\delta_a)^2 U''(C_{1a}) - (1 - \rho)(1 + \theta\delta_b)^2 U''(C_{1b}) \geq 0$$

2 إذن الدالة F هي دالة عظمى في النقاط التي تحقق القيود.

الملحق رقم 02:

الحالة الأولى: دراسة تغير θ بدلالة Q_0 :

$$\theta = H(Q_0)$$

تم الدراسة عن طريق دراسة إشارة مشتقة : $H'(Q_0)$
مع افتراض ثبات: $W_0, W_1, \delta_a, \delta_b, \alpha$ و ρ .

$$\rho (1 + H(Q_0) \delta_a) U'(W_1 + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_a)) + (1 - \rho) (1 + H(Q_0) \delta_b)^*$$

$$U'(W_1 + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = 0$$

$$T_a = (W_1 + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_a))$$

$$T_b = (W_1 + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_b))$$

$$\Rightarrow \rho H'(Q_0) \delta_a U'(T_a) + \rho (1 + H(Q_0) \delta_a)$$

$$\{(1 + H(Q_0) \delta_a) + Q_0 H'(Q_0) \delta_a\} U''(T_a) +$$

$$(1 - \rho) H'(Q_0) \delta_b U'(T_b) + (1 - \rho) (1 + H(Q_0) \delta_b)$$

$$\{(1 + H(Q_0) \delta_b) + Q_0 H'(Q_0) \delta_b\} U''(T_b) + U''(W_0 - Q_0) = 0$$

$$\Rightarrow \rho H'(Q_0) \delta_a \{U'(T_a) + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_a) U''(T_a)\} + \rho (1 + H(Q_0) \delta_a)^2$$

$$* U''(T_a) + (1 - \rho) H'(Q_0) \delta_b \{U'(T_b) + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_b) U''(T_b)\} + (1 - \rho)^*$$

$$(1 + H(Q_0) \delta_b)^2 U''(T_b) + U''(W_0 - Q_0) = 0$$

$$U'(T_a) + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_a) U''(T_a) = U'(T_a) + (T_a - W_1) U''(T_a)$$

$$= T_a^{-\alpha} - \alpha (T_a - W_1) T_a^{-\alpha-1} = T_a^{-\alpha-1} (T_a - \alpha (T_a - W_1))$$

$$U'(T_a) + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_a) U''(T_a) = T_a^{-\alpha-1} ((1 - \alpha) T_a + \alpha W_1)$$

$$U'(T_b) + Q_0 (1 + H(Q_0) \delta_b) U''(T_b) = T_b^{-\alpha-1} ((1 - \alpha) T_b + \alpha W_1)$$

$$\Rightarrow \rho H'(Q_0) \delta_a \{T_a^{-\alpha-1} ((1 - \alpha) T_a + \alpha W_1)\} + (1 - \rho) H'(Q_0) \delta_b$$

$$\{T_b^{-\alpha-1} ((1 - \alpha) T_b + \alpha W_1)\} = -\rho (1 + H(Q_0) \delta_a)^2 U''(T_a) - (1 - \rho) (1 + H(Q_0) \delta_b)^2 U''(T_b) - U''(W_0 - Q_0)$$

$$\Rightarrow H'(Q_0) = \frac{-\rho(1+H(Q_0)\delta_a)^2 U''(T_a) - (1-\rho)(1+H(Q_0)\delta_b)^2 U''(T_b) - U''(W_0 - Q_0)}{\rho\delta_a \{T_a^{-\alpha-1}((1-\alpha)T_a + \alpha W)\} + (1-\rho)\delta_b \{T_b^{-\alpha-1}((1-\alpha)T_b + \alpha W)\}}$$

لدينا:

$$U''(x) < 0$$

$$\Rightarrow -\rho(1+H(Q_0)\delta_a)^2 U''(T_a) - (1-\rho)(1+H(Q_0)\delta_b)^2 U''(T_b) - U''(W_0 - Q_0) > 0$$

لنضع:

$$N = \rho\delta_a \{T_a^{-\alpha-1}((1-\alpha)T_a + \alpha W)\} + (1-\rho)\delta_b \{T_b^{-\alpha-1}((1-\alpha)T_b + \alpha W)\}$$

$$\delta_a > 0, \delta_b < 0$$

$$G(T) = T^{-\alpha-1}((1-\alpha)T + \alpha W) = (1-\alpha)T^{-\alpha} + \alpha W_1 T^{-\alpha-1}$$

$$G'(T) = -\alpha(1-\alpha)T^{-\alpha-1} - \alpha(\alpha+1)W_1 T^{-\alpha-2} = -\alpha T^{-\alpha-2} [(1-\alpha)T + (\alpha+1)W_1] \Rightarrow G'(T) < 0$$

$$\begin{cases} G'(T) < 0 \\ \delta_b < \delta_a \Rightarrow T_b \leq T_a \end{cases} \Rightarrow G(T_b) \geq G(T_a)$$

$$\Rightarrow \delta_b G(T_b) \leq \delta_a G(T_a)$$

$$N = \rho\delta_a G(T_a) + (1-\rho)\delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq \rho\delta_a G(T_b) + (1-\rho)\delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq G(T_b) [\rho\delta_a + (1-\rho)\delta_b]$$

$$\text{Si } \rho\delta_a + (1-\rho)\delta_b < 0 \Rightarrow N < 0$$

$$\Rightarrow \text{Si } \rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N < 0 \Rightarrow H'(Q_0) < 0$$

$$\text{Si } \rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N > 0 \Rightarrow H'(Q_0) > 0$$

إذن θ هي دالة متزايدة بالنسبة إلى Q_0 ، إذا كان: $\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

و θ هي دالة متناقصة بالنسبة إلى Q_0 ، إذا كان: $\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

الملحق رقم 03:

الحالة الثانية: دراسة تغيير θ بدلالة W_0

بافتراض ثبات: $Q_0, W_1, \delta_a, \delta_b, \alpha$ و ρ .

$$\rho (1 + \theta \delta_a) U'(W_1 + Q_0 (1 + \theta \delta_a)) + (1 - \rho)(1 + \theta \delta_b) U'(W_1 + Q_0 (1 + \theta \delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = 0$$

$$\rho (1 + H(W_0) \delta_a) U'(W_1 + Q_0 (1 + H(W_0) \delta_a)) + (1 - \rho)(1 + H(W_0) \delta_b) U'(W_1 + Q_0 (1 + H(W_0) \delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = 0$$

$$T_a = (W_1 + Q_0 (1 + H(W_0) \delta_a))$$

$$T_b = (W_1 + Q_0 (1 + H(W_0) \delta_b)) \Rightarrow \rho H'(W_0) \delta_a U'(T_a) + \rho (1 + H(W_0) \delta_a) Q_0 H'(W_0) \delta_a U''(T_a) + (1 - \rho) H'(W_0) \delta_b U'(T_b) + (1 - \rho)(1 + H(W_0) \delta_b) Q_0 H'(W_0) \delta_b U''(T_b) = U''(W_0 - Q_0)$$

$$\Rightarrow H'(W_0)^*$$

$$\left\{ \rho \delta_a U'(T_a) + \rho (1 + H(W_0) \delta_a) Q_0 \delta_a U''(T_a) + (1 - \rho) \delta_b U'(T_b) + (1 - \rho)(1 + H(W_0) \delta_b) Q_0 \delta_b U''(T_b) \right\} = U''(W_0 - Q_0) \Rightarrow H'(W_0)$$

$$\left\{ \rho \delta_a [U'(T_a) + (T_a - W_1) U''(T_a)] + (1 - \rho) \delta_b [U'(T_b) + (T_b - W_1) U''(T_b)] \right\} = U''(W_0 - Q_0) \Rightarrow H'(W_0)$$

$$\left\{ \rho \delta_a T_a^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_a + \alpha W_1] + (1 - \rho) \delta_b T_b^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_b + \alpha W_1] \right\} = U''(W_0 - Q_0) \Rightarrow H'(W_0) =$$

$$\frac{U''(W_0 - Q_0)}{\rho \delta_a T_a^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_a + \alpha W_1] + (1 - \rho) \delta_b T_b^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_b + \alpha W_1]}$$

لدينا:

$$U''(W_0 - Q_0) < 0$$

$$N = \rho \delta_a \left\{ T_a^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_a + \alpha W_1] \right\} + (1 - \rho) \delta_b \left\{ T_b^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_b + \alpha W_1] \right\}$$

$$\delta_a > 0, \delta_b < 0$$

$$G(T) = T_a^{-\alpha-1}((1-\alpha)T_a + \alpha W) = (1-\alpha)T^{-\alpha} + \alpha W_1 T^{-\alpha-1}$$

$$G'(T) = -\alpha(1-\alpha)T^{-\alpha-1} - \alpha(\alpha+1)W_1 T^{-\alpha-2}$$

$$= -\alpha T^{-\alpha-2} - [(1-\alpha)T + (\alpha+1)W_1] \Rightarrow G'(T) < 0$$

$$\begin{cases} G'(T) < 0 \\ \delta_b < \delta_a \Rightarrow T_b \leq T_a \end{cases} \Rightarrow G(T_b) \geq G(T_a) \Rightarrow \delta_b G(T_b) \geq \delta_b G(T_a)$$

$$N = \rho \delta_a G(T_a) + (1-\rho) \delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq \rho \delta_a G(T_b) + (1-\rho) \delta_b G(T_b) \Rightarrow \leq G(T_b) [\rho \delta_a + (1-\rho) \delta_b]$$

$$\text{Si } \rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N < 0$$

$$\begin{cases} U''(W_0 - Q_0) < 0 \\ N < 0 \end{cases} \Rightarrow H'(W_0) > 0$$

$$\text{Si } \rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N > 0$$

$$\begin{cases} U''(W_0 - Q_0) < 0 \\ N > 0 \end{cases} \Rightarrow H'(W_0) < 0$$

إذن θ هي دالة متناقصة بالنسبة إلى W_0 ، إذا كان: $\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

و θ هي دالة متزايدة بالنسبة إلى W_0 ، إذا كان: $\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

الملحق رقم 04:

الحالة الثالثة: دراسة تغير θ دلالة β : $Q_0 = W_0 \beta$ حيث $0 < \beta < 1$.

بافتراض ثبات: W_1 ، W_0 ، δ_a ، δ_b و α و ρ .

$$\rho(1 + \theta \delta_a) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_a)) + (1 - \rho)(1 + \theta \delta_b) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = 0$$

$$\Rightarrow \rho(1 + \theta \delta_a) U'(W_1 + W_0 \beta(1 + \theta \delta_a)) + (1 - \rho)(1 + \theta \delta_b) U'(W_1 + W_0 \beta(1 + \theta \delta_b)) - U'((1 - \beta)W_0) = 0$$

$$T_a = (W_1 + W_0 \beta(1 + \theta \delta_a))$$

$$T_b = (W_1 + W_0 \beta(1 + \theta \delta_b)) \Rightarrow \rho \frac{d\theta}{d\beta} \delta_a U'(T_a) + \rho(1 + \theta \delta_a) U''(T_a) \left\{ W_0(1 + \theta \delta_a) + \beta W_0 \delta_a \frac{d\theta}{d\beta} \right\} +$$

$$\begin{aligned}
 & (1-\rho) \frac{d\theta}{d\beta} \delta_b U'(T_b) + (1-\rho) (1+ \\
 & \theta \delta_b) U''(T_b) \left\{ W_0 (1+\theta\delta_b) + \beta W_0 \delta_b \frac{d\theta}{d\beta} \right\} = - W_0 U''((1-\beta)W_0) \\
 \Rightarrow & \rho \frac{d\theta}{d\beta} \delta_a \{U'(T_a) + \beta W_0 (1+\theta\delta_a) U''(T_a)\} + \rho W_0 (1+\theta \delta_a)^2 \\
 & U''(T_a) + (1-\rho)^* \\
 & \frac{d\theta}{d\beta} \delta_b \{U'(T_b) + \beta W_0 (1+\theta\delta_b) U''(T_b)\} + (1-\rho) W_0 (1+\theta \delta_b)^2 \\
 & U''(T_b) = - W_0 U''((1-\beta)W_0) \\
 \Rightarrow & \rho \frac{d\theta}{d\beta} \delta_a \{U'(T_a) + (T_a - W_1) U''(T_a)\} + (1-\rho) \\
 & \frac{d\theta}{d\beta} \delta_b \{U'(T_b) + (T_b - W_1) U''(T_b)\} = - \rho W_0 (1+\theta \delta_a)^2 U''(T_a) - \\
 & (1-\rho) W_0 (1+\theta \delta_b)^2 U''(T_b) - W_0 U''((1-\beta)W_0) \Rightarrow \frac{d\theta}{d\beta} \\
 & \left\{ \rho \delta_a T_a^{-\alpha-1} [(1-\alpha)T_a + \alpha W_1] + (1-\rho) \delta_b T_b^{-\alpha-1} [(1-\alpha)T_b + \alpha W_1] \right\} = \\
 & - \rho W_0 (1+\theta \delta_a)^2 U''(T_a) - (1-\rho) W_0 (1+\theta \delta_b)^2 U''(T_b) - \\
 & W_0 U''((1-\beta)W_0) \Rightarrow \frac{d\theta}{d\beta} = \\
 & \frac{-\rho W_0 (1+\theta\delta_a)^2 U''(T_a) - (1-\rho) W_0 (1+\theta\delta_b)^2 U''(T_b) - W_0 U''((1-\beta)W_0)}{\rho \delta_a T_a^{-\alpha-1} [(1-\alpha)T_a + \alpha W_1] + (1-\rho) \delta_b T_b^{-\alpha-1} [(1-\alpha)T_b + \alpha W_1]}
 \end{aligned}$$

نعلم أن:

$$\begin{aligned}
 & - \rho W_0 (1+\theta \delta_a)^2 U''(T_a) - (1-\rho) W_0 (1+\theta \delta_b)^2 U''(T_b) - W_0 \\
 & U''((1-\beta)W_0) > 0
 \end{aligned}$$

لنضع:

$$N = \rho \delta_a \left\{ T_a^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T_a + \alpha W) \right\} + (1-\rho) \delta_b \left\{ T_b^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T_b + \alpha W) \right\}$$

$$\delta_a > 0, \delta_b < 0$$

$$G(T) = T_a^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T_a + \alpha W) = (1-\alpha)T^{-\alpha} + \alpha W_1 T^{-\alpha-1}$$

$$G'(T) = -\alpha(1-\alpha)T^{-\alpha-1} - \alpha(\alpha+1)W_1 T^{-\alpha-2}$$

$$= -\alpha T^{-\alpha-2} - [(1-\alpha)T + (\alpha+1)W_1]$$

$$\Rightarrow G'(T) < 0$$

$$\left\{ \begin{array}{l} G'(T) < 0 \\ \delta_b < \delta_a \Rightarrow T_b \leq T_a \end{array} \right. \Rightarrow G(T_b) \geq G(T_a)$$

$$\Rightarrow \delta_b G(T_b) \geq \delta_b G(T_a)$$

$$N = \rho \delta_a G(T_a) + (1-\rho) \delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq \rho \delta_a G(T_b) + (1-\rho) \delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq G(T_b) [\rho \delta_a + (1-\rho) \delta_b]$$

$$\text{Si } \rho \delta_a + (1-\rho) \delta_b < 0 \Rightarrow N < 0 \Rightarrow \text{Si } \rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N < 0$$

$$\Rightarrow \frac{d\theta}{d\beta} < 0$$

$$\text{Si } \rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N > 0 \Rightarrow \frac{d\theta}{d\beta} > 0$$

إذن θ هي دالة متزايدة بالنسبة إلى β ، إذا كان: $\rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

و θ هي دالة متناقصة بالنسبة إلى β ، إذا كان: $\rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b}$

الملحق رقم 05:

الحالة الرابعة: دراسة تغيرات θ بدلالة ρ

بافتراض ثبات: $W_0, W_1, \delta_a, \delta_b, \alpha$ و Q_0 .

$$\rho(1 + \theta \delta_a) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_a)) + (1 - \rho)(1 + \theta \delta_b) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_b)) - U'(W_0 - Q_0) = 0$$

$$\Rightarrow (1 + \theta \delta_a) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_a)) - (1 + \theta \delta_b) U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_b))$$

$$+ \rho \frac{d\theta}{d\rho} \delta_a U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_a)) + \rho(1 + \theta \delta_a) Q_0 \delta_a \frac{d\theta}{d\rho} U''(W_1$$

$$+ Q_0(1 + \theta \delta_a)) + (1 - \rho) \frac{d\theta}{d\rho} \delta_b U'(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_b)) + (1 - \rho)(1 +$$

$$\theta \delta_b) Q_0 \delta_b \frac{d\theta}{d\rho} *$$

$$U''(W_1 + Q_0(1 + \theta \delta_b)) = 0 \Rightarrow (1 + \theta \delta_a) U'(T_a) - (1 + \theta \delta_b) U'(T_b) +$$

$$\rho \frac{d\theta}{d\rho} \delta_a U'(T_a) + \rho(1 + \theta \delta_a) Q_0 \delta_a \frac{d\theta}{d\rho} * U''(T_a) + (1 - \rho) \frac{d\theta}{d\rho} \delta_b$$

$$U'(T_b) + (1 - \rho)(1 + \theta \delta_b) Q_0 \delta_b \frac{d\theta}{d\rho} U''(T_b) = 0$$

$$\Rightarrow \frac{d\theta}{d\rho}$$

$$\left\{ \rho \delta_a U'(T_a) + \rho(1 + \theta \delta_a) Q_0 \delta_a U''(T_a) + (1 - \rho) \delta_b U'(T_b) + (1 - \rho)(1 + \theta \delta_b) Q_0 \delta_b U''(T_b) \right\}$$

$$= (1 + \theta \delta_a) U'(T_a) - (1 + \theta \delta_b) U'(T_b) \Rightarrow \frac{d\theta}{d\rho}$$

$$\left\{ \rho \delta_a [U'(T_a) + (T_a - W_1) U''(T_a)] + (1 - \rho) \delta_b [U'(T_b) + (T_b - W_1) U''(T_b)] \right\}$$

$$= (1 + \theta \delta_a) U'(T_a) - (1 + \theta \delta_b) U'(T_b) \Rightarrow \frac{d\theta}{d\rho}$$

$$\left\{ \rho \delta_a T_a^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_a + \alpha W_1] + (1 - \rho) \delta_b T_b^{-\alpha-1} [(1 - \alpha) T_b + \alpha W_1] \right\} = (1 + \theta \delta_a) U'(T_a) - (1 + \theta \delta_b) U'(T_b)$$

يجب دراسة إشارة:

$$\begin{aligned} & (1+\theta \delta_a) U'(T_a) - (1+\theta \delta_b) U'(T_b) \\ & (1+\theta \delta_a) U'(T_a) - (1+\theta \delta_b) U'(T_b) \\ & (T_b) = \frac{1}{Q_0} (T_b - W_1) U'(T_b) - \frac{1}{Q_0} (T_a - W_1) U'(T_a) \\ & = \frac{1}{Q_0} [(T_b - W_1) U'(T_b) - (T_a - W_1) U'(T_a)] \end{aligned}$$

$$\varphi(T) = (T - W_1) U'(T)$$

$$\varphi'(T) = U'(T) + (T - W_1) U''(T)$$

$$\varphi'(T) = T^{-\alpha} - \alpha(T - W_1) T^{-\alpha-1} = T^{-\alpha-1} (T - \alpha(T - W_1))$$

$$\varphi'(T) = T^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T + \alpha W_1) > 0$$

الدالة φ هي دالة متزايدة.

إذن إشارة: $\varphi(T_b) - \varphi(T_a)$ هي نفسها إشارة $T_b - T_a$ ، وتساوي

إشارة $\delta_b - \delta_a$

بما أن الحالة a هي الحالة المشجعة (حالة الربح)، باحتمال ρ

والحالة b هي الحالة غير المشجعة (حالة الخسارة)، باحتمال

$(1-\rho)$ فإن $\delta_b - \delta_a < 0$.

ومنه:

$$\frac{1}{Q_0} [(T_b - W_1) U'(T_b) - (T_a - W_1) U'(T_a)] < 0$$

$$N = \rho \delta_a \{T_a^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T_a + \alpha W_1)\} + (1-\rho) \delta_b \{T_b^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T_b + \alpha W_1)\}$$

$$\delta_a > 0, \delta_b < 0$$

$$G(T) = T_a^{-\alpha-1} ((1-\alpha)T_a + \alpha W_1) = (1-\alpha)T^{-\alpha} + \alpha W_1 T^{-\alpha-1}$$

$$G'(T) = -\alpha(1-\alpha)T^{-\alpha-1} - \alpha(\alpha+1)W_1 T^{-\alpha-2} =$$

$$-\alpha T^{-\alpha-2} - [(1-\alpha)T + (\alpha+1)W_1]$$

$$\Rightarrow G'(T) < 0$$

$$\begin{cases} G'(T) < 0 \\ \delta_b < \delta_a \Rightarrow T_b \leq T_a \end{cases} \Rightarrow G(T_b) \geq G(T_a) \\ \Rightarrow \delta_b G(T_b) \geq \delta_b G(T_a)$$

$$N = \rho \delta_a G(T_a) + (1 - \rho) \delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq \rho \delta_a G(T_b) + (1 - \rho) \delta_b G(T_b)$$

$$\Rightarrow N \leq G(T_b) [\rho \delta_a + (1 - \rho) \delta_b]$$

$$\text{Si } \rho \delta_a + (1 - \rho) \delta_b < 0 \Rightarrow N < 0$$

$$\Rightarrow \text{Si } \rho < \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N < 0 \Rightarrow \frac{d\theta}{d\rho} > 0$$

$$\text{Si } \rho > \frac{-\delta_b}{\delta_a - \delta_b} \Rightarrow N > 0 \Rightarrow \frac{d\theta}{d\rho} < 0$$

المراجع

- ابن القيم الجوزية . 2004 ، "إعلام الموقعين عن رب العالمين" ، تحقيق وتعليق عصام الدين الصبابطي، م1، دار الحديث، القاهرة .
- ابن حجر الهيتمي، "الزواجر عن اقتراف الكبائر" ، طبعة مصطفى الحلبي، ج2.
- ابن رشد (الحفيد) أبو الوليد محمد ابن أحمد ، (1401هـ)، "بداية المجتهد" ، طبعة دار المعرفة ، ج2.
- ابن منظور. 1968. لسان العرب، دار صادر للطباعة والنشر، ج14.
- أبو زهرة محمد. 1985، "تحريم الربا، تنظيم اقتصادي"، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، ط2.
- الجصاص أبو بكر. 1412 هـ، "أحكام القرآن"، تحقيق محمد الصادق القمحاوي، بيروت، دار إحياء التراث العربي 184/2.
- الرازي فخر الدين، مفاتيح الغيب، ج2.
- الساعاتي ع. ع. 1999 ، "نحو مشتقات مالية إسلامية لإدارة المخاطر التجارية"، في: مجلة الملك عبد العزيز للاقتصاد الإسلامي، م 11.
- الضرير م. ص. ، 1987. "موقف الشريعة من ربط الحقوق والالتزامات الآجلة بتغير الأسعار"، في: وقائع ندوة رقم 19، المعهد الإسلامي للبحوث

- والتنمية، البنك الإسلامي للتنمية، 1987 ص 170.
- المصري ر.، 1990، "ربا القروض وأدلة تحريمه"، مركز النشر العلمي، جامعة الملك عبد العزيز، جدة، ط1.
- النشومي ع.ج.، 2003، "حكم الفوائد البنكية"، دراسة شرعية لفتوى مجمع الإسلامية مع أقوال علماء الأمة في حكم معاملات البنوك التقليدية، جمع وترتيب ياسر عجيل النشومي: دار الاستثمار، ط1.
- الهيثي ع.ر.، 1998، "المصارف الإسلامية بين النظرية والتطبيق"، دار أسامة للنشر، الأردن، ط1.
- آلية م.، 1993، "الشروط النقدية لاقتصاد الأسواق من دروس الأمس إلى إصلاحات الغد"، في: سلسلة محاضرات العلماء البارزين رقم 1، ترجمة المعهد الإسلامي للبحوث وتدريب، البنك الإسلامي للتنمية.
- تقرير مجلس الفكر الإسلامي في باكستان 1984: "إلغاء الفائدة من الاقتصاد"، ترجمة عبد العليم السيد منسي، المركز العالمي لأبحاث الاقتصاد الإسلامي، ط2.
- حسين ع.ا.أ.، 2003، "حكم التعامل المصرفي المعاصر بالفوائد". في: ورقة معلومات أساسية رقم 7، المعهد الإسلامي للبحوث والتدريب، البنك الإسلامي للتنمية، ط4.
- خان م.، 1997، "النظام المصرفي الإسلامي الخالي من الفائدة"، تحليل نظري، (تر عربية). في: مجلة الملك عبد العزيز، الاقتصاد الإسلامي، م9.
- خان م.، و عباس م.، 2002. "الإدارة النقدية في اقتصاد إسلامي"، ترجمة فريد بشير طاهر. في: مجلة الملك عبد العزيز، الاقتصاد الإسلامي. م14.
- درويش ج.، 1995. "الفائدة والربح وأدوات التمويل الإسلامي"، دراسة تحليلية اقتصادية. مركز أبحاث الاقتصاد الإسلامي، جامعة الملك عبد العزيز.
- صديقي م.ن.ا.، 1985، "النظام المصرفي اللاربوي"، ترجمة عابدين أحمد سلامة، المجلس العلمي بجامعة الملك عبد العزيز، ط1.
- صديقي م.ن.ا.، 1985، "ربط الحقوق والالتزامات الأجلة بتغير الأسعار في قضايا العمل المصرفي الإسلامي (بالانجليزية) ليستر.
- صديقي م.ن.ا.، 1998. "المصارف الإسلامية: المبدأ والتصور والمستقبل"، في: مجلة جامعة الملك عبد العزيز: الاقتصاد الإسلامي، م

مندرق، "حوار حول الوساطة المالية والمصارف الإسلامية". في: مجلة جامعة الملك عبد العزيز: الاقتصاد الإسلامي. سامي س، 1998. "الوساطة المالية في الاقتصاد الإسلامي". في: مجلة الملك عبد العزيز: الاقتصاد الإسلامي، م 10. عفيفي م. ص، 1980، "المجتمع الإسلامي وفلسفة المالية والاقتصادية"، مكتبة الخانجي، القاهرة، ج 1. فرايهر ف. ب، 1993. "كارثة الفائدة"، ترجمة أحمد عبد العزيز النجار، دار الغد العربي.

Aqer M.K., 1989. Towards an Interest Free Islamic Economic system, JKAU - *Islamic Econ*.

Avery .R.B. & Elliehausen G.E., 1986. Financial Characteristics of high –income families, *Federal Reserve Bulletin* 1986.

Baily M.J. Olson M. & Wonnacott P., 1970. The marginal utility of income does not increase : borrowing , lending , and friedman–savage gambles , *American Economic Review* , 70 (3).

Ebrahim M. Sh., 2002. "On the pricing of an islamic convertible mortgage for infrastructure projet financing, *international journal of theoretical and applied finance*, vol 5 , n 7, 2002.

Ebrahim Muhammed Shahid. 2000. Pricing asset backed islamic financial instruments, *international journal of theoretical and applied finance*, vol 3,nN 1.

Ebrahim M.Sh., & Abdelhamid M. Bashir. 1999. on the design and efficiency of a participating growth bill, *the quarterly review of economics and finance* 39.

Haque & Mirakhor, optimal profit-sharing contracts and investment in an interest – free *Islamic Economy manuscript*.

John R presley & John G., 1994. Islamic economics: the emergence of a new paradigm, *the economic journal*, vol 104, n 224.

Khan F., 1986. Development strategy in islamic framework, paper presented at *the international seminar on fixal policy and development planning in islam* (Islamabad, July).

Markowitz H., 1952. *Portfolios selection journal of finance* 7.

Salim, ch., 1985. *Relative stability of interest-free economy*, *J. res, Islamic econ* vol 3. n 1.

Samuelson P.A., 1990. Asset allocation could be dangerous to your health: pitfalls in across-time diversification, *Journal of Portfolios Management*.

Schoemaker .P.J.H., 1982. The expected utility model its variants purposes evidence and limitations. *Journal of Economic Literature* 20 (2).

Sherman H. & Peng Ch., 1997. Subjective and objective risk tolerance *Financial Counselling and Planning* , vol 8.

Siddiqui M.N., 1992. "Impact of Islamic Modes of finance on monetary expansion, JKAU, *islamic econ*, vol 4.

Zaman H., *Indexation an islam*, J.R.I.E- Vol.2 , n 2

قياس الفساد وتحليل ميكانيزمات مكافحته دراسة اقتصادية حول الجزائر

علي خلفي*

ملخص

الفساد ظاهرة اقتصادية اجتماعية قديمة قدم المجتمع البشري، متعدد الصور والأسباب، تفاقمت حدته في السنوات الأخيرة بسبب التحوّلات العالمية والمتغيرات الداخلية، وأضحى أهمّ مشكلات النظام العالمي الجديد، مما تطلب ضبط مفهومه وقياسه وتحديد كلفته وإيجاد السبل المناسبة للحد منه، وهو ما قمنا به عبر الإجابة عن الإشكالية التالية: كيف يمكن قياس الفساد، وما هي ميكانيزمات مكافحته (محليا ودوليا)؟

الكلمات المفتاحية:

الفساد - الحكم الراشد - الشفافية - الحوكمة - المساءلة - الرشوة.

CODES JEL: D 63 - D 73

مقدمة:

تمثل ظاهرة الفساد الاقتصادي إحدى الظواهر التي وجدت على مرّ التاريخ، وتحولت في الوقت الحاضر إلى مشكلة رئيسية تواجه النظام العالمي الجديد، إذ يحول الموارد من مجالات التنمية ويقوّض ثقة المجتمع في السلطة الحاكمة. والفساد كظاهرة اقتصادية اجتماعية تتعدد صورته وأساليبه ومستوياته، وموجود في العالم بدرجات متفاوتة، وأشدّ أنواع الفساد يتجدر في الدول النامية.

ويتجه العالم اليوم إلى محاولة تجفيف منابع الفساد ومحاربتّه بالتنسيق الأفقي والعمودي، واعتبرت المنظمات الدولية أنّ سبب عدم نجاح الإصلاحات الاقتصادية المدعومة يرجع لطبيعة التنفيذ وليس للبرامج

* أستاذ محاضر بكلية العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير، جامعة الجزائر.
أستاذ مساعد"أ" بمعهد العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير، المركز الجامعي بالمدية.

المقدمة، وبذلك تغيّر مفهوم البنك والصندوق الدوليين من "المشروطية" إلى "الانتقائية" التمويلية.

ونظراً لاتساع نطاق ظاهرة الفساد في السنوات الأخيرة عند الدول النامية وخاصة الجزائر، ولخطورة آثاره الاقتصادية وتبعاته، دفعتني الفضول العلمي أن أسهم مع غيري من الباحثين على اختلاف مناهجهم في بحث هذا الموضوع. ومن هنا يمكن طرح الإشكالية التالية: كيف يمكن قياس الفساد، وما هي ميكانيزمات مكافحته؟ وقصد توضيح هذه الإشكالية نطرح الأسئلة التالية:

- ما هو مفهوم الفساد؟
- ما علاقة الفساد بالشفافية، المساءلة، الحكم الراشد والرشوة؟
- كيف يتم قياس الفساد، وما هي أهم المنظمات الدولية المهتمة بذلك؟
- ما هي أهم مؤشرات قياس الفساد؟
- ما هي ميكانيزمات مكافحته (محليا ودوليا)؟

يهدف هذا المقال إلى تعميق دراسة ظاهرة الفساد، بتحديد مفهومها الاقتصادي وكيفية قياسها استنادا للمؤشرات الدولية، مع تقديم سبل الحد منها.

واستندنا في بحثنا هذا على المنهج الوصفي اعتمادا على المصادر والأبحاث المتخصصة في هذا الموضوع، وأما هيكل البحث فيشتمل على المحاور التالية:

- عموميات حول الفساد.
- قياس الفساد وتكلفته.
- ميكانيزمات مكافحة الفساد.

أولاً- عموميات حول الفساد

يُعتبرُ شيوع الفساد من أهم أسباب الضعف الداخلي والخارجي للدول، والفساد في جوهره هو حالة تفكك تعتري الدول لأسباب عديدة متشابكة، بعضها محلية وأخرى خارجية ترتبط بالنظام العالمي الجديد¹. ولفهم

¹ إدريس ولد القابلة، الموقع: www.tanmia.ma/artcle.ph?id_article=1303، معضلة الفساد، تاريخ الاطلاع: 2006/06/07.

الموضوع نتناول مفهوم الفساد، وأهم المصطلحات المرتبطة بتعريفه كالشفافية والمساءلة والرشوة والحوكمة.

1- مفهوم الفساد

هو مصطلح له معان عديدة² وفي أوسع الصور يتمثل في سوء استخدام المنصب لغايات شخصية³، ويمثل انحراف عن الواجبات الرسمية لمنصب عام بالتعيين أو الانتخاب لأجل الحصول على مكاسب تتعلق بالثروة أو المكانة⁴، وكان ولا يزال جزءا من الحياة الاقتصادية والسياسية والإدارية منذ زمن طويل، ولعلّ السبب الجوهري في ذلك هو تعدد أشكاله ووسائله وأهدافه⁵. ولنا في التاريخ أمثلة عديدة عن سقوط إمبراطوريات ودول بسبب الفساد، والجدير بالذكر أنه ظاهرة أخذت في التفاقم لدرجة تهديد مجتمعات بالجمود والانهيار، ويتأثر بالعولمة بحيث لم يعد شأنًا داخليًا⁶. كما يقصد بالفساد الاقتصادي أيضا استعمال السلطة العامة لتحقيق منافع خاصة سواء كان من طرف السلطة التنفيذية أو التشريعية أو القضائية⁷. ويمكن استنتاج (06) معايير تحدد أنواع الفساد، وتتعلق بنوع الفئة المطبقة وحجم الفساد وتنظيمه ونطاقه، وكذلك طبيعة العلاقة بين طرفي الفساد وعدد أطراف العلاقة نفسها⁸، وأما Johnston فيصنّفه إلى (03) أقسام: عرضي (فردية)، مؤسسي، منظم (ممتد)⁹.

² لتفاصيل أكثر، انظر:

- عبد الخالق فاروق، الفساد في مصر، دراسة اقتصادية تحليلية، العربي للنشر والتوزيع، القاهرة، مصر، 2006.

- بشير مصيطفي، "الفساد الاقتصادي: مدخل في المفهوم والتجليات"، مجلة بحوث اقتصادية عربية، العددان 27/26، مصر، 2006، ص199.

- الأمم المتحدة، الفساد في الحكومة، الندوة الإقليمية التي عقدتها دائرة التعاون الفني للتنمية ومركز التنمية الاجتماعية والشؤون الإنسانية بالأمم المتحدة في لاهاي بهولندا، بتاريخ 11-15/12/1985، ص. 50-51.

³ المؤسسة العربية لضمان الاستثمار، الفساد، السنة2، إصدار 99/5

⁴ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، الفساد والتنمية، القاهرة، مصر، 1999، ص. 118.

⁵ طارق محمود عبد السلام السالوس، التحليل الاقتصادي للفساد، دار النهضة العربية، جامعة حلوان، القاهرة، مصر، 2005، ص. 05.

⁶ إبراهيم غرابية، الفساد الحاضر الأكبر في الإدارة والغائب الأكبر في الإصلاح، الموقع www.aljazeera.net/partial/site.agreement : تاريخ التحميل 2006/05/17 وتاريخ الاطلاع: 2006/06/21

⁷ عبد الستار عبد الحميد سلمي، حدود تدخل الدولة في المجال الاقتصادي في ظل اقتصاد السوق، دار النهضة العربية، القاهرة، مصر، 2005، ص68.

⁸ طارق محمود عبد السلام السالوس، مرجع سابق، ص ص 10-18

⁹ عبد الله بن حاسن الجابري، الفساد الاقتصادي، ورقة مقدمة في المؤتمر العالمي الثالث للاقتصاد الإسلامي، جامعة أم القرى، السعودية، بتاريخ 2005/05/31.

أما بالنسبة لصور الفساد فتتعلق بالرشوة، الابتزاز، المحسوبية، استغلال النفوذ، استغلال "مال التعجيل" وهو المال المدفوع لموظفي الحكومة لتعجيل النظر في أمر محدد يقع ضمن نطاق اختصاصهم، واختلاس أموال عامة ويتميز الفساد بأربع صفات هي¹⁰: - ظاهرة عامة - ظاهرة قديمة - ظاهرة ملازمة لمرحلة التحول - له نتائج جدّ وخيمة وبعض الإيجابيات المتحفظ عنها.

واتفق المختصون على أن الفساد مصطلحٌ فني يُعبّر عن جرائم الاتجار بالوظيفة العامة أو الاعتداء على المال العام في شكل ظاهرة يعاني منها المجتمع، وهو مجال ضيق للفساد والمجال الأوسع له يعني الحصول على كسب خاص أو منفعة شخصية. ولا بأس من تقديم بعض التعاريف المتداولة للفساد وهي:

تعريف البنك الدولي: هو "إساءة استعمال السلطة العامة لتحقيق مكسب خاص، ويشمل القطاع العام والقطاع الخاص، وينتشر عالمياً، ويتدرج من الرشوة إلى عمليات استغلال النفوذ، التبييض، أنشطة الجريمة المنظمة وغيرها.

تعريف Johnston: يعرفه بإساءة استخدام الأدوار "تقصيد الوظائف" العامة أو الموارد العامة، بغرض المنفعة الخاصة¹¹.

تعريف Huntington: في دراسة له لعملية التنمية، يرى أن الفساد هو أحد المعايير الدالة على غياب المؤسسة السياسية الفعالة، خلال فترة التحديث الواسعة التي شهدتها عصرنا الحالي¹².

تعريف ألاتس: يعني الفساد إخضاع المصالح العامة لأهداف خاصة، ثم انتهاك الأنماط المقبولة للواجب والمصلحة العامة، ويرى كذلك أنه يكون عادة مصحوباً بالسرية واللامبالاة لأيّ نتائج قد تتمخض عنه وتؤدي إلى معاناة الجمهور، وتوصل ألاتس إلى عدّة خصائص للفساد هي¹³:

¹⁰ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، مرجع سابق، ص ص 378-379

¹¹ Johnston. M. What can be done about entrenched corruption? Paper presented to the ninth annual bank conference on development economics, World Bank, Washington, 03/04/1997.

¹² الأمم المتحدة، الفساد في الحكومة، تقرير الندوة الإقليمية التي عقدتها دائرة التعاون الفني للتنمية ومركز التنمية الاجتماعية والشؤون الإنسانية بالأمم المتحدة في لاهاي (هولندا)، مرجع سابق، ص. 50-51.

¹³ المرجع السابق، ص. 50-51.

- عادة يشترك أكثر من شخص في الفساد؛
 - تتصف أعمال الفساد بالسريّة؛
 - يتضمن الفساد عامل الالتزام المتبادل والمصلحة المتبادلة؛
 - يشمل التمويه في أنشطة الفساد؛
 - يشمل الفساد أولئك الذين يحتاجون لقرارات محددة، وأولئك الذين يستطيعون التأثير في هذه القرارات؛
 - ينطوي الفساد على الخديعة، والتحايل عادة على جهة الحكومة؛
 - يعتبر أي شكل من أشكال الفساد خيانة للثقة؛
 - يقع مقترفو الفساد في تناقض بين أدوارهم في الحياة العامة وأدوارهم في الحياة الخاصة؛
 - كل أعمال الفساد تُشكّل خرقاً وانتهاكاً لأنماط الواجب والمسؤولية.
- وأخيراً يمكن إعطاء معادلة الفساد كما يلي¹⁴:

الفساد = احتكار القوة + الإفتقار للشفافية - المساءلة (01)

وبالنظر للكتابات المختلفة حول تعريف الفساد، نجد أنّ المنطلق الأساسي لتعريفه هي الصور الشائعة للفساد، وهي¹⁵: الرشوة، المحسوبية، استغلال المنصب العام، وشرء أصوات الناخبين¹⁶. كما نستنتج من التعريفات السابقة للفساد، أنّها تتفق حول الغاية منه، وهي الحصول على كسب خاص أو منفعة شخصية، وأمّا الوسيلة فكانت محلّ خلاف.

ويُنصّف الفسادُ بأنّه يتمُّ من خلال أطرٍ "شبيكية" معقّدة، وليس مجرد ممارساتٍ فردية، ويُعيدُ إنتاج نفسه ضمن الحلقة المُفرّغة للفساد.

2- الشفافية والمساءلة

¹⁴ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، مرجع سابق، ص. 30.

¹⁵ يرى بشير مصيطفى بأن أحسن تعريف لظاهرة الفساد هو ذلك الذي يصفها بواسطة مظاهرها وتجلياتها.

¹⁶ أحمد رفعت خفاجي، جرائم الرشوة، دار قباء للطباعة والنشر والتوزيع، القاهرة، مصر، 1999، ص. 39.

الشفافية بمفهومها البسيط¹⁷، عبارة عن ظاهرة تقاسم المعلومات والتصرف بطريقة مكشوفة، بحيث تضع سلسلة واسعة من المعلومات في متناول الجميع. وتعني أيضا توفر إجراءات واضحة لكيفية صنع القرار على الصعيد العام، كما تُعرّف كذلك بالفتح التام لقنوات الاتصال بين أصحاب المصلحة والمسؤولين، وتعتبر أداة مهمة جدا لمحاربة الفساد الإداري.

من متطلبات الشفافية الكشف عن مختلف القواعد والأنظمة والتعليمات والإجراءات والآليات المعتمدة، وترتبط الشفافية بقوة بالفساد الإداري والمساءلة. وتجدر الإشارة أن العمل بالحكومة الالكترونية يترافق مع مفهوم الشفافية في كافة مراحلها تخطيطا وتصميما وتطبيقا. كما يصف البعض الشفافية بـ"قوة المعرفة"، ذلك أنه عندما يطلع المواطنون على الأداء الحكومي، يصبحون في وضع أفضل للضغط على موظفي الدولة لأداء مهامهم لأجل الصالح العام، وتتضمن المبادرات الحديثة في تدعيم الشفافية ما يلي¹⁸:

- مدونة سلوك صندوق النقد الدولي للممارسات الجيدة بخصوص الشفافية المالية الصادرة في 1998، والتي تمّ تحديثها عام 2001، والتي تستند على (04) مبادئ جوهرية: وضوح الأدوار والمسئوليات، وإتاحة الأدوار العامة وعمليات الميزانية المفتوحة، وضمانات النزاهة.
- تسمح مبادئ الحكومة الإلكترونية للمهتمين من استخدام الإنترنت في خدمات تتعلق بالدفع المالي والاستيراد، ومتابعة القضايا أمام المحاكم والجمارك.
- قوانين "حرية المعلومات" التي صدرت في عدة بلدان (50 بلدا لغاية 2004).
- مبادرة بعض الدول بنشر معلومات حول مسار النفقات العمومية.

¹⁷ بدون اسم الكاتب، تحديثات في وجه الحكومة الالكترونية، الموقع: www.al-jazerah.com.sa/digimag/02112003/agtes14.htm

¹⁸ أنور شاه ومارك شاكنز، "محاربة الفساد: انظر أمامك قبل أن تثب"، مجلة التمويل والتنمية، صندوق النقد الدولي، العدد 04، ديسمبر 2004، ص 43.

• مبادرات بعض الدول النامية حول نشر الإيرادات الناجمة عن قطاعات النفط والغاز والتعدين.

وإذا ارتبطت الشفافية بالفساد الإداري، فإن المساءلة ترتبط بالفساد السياسي، وبالتالي فإن المسؤولين عن الحكم في كل مستويات الهرمية ولمختلف السلطات (التشريعية، التنفيذية، القضائية) خاضعين للمساءلة من طرف منتخبهم و/أو ممن يُخوّل القانون لهم ذلك، ويمكن معاقبتهم وعزلهم للحفاظ على المال العام ومصالح المجتمع، وهنا نكون أمام وضع أحسن في تخصيص الموارد وتحسين مستوى أداء الاقتصاد، ولذلك تعتبر عادة المؤسسات الديمقراطية قنوات للتأثير تتضاءل فيها فرص الفساد، مع إمكانية أن تكون مُضَلَّلة ومحفزة للممارسات الفاسدة على نحو ما يحدث في بعض الدول كالهند مثلاً، ويتوقف الأمر هنا على ديناميكية الحياة السياسية ذاتها¹⁹.

3- الرشوة

تعتبر الرشوة نموذجاً للفساد الاقتصادي وإحدى أهم مظاهره، وللرشوة عدّة صور تختلف حسب الزمان والمكان (هدية، قهوة، تشيية،)، وهي ظاهرة لصيقة بالحياة في كل المجتمعات، وتختلف من مجتمع لآخر وفق جانبين (حجم الظاهرة، ومظاهرها)²⁰. وتترك الرشوة آثاراً اقتصادية تتجلى من خلال ضعف الاستثمار وسوء المحاسبة الاقتصادية²¹.

وتفترض الرشوة -عادة- اشتراك شخصين في اقترافها، فالمانح لها هو سبب بها، والمتلقي لها هو أداة لتنفيذها، وتمثل نشاطاً إجرامياً، ينجم عنها ما يسمى "الرشوة السلبية والرشوة الإيجابية، ونعني بالأولى إقدام المرتشي على طلبها، وأما الثانية فتعني أن الراشي هو من يعرضها²². وسنعود لاحقاً لاستعراض طريقة قياسها.

4- الحوكمة

¹⁹ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، مرجع سابق، ص 36.
²⁰ أحمد رفعت خفاجي، جرائم الرشوة، دار قباء للطباعة والنشر والتوزيع، القاهرة، مصر، 1999، ص. 35.
²¹ محمد عمر الحاجي، الإصلاح الاقتصادي، دار المكتبي للطباعة والنشر والتوزيع، دمشق، سوريا، 2004، ص. 37-41.
²² أحمد رفعت خفاجي، مرجع سابق، ص 208-209.

بدأ الاهتمام بهذا المفهوم لأول مرة عام 1989 في تقرير للبنك الدولي عن الدول الإفريقية جنوب الصحراء على أساس أن فشل الإصلاحات المدعومة حسبه يرجع للتنفيذ لا لمحتوى السياسات²³. وتزايد الاهتمام به بحلول الألفية الثالثة وأصبح يُمَثَلُ ركنا أساسياً في استراتيجيات الهيئات المانحة، وبالتالي فمفهوم الحوكمة لم يعد يمثل هدفاً يراود تحقيقه من أجل التنمية، ولكنه صار شرطاً لتخصيص المعونة.

وحتى عام 1992 كان يركز البنك الدولي على البعد الاجتماعي للحوكمة، وأضاف لها البعد السياسي سنة 1994، كما قام الصندوق عام 1998 بإعداد "ميثاق الممارسات الصالحة للشفافية المالية"، وتمت مراجعته عام 2001.

إذن تهتمُّ الحوكمة بالدرجة الأولى بالآليات والسيرورات والعلاقات والمؤسسات، التي بواسطتها يتبنى المواطنون والمجموعات مصالحهم، ويمارسون حقوقهم ويقومون بواجباتهم، ويتحقق الحكم الجيد (الحوكمة) بالمشاركة والشفافية والمساءلة، وأهم الأطراف الفاعلين فيها هم الدولة والقطاع الخاص والمجتمع المدني²⁴.

وبذلك، فالحوكمة مفهوم حديث يهتم بكيفية تدخل الدولة لا بحجمها، من خلال الحكم الراشد في إدارة الموارد الاقتصادية والاجتماعية اللازمة للتنمية، ويطلق عليها أيضاً اسم الحكمانية (الحكمة أو الحكم الراشد أو الحكم الرشيد). وحسب البنك الدولي فإن مفهوم الحوكمة يتضمن العناصر التالية²⁵:

- إدارة القطاع العام
- الأطر القانونية للتنمية
- المشاركة
- المساءلة
- المعلومات والشفافية

ثانياً: قياس الفساد وتكلفته

²³ ليلى البرادعي، الحكمانية والهيئات الدولية في مجال التعاون التنموي، بحث مقدم لمؤتمر الحكم الراشد والتنمية، مصر، مارس 2003، ص 04.

²⁴ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، مرجع سابق، ص 84.

²⁵ ليلى البرادعي، مرجع سابق، ص 06.

1- قياس الفساد

إنّ تقدير حجم المداخيل غير المشروعة بشكل دقيق أمر صعب تحقيقه، وعادة ما تكون الإحصاءات الخاصة بالفساد موضوع شك في ظل غياب الإحصائيات الدقيقة والتستر، ولهذا نستند للدراسات المتعلقة بالمنظمات الدولية في هذا المجال. وعموماً يمكن قياس الفساد استناداً لثلاث طرق هي²⁶:

- طريقة البيانات الاقتصادية الكلية؛
- طريقة البيانات المجمعّة بواسطة الضرائب؛
- دراسات وبحوث المنظمات الدولية.

الطريقة الأولى:

تعتمد على تقدير حجم ظاهرة الاقتصاد الخفي (السري) كنسبة من PIB الرسمي، وبما أن الاقتصاد الخفي يشمل على مجموع المداخيل المشروعة وغير المشروعة، فإنّ هذه الأخيرة تمثّل نسبة محدودة من حجم الاقتصاد الخفي. واعتماداً على بعض مؤشرات مصر أحاول تقدير حجم الدخل غير المشروعة المرتبطة بالفساد الاقتصادي، فنجد في مصر أن نسبة الاقتصاد الخفي إلى PIB تعادل 22.5% وأيضاً نسبة الدخل غير المشروح إلى حجم الاقتصاد الخفي يعادل 60%، واعتمدنا مصر في اختيار النسب لأنّ ترتيب الجزائر في مؤشر الفساد متقارب مع هذا البلد كما نوضحه في الجدول رقم (2)، ومنه المبالغ المقدرة هي الحد الأدنى فقط، وما خفي يفوق بكثير، ونوضح ذلك في الجدول رقم (01).

²⁶ طارق محمود عبد السلام السالوس، ص. 19-22.

جدول 01: تقدير حجم الدخل غير المشروعة في الاقتصاد الجزائري للفترة (1990-2006). الوحدة: مليار دولار

سنوات	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PIB	40,9	46,7	49,2	51	42,4	42,1	46,9	48,2	48,2
حجم الاقتصاد الخفي	9,202	10,507	11,07	11,475	9,54	9,472	10,552	10,845	10,845
الدخل غير المشروع	5,52	6,304	6,642	6,885	5,724	5,683	6,331	6,507	6,507

جدول 01: تابع

سنوات	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB	48,6	53,4	54,8	55,9	65,9	83	103	110,4
حجم الاقتصاد الخفي	10,935	12,015	12,33	12,577	14,827	18,675	23,175	24,84
الدخل غير المشروع	6,561	7,209	7,398	7,546	8,896	11,205	13,905	14,904

المصدر: من اعداد الباحث اعتمادا على إحصائيات PIB (الناتج المحلي الخام) المأخوذة عن: - الديوان الوطني للإحصائيات، الجزائر - بنك الجزائر - سفارة فرنسا بالجزائر - المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي للجزائر.

نلاحظ من الجدول السابق ارتفاع الفساد في الجزائر، من خلال مبلغ الأموال غير المشروعة التي بلغ تقديرها سنة 2001 أكثر من 07 مليار دولار، علماً أن حجمه في العالم العربي يُقدَّر بأكثر من 100 مليار دولار، وحسب إحصائيات 2006 يقارب 350 مليار دولار، وقارب هذا المبلغ 15 مليار دولار في الجزائر سنة 2006.

الطريقة الثانية:

تعتمد على المعطيات الإحصائية المقدمة من مصالح الضرائب من حيث العث والتهرب الضريبيين.

الطريقة الثالثة:

تعتمد في قياس الفساد على المنظمات الدولية، وتشمل نوعين من الدراسات: الأولى تحكمها المنظمات الدولية بناء على طلب الدول الأعضاء لتدعيم جهود تلك الدول في مكافحة الفساد، والثانية دراسات تجريها هذه المنظمات بشكل منفرد دون طلب تلك الدول.

وأهم مؤشرات الفساد هي / مؤشر المخاطرة الدولية للفساد (ICRG) ويصدر عن جامعة ميرلاند بأمريكا، ومؤشر الأعمال الدولي (BI)، ومؤشرات منظمة "شفافية دولية" التي تأسست عام 1993 من طرف "بيترايجن"، وهو أحد كبار المسؤولين السابقين في البنك الدولي²⁷، وتتضمن ثلاثة مؤشرات، منها مؤشر مدركات الفساد الذي يعكس مدى وجود الفساد، وهو مدرج من صفر إلى عشرة، حيث يمثل الصفر سيطرة الفساد وتمثل العشرة الخلو من الفساد²⁸، وتعتمد هذه المؤشرات على تجميع معطيات، من رجال أعمال وأكاديميين وموظفين في القطاع العمومي لكل دولة، من خلال نشاطهم اليومي²⁹. ويمكن عرض جدول لمؤشر الفساد في الجزائر ومصر كما يلي:

²⁷ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، ص 30.

²⁸ ج. سليمان، هل تخرج الجزائر من القائمة السوداء للرشوة؟ الموقع:

www.alkhabar.com/quotidien/lire.php? ida تاريخ التحميل: 2006/10/04 وتاريخ

الإطلاع: 2006/10/16

²⁹ حمدي عبد العظيم، عولمة الفساد وفساد العولمة، الإسكندرية، مصر، 2008، ص 29.

جدول 2: تطور مؤشر مدركات الفساد في الجزائر للفترة (2001-2007)

السنوات	2001		2002		2003		2004	
	الرتبة	النقاط	الرتبة	النقاط	الرتبة	النقاط	الرتبة	النقاط
الجزائر	-	-	-	-	88	2.6	97	2.7
مصر	54	3.6	62	3.4	70	3.3	77	3.2

جدول 2: تابع

السنوات	2005		2006		2007	
	الرتبة	النقاط	الرتبة	النقاط	الرتبة	النقاط
الجزائر	97	2.8	84	3.1	99	3
مصر	70	3.4	70	3.3	105	2.9

المصدر: منظمة شفاقية دولية، مجموعة تقارير.

يلاحظ من الدول السابق، تدرج ترتيب الجزائر بـ 15 نقطة من سنة 2006 إلى سنة 2007، ويعني أن البلاد تشهد معدلا خطيرا للفساد. ويؤدي هذا إلى التأثير على مجهودات جلب الاستثمار الأجنبي المباشر لمواجهة البطالة والحد من الفقر، لأنّ هذا النوع من الاستثمار يتطلب بيئة إدارية نزيهة ونظيفة من مختلف أشكال الفساد، وهو ما أدى إلى تراجع تنافسية الجزائر بـ 18 رتبة حسب تقرير المنتدى الاقتصادي العالمي لسنة 2009/2008، حيث احتلت المرتبة 99 عالمياً من مجموع 134 دولة في السنة الحالية، مقابل المرتبة 81 من مجموع 131 دولة للسنة المنصرمة³⁰.

أما البنك الدولي فيهتم بـ "قضايا نظام الإدارة العامة"، ويعطي ما يسمى "المؤشر العالمي لنظام الإدارة العامة"، وقد عقد رفقة صندوق النقد الدولي اجتماعا سنويا له يوم 2006/09/16، حيث أشار إلى "أنه يمكن قياس أبعاد نظام الإدارة العامة". وكشف التقرير أن مؤشر الجزائر ضعيف في مجال مكافحة الفساد، عن طريق استعراض مكونات المؤشر العالمي لنظام الإدارة العامة، حيث مثل 25%، و 18% في مجال إبداء الرأي والمساءلة على الترتيب، و 43% في مجال الفعالية الحكومية، و 26% في مجال جودة الأطر التنظيمية، و 32% في مجال سيادة القانون، و 42% في مجال ملائمة أنظمة

³⁰ حفيظ صوالي، تقرير التنافسية للمنتدى الاقتصادي العالمي صنف الجزائر في المرتبة 99، جريدة الحبر اليومية، عدد 5522، يوم 2009/01/11

السوق، علمًا أن كلّ هذه المكونات نسبتها في الدول المتقدمة تتجاوز 70%³¹.

كما انتهت دراسة سابقة أعدّها البنك الدولي سنة 2004 حول عواقب الفساد في مجال تقديم الخدمات، أنّ التّحسن في انحراف معياري واحد في مؤشر واحد للدليل الدولي حول مخاطر الفساد الوطنية، يؤدي إلى انخفاض 29% في معدّلات وفيات الأطفال الرّضع، وزيادة 52% في إشباع المتلقين للخدمات الصحيّة العامة، وكذلك 30% إلى 60% في تحسّن حالة شبكة الطرق³².

1793، يوم

³¹ عبد الوهاب بوكروح، جريدة الشروق اليومية، الجزائر، العدد 2006/09/17.

³² أنور شاه ومارك شاكنز، مرجع سابق، ص 40.

2- كلفة الفساد

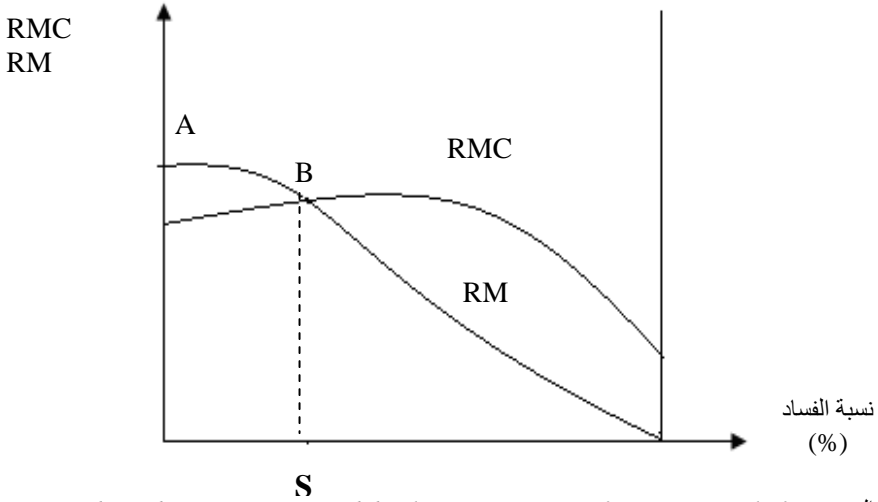
الفسادُ مُدمرٌ على أيِّ مجتمع، ويُحدثُ خللاً في توزيع الحقوق المدنية والاجتماعية بالغ الضرر في المجتمع ككل³³، ومن الناحية الاقتصادية يؤثر على مناخ الاستثمار وتكلفة المشاريع ونقل التقنية وتطويرها، وكلما استشرى الفساد أدى بالمستثمرين إلى إدراج مدفوعات الرشاوى والعمولات في التكاليف، مما يرفع من التكلفة ويخفض العائد من الاستثمار، وبالتالي يتأثر النمو الاقتصادي سلباً بالإضافة إلى تأثير الفساد على الابتكار، حيث تقلّ رغبة الجمهور لإقامة مشاريع استثمارية جديدة. وأهم أثر اقتصادي يكون على الأداء الاقتصادي، من خلال تشويه عناصر النفقات الحكومية³⁴. وحسب صندوق النقد الدولي، أنّ هناك دراسات تؤكد التأثير السلبي للفساد على النموّ، وعلى إضعاف تراكم رأس المال، وكذلك تأثيره على فعالية معونة التنمية، ويعمق الفقر ويباعد بين المداخيل³⁵. ويمكن تقديم منحنى بياني لإيضاح عوائد تكلفة السلوك الفاسد كتفسير اقتصادي لأسباب الفساد وشرح تكلفته.

³³ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، مرجع سابق، ص125.

³⁴ مركز دراسات وبحوث الدول النامية، مرجع سابق، ص. 246-247.

³⁵ أنور شاه ومارك شاكنز، مرجع سابق، ص. 40.

شكل 1: منحني عوائد تكلفة السلوك الفاسد



المصدر: Pranab Bardham, *Corruption and development areview of Issues, Journal of Economic literature, Septembre 1997, PP1330-1332.*

حيث يرمز المحور الأفقي لنسبة (%) الفساد في قطاع أو مجتمع معين، والمحور العمودي للعائد الحدي للفساد (RMC) والعائد الحدي للعمل الصحيح (RM)، ونلاحظ أن $RMC < RM$ عندما تكون نسبة الفساد منخفضة (OS)، بينما تصبح $RMC > RM$ عند زيادة نسبة الفساد (SH)، وعند النقطة A، نحصل على توازن مستقر (أي استقرار الفساد في C، أو استقرار اللامساواة في A)، ونكون في توازن غير مستقر عند B. وتفسر زيادة (RMC) كلما زادت علاقات الفساد بتضاؤل رقابة ومحاربة الفئات المفسدة في المجتمع، وبالتالي انخفاض درجة المخاطرة الناجمة عن النشاط الفاسد، وتزداد تكلفة العمل الصحيح مما يجعله عبئاً على صاحبه.

ثالثاً: ميكانيزمات مكافحة الفساد

تتداخل عوامل الفساد وآلياته، وإنّ أي إستراتيجية ناجمة لمكافحة الفساد يجب أن تأخذ بعين الاعتبار أسباب تفشي ظاهرة الفساد ونمو ما يسمى "مضاعف الفساد". وحسب صندوق النقد الدولي، إنّ التجارب تبيّن بشكل قوي أنّ هذه الإستراتيجية تعتمد على معالجة الأسباب الجذرية للفساد، واعتماد الأسلوب غير المباشر، ولذلك رأى بضرورة تقسيم الدول النامية إلى (03) فئات كما يتمّ توضيحه لاحقاً. وتبعاً لذلك تنوعت آراء المفكرين حول محاربتة، وبالتالي اختلفت الحلول من دولة لأخرى وحسب الزمان والمكان. كما أنّ لهذه الحلول تكاليف حدية ومنافع حدية، وتستغرق وقتاً غير قصير، وتتطلب تعاون الجميع (محلياً ودلياً)، كما تجدر الإشارة أن مكافحة الفساد تهدف للحد منه لا القضاء عليه نهائياً³⁶.

ويتمّ تحليل مكافحة الفساد عبر ثلاثة مستويات:

- الأول: يرتبط بالإطار الفكري؛
- الثاني: يتعلّق بصياغة الإستراتيجية؛
- الثالث: يتعلّق ميكانيزمات مكافحة.

³⁶ طارق محمود عبد السلام السالوس، مرجع سابق، ص. 44.

1- الإطار الفكري لمكافحة ظاهرة الفساد

نميّز فيه عدّة نظريات وأفكار أهمها³⁷:

أ- نظرية الاختيار

يكون التخفيف من الفساد بتقليل الفرص المتاحة لجني الربح، وذلك بالتححرر الاقتصادي والحدّ من احتكار الدولة ونحو ذلك، مع تأمين الفرص الاقتصادية.

ب- مدخل الجماعية

يكون التخفيف من الفساد بالإصلاحات السياسية، بإيجاد مؤسسات ديمقراطية ومؤسسات رقابة، وبرلمانات منتخبة وغيرها.

ج- نظرية الأشواك المتعددة

يكون التخفيف من الفساد عبر مزيج من الإجراءات والإصلاحات السياسية والتشريعية والمؤسسية، وكل الأنظمة التي تُؤكّد الفساد، أي تقوية الآليات ومؤسسات الرقابة على استخدام الموارد وتحسين العمل وما إلى ذلك.

2- كيفية صياغة إستراتيجية مكافحة الفساد

قسّم نموذج صندوق النقد الدولي الدول النامية إلى ثلاث فئات عريضة تعكس مدى تفشي الفساد (تفشي مرتفع، متوسط، منخفض)، كما يفترض النموذج أنّ الدول "مرتفعة الفساد" تتميّز بانخفاض نوعية التنظيم والإدارة، والدول "متوسطة الفساد" تتميز بتنظيم وإدارة معقولين بعض الشيء، والدول "منخفضة الفساد" لها تنظيم وإدارة جديدين. ونوضح ذلك من خلال الجدول الموالي رقم (03):

جدول 03: نموذج تقسيم تفشي الفساد في الدول النامية (مرتفع، متوسط، منخفض)

أولويات جهود مكافحة الفساد	نوعية التنظيم والإدارة	مدى تفشي الفساد
-------------------------------	---------------------------	--------------------

³⁷ عبد الله بن حاسن الجابري، مرجع سابق، ص.20-23.

مرتفع	ضعيف	تأسيس سيادة القانون، تقوية مؤسسات المشاركة، الخضوع للمساءلة، إقرار ميثاق للمواطنين، الحدّ من التدخل الحكومي، تطبيق إصلاحات السياسة الاقتصادية.
متوسط	معقول	اللامركزية وإصلاح السياسات الاقتصادية والإدارة العامة.
منخفض	جيد	إنشاء وكالات محاربة الفساد، تقوية الخضوع للمساءلة المالية، رفع الوعي الجماهيري والرسمي، تشجيع التعهد بمحاربة الرشوة، إجراء محاكمة تحضى بإعلام واسع.

المصدر: أنور شاه ومارك شاكنز، "محاربة الفساد: انظر أمامك قبل أن تثب"، مجلة التمويل والتنمية، صندوق النقد الدولي، العدد 04، ديسمبر، ص42.

3- الإطار العملي لمكافحة الفساد مع عرض تجربة الجزائر

هنا نرصد ثلاثة محاور متكاملة لمكافحة الفساد وهي³⁸:

1.3- محاربة الفساد محليا

ترى الدول الصناعية أن الفساد ينتشر في الدول النامية خاصة الرشوة، مما يتطلب تطوير إجراءات كفيلة بمحاصرة هذه الظاهرة لديها، ويمكن للدولة مكافحة الفساد من خلال كلّ أو بعض الإجراءات الآتي ذكرها³⁹، مع توضيح ذلك في حالة الجزائر⁴⁰.

أ- محاربة الفساد اقتصاديا: يتم ذلك من خلال:

- الحد من عوامل الطلب على الفساد عن طريق الحد من المنافع التي تحتكرها الدولة، ومنح إطار أوسع من الحريات للاقتصاد.
- الحد من عوامل عرض الفساد عبر عدة إجراءات أهمها: زيادة معدلات الأجور، تقوية آليات الرصد والعقاب، إصلاح الاختلالات المالية.

ب- محاربة الفساد إداريا

يتطلب إحداث إصلاحات إدارية في قطاع الخدمة العمومية، بتفعيل محاربة الفساد الإداري وتشمل: اعتماد سياسة التدوير الوظيفي، أخلفة المهنة، المساءلة، وإنشاء وحدات رقابية داخل المؤسسات الحكومية، التقييم

³⁸ المؤسسة العربية لضمان الاستثمار، مرجع سابق، ص04.

³⁹ عبد الستار عبد الحميد سلمي، مرجع سابق، ص. 71-75.

⁴⁰ طارق محمود عبد السلام السالوس، مرجع سابق، ص. 47-59.

الدائم لمدى فعالية الآليات المطبقة وإصلاح نظام الاستخدام، والترقية على أساس الكفاءة فقط.

ج- محاربة الفساد سياسيا

يتمّ فيها التركيز على تعزيز الديمقراطية والمساءلة، واستقلالية القضاء، والفصل بين السلطات وتفعيل دور الإعلام بكل أشكاله في التوعية واكتشاف الفساد.

أما عن تجربة الجزائر في محاربة الفساد، فنشيرُ إلى اتخاذ العديد من التدابير خاصة التشريعية منها خلال 2004 و 2005 و 2006، من خلال مصادقتها على اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد التي بدء العمل بها في 2005/12/14، وكذلك الاتفاقية الإفريقية لمحاربة الرشوة والفساد، ومصادقة المجلس الشعبي الوطني على أمر رئاسي حول الوقاية من الفساد ومحاربتة، وأيضا الانضمام إلى آلية التقييم من قبل النظراء التي أقرتها مبادرة النيباد.

الإ أن الملفت للنظر، كون الجزائر تمتلك الأدوات القانونية لممارسة الرقابة والردع دون فعالية، ذلك أن هناك وحدة مختصة في معالجة المعلومات المالية منذ أبريل 2004، تم تأسيسها لدى وزارة المالية بمرسوم رئاسي، كما لا نعرفُ حصيلة المرصد الوطني لمحاربة الرشوة بعد حله عام 2000.

2.3- اعتماد مبدأ التدرّج في مكافحة الفساد والأطراف المتورطة فيه

يتمّ تركيز الجهود على إيجاد إطار قانوني مُوحّد في الدول الصناعية، يجرّم تقديم الرشاوى خارج بلدانهم، رغم صعوبات تحقيق ذلك عمليا بسبب تضارب المصالح بين الدول الصناعية والصراع على الفوز بالصفقات.

لكن الدول المحتاجة لدعم مكافحة الفساد من قبل المنظمات الدولية، هي دولٌ يقلُّ فيها طلب المساعدة لمكافحة الفساد، ذلك أن التنظيم والإدارة ضعيفان، والفساد واسع الانتشار، ولذلك يرى صندوق النقد الدولي ضرورة انتهاج البنك الدولي لأسلوب غير مباشر، عن طريق مداخلٍ بديلة تؤدي لاحقاَ إلى التأثير على الأسباب الجذرية للفساد، وأهمُّ هذه المداخل هي:

- مراقبة المنظمات الدولية لأداء تقديم الخدمة المرتبطة بالمنح المقدمة لها؛

- تمكين المواطن من أسباب القوة، عن طريق تعزيز الشفافية والمساءلة وسيادة القانون؛
 - نشر المعلومات؛
 - إصلاح السياسة الاقتصادية؛
- إشراك أصحاب المصالح الآخرين (غير الحكوميين)⁴¹.

3.3- الجهود الدولية لمكافحة الفساد

لا تتجح الجهود المحلية إلا بتكاليف كل الجهود الخارجية (ثنائياً، إقليمياً ودولياً)، من خلال نشاط عدة هيئات وتجمعات هي:

- الأمم المتحدة - منظمة التعاون الاقتصادي والتنمية - الاتحاد الإفريقي - البنك الدولي - الاتحاد الأوروبي - جامعة الدول العربية - صندوق النقد الدولي - منظمة الدول الأمريكية - منظمة الدول الإسلامية - المنظمة العالمية للتجارة - منظمة شفافية دولية.

تدور انشغالات المنظومة الدولية حول ترقية عمليات محاربة الفساد، من خلال تشجيع حرية الإعلام، وإشراك المجتمع المدني في رقابة الظاهرة⁴²، والصرامة في عمليات الرقابة المحاسبية، وإعادة تنظيم قانون الصفقات العمومية، وترقية الديمقراطية، وانتهاج الشفافية، مع وضع برامج محددة للمساعدة الدولية في مجال محاربة الفساد بأنواعه، وإقامة الحوكمة. وتعتبر "اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد" مقارنة جديدة للمجهودات الدولية، باعتبارها تُعطي دوراً أساسياً لفعاليات المجتمع المدني في مكافحة الفساد، من خلال رفع مستوى وعي أفراد المجتمع، وتأسيس جمعيات تهتم بالتصدي لهذه الظاهرة رفقة الهيئات الرسمية، واعتماد المراقبة الشفافة في تسيير الأموال العمومية، والنزاهة في إسناد الوظائف، وأيضاً العدالة في تقديم الخدمات للجمهور.

للإشارة، إن الهيئات الدولية تُرجعُ بشكل غير مباشر تفشي ظاهرة الفساد في الجزائر إلى الجوانب السياسية، وهنا يجب الانتباه والحذر من المؤشرات المقدمة والسياسيات المقترحة من عندهم، لأنها ترسم الأشياء

⁴¹ أنور شاه ومارك شاكنز، مرجع سابق، ص. 43.

⁴² خليل جبارة، دور منظمات المجتمع المدني في تفعيل اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد، الموقع: www.transparency-lebanon.org/research-display.php?id=3

على نمطية محددة لخدمة لمصالحها، فالشفافية حسبهم يجب أن تسمح للشركات الرأسمالية بالولوج في اقتصادياتنا دون مراعاة خصوصياتنا، والحوكمة في منظورها ذلك الذي يُروَّجُ للحريات على النمط الليبرالي، وكل هذا لا يعفينا من رؤية الواقع الأسود للفساد ببلادنا.

خاتمة:

تناولنا في هذا المقال ظاهرة الفساد من حيث قياسها ومحاربتها، وذلك عبر ثلاثة محاور متكاملة، تطرقنا فيها لبعض المفاهيم المرتبطة بالموضوع، ثم استعرضنا مؤشرات الفساد وتكلفته، وأخيراً سُبِّلَ مكافحته، مع تناولنا الإطار النظري لها والجهود المحلية والدولية، وتوصلنا إلى جملة من النتائج أهمها:

- يرتبط الفساد بالشفافية والمساءلة والحوكمة عكسياً، وطردياً مع الرشوة؛
- قياس الفساد يعتمد حالياً على المنظمات الدولية؛
- تعتمد ميكانيزمات مكافحته على تناسق الجهود المحلية والدولية، مع ملاحظة عدم فعالية الميكانيزمات الجزائية استناداً للمرتبة غير المشرفة في مؤشر الفساد.

وعليه نُقدم التوصيات التالية:

1. التكريس العملي للحوكمة والشفافية ومكافحة الفساد بفعالية عن طريق الصدمة؛
 2. ضبط الآليات وتدقيق الأنظمة وتوضيحها وتوزيع الصلاحيات؛
 3. العمل على توفير نظام أفضل للحوافز وربط الأجور بالسوق؛
 4. توسيع نطاق واستقلالية القطاع الخاص مع الخصوصية؛
 5. تشجيع المنافسة والتخلص من المركزية وتدخّل الدولة؛
 6. دعم الصحافة الحرة واستقلالية القضاء وإشراك المجتمع المدني.
- ويبقى الفساد من أكبر تحديات العصر، ويتطلب تضافر الجهود.

المراجع

- الأمم المتحدة، 1985. دائرة التعاون الفني للتنمية ومركز التنمية الاجتماعية والشؤون الإنساني. في الندوة الإقليمية. لاهاي: 11-15/12/1985.
- البرادعي ل.، 2003. الحكمانية والهيئات الدولية في مجال التعاون التنموي، في: مؤتمر الحكم الراشد والتنمية، مصر.
- الحاجي م. ع.، 2004. "الإصلاح الاقتصادي". دمشق: دار المكتبي للطباعة والنشر والتوزيع.
- السالوس ط. م. ع. س.، 2005. "التحليل الاقتصادي للفساد"، القاهرة: دار النهضة العربية: جامعة حلوان.
- بن حاسن الجابري ع. ا.، 2005. "الفساد الاقتصادي"، في: المؤتمر العالمي الثالث للاقتصاد الإسلامي، جامعة أم القرى، السعودية.
- بوكروح ع. و.، 2006. جريدة الشروق اليومية، الجزائر، ع. 1793.
- خفاجي أ. ر.، 1999. "جرائم الرشوة"، دار قباء للطباعة والنشر والتوزيع، القاهرة.
- جبارة خ.، "دور منظمات المجتمع المدني في تفعيل اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد"، في: w.transparency-lebanon.org/research-display.php?id=3
- سلمي ع. س. ع. ح.، 2005. "حدود تدخل الدولة في المجال الاقتصادي في ظل اقتصاد السوق"، دار النهضة العربية، القاهرة، مصر.
- سليمان ج.، 2006. هل تخرج الجزائر من القائمة السوداء للرشوة؟ في: www.alkhabar.com/quotidien/lire.php?ida
- شاه أ.، و شاكنز م.، 2004. "محاربة الفساد: انظر أمامك قبل أن تثب"، في: مجلة التمويل والتنمية، صندوق النقد الدولي، العدد 04، ديسمبر.
- صواليلي ح. 2009. "تقرير التنافسية للمنتدى الاقتصادي العالمي صنف الجزائر في المرتبة 99"، في: جريدة الحبر اليومية، عدد 5522.
- عبد العظيم ح.، 2008. "عولمة الفساد وفساد العولمة"، الإسكندرية.
- غرابية إ.، 2006، "الفساد الحاضر الأكبر في الإدارة والغائب الأكبر في الإصلاح"، الموقع: www.aljazeera.Net/partal/site.agreement: تاريخ التحميل 2006/05/17 وتاريخ الاطلاع: 2006/06/21.

- فاروق ع. خ.، 2006. "الفساد في مصر: دراسة اقتصادية تحليلية" ، القاهرة: العربي للنشر والتوزيع.
- مركز دراسات وبحوث الدول النامية، 1999. "الفساد والتنمية"، القاهرة. مصيطفى ب.، 2006. "الفساد الاقتصادي: مدخل في المفهوم والتجليات"، في: مجلة بحوث اقتصادية عربية، العددان 26/27.
- المؤسسة العربية لضمان الاستثمار. 1999، الفساد، السنة 2، إصدار 99/5. ولد القابلة إ.، 2006. "معضلة الفساد". في: الموقع.
- .2006/06/07 .www.tanmia.ma/artcle.ph ?id_article=1303
- Johnston. M.**, 1997. What can be done about entrenched corruption? In *the ninth annual bank conference on development economics*, WORLD BANK, WASHINGTON.